TOME XXVIII. N° 19. *PARIS, 157, boul. Saint-Germain (6e)* 1er JANV. 1927

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

« Quand les Français ne s'aimaient pas » (1)

Après dix ans

VOICI donc, au complet et pour la première fois, débarrassé des contraintes de la censure, le plus important ou, du moins, le plus caressé de mes livres de guerre. Il a paru au milieu de la sanglante année 1916 ; le deuil y florissait, mais couronné de l'espérance. Que reste-t-il, dix ans après, d'une espérance élevée sur tant de tombeaux?

Le livre portait en sous-titre : *Chronique d'une renaissance*, la renaissance de l'orgueil et de la force du pays durant la période obscure qui s'étendit de 1895 à 1905. Qu'est devenue cette renaissance? L'orgueil, où est-il? Où est la force? Le vaisseau du pays semble glisser vers des parages où de tristes courants inclinent à la dispersion,

(1) La *Nouvelle Librairie Nationale* met en vente une édition dite « définitive » du livre de Charles Maurras paru pendant la guerre : *Quand les Français ne s'aimaient pas*. Cette édition comprend bien les passages échoppés par la Censure, mais elle ne contient pas la préface nouvelle que l'auteur avait préparée et que nous publions ici.

à la démission, à la mort. Est-ce que nous allons y céder?

Si l'on ne peut pas faire de réponse bien agréable ni très satisfaisante à ces questions, du moins elles restent posées. On les discute avec passion. Affaiblies dans leur apparence, les forces de la vie, volontés de résurrection, continuent néanmoins de faire parler d'elles. Ni le sang, ni l'esprit ne se résignent à fléchir. L'oppression qui nous mortifie a quelque chose d'artificiel, la nature française en souffre à ce point qu'elle en crie. Douleur? Soit! Mais ardeur aussi.

Quelque gâchis qu'on en ait fait, ou quelque mauvais usage, tout n'est point dépensé de l'œuvre à laquelle se dévoua, pendant trente ans, la troupe courageuse devant laquelle avait marché notre grand Maurice Barrès. Depuis que la victoire a été vaincue, la courbe barrésienne a pu décliner dans l'ordre des faits : dans l'ordre des idées, la même courbe demeure haute, et elle s'élève toujours.

De toute manière, il reste un fait acquis. Les temps où les *Français ne s'aimaient pas*, c'est-à-dire ne s'aimaient pas eux-mêmes et vivaient et mouraient sans estime pour leur pays, ni fierté de leur race, ces temps sont révolus : les pires des Français sont bien obligés de savoir quels flambeaux magnifiques alluma sur le monde, secoua, propagea le labeur de leurs pères et de leurs aînés.

Courage, enfants déchus d'une race divine!

Vous pouvez résister aux appels de l'enthousiasme civique. Vous n'en pouvez plus ignorer les justes motifs, si brillants! Cinquante ou cent ans méprisée ou bien ignorée pour des raisons triviales, faibles, frivoles, notre patrie française est naturellement remontée à la place que lui assignèrent les œuvres de son passé. Elle y était déjà rétablie au début de la guerre : tout le monde a dû reconnaître ensuite que ce haut rang lui revenait avec justice pour l'unanimité de sa résistance, pour la qualité de son mordant militaire, alors même qu'apparaissait le dénûment politique immense dont ces vertus étaient parfois annulées en fait.

Mais, si cette plaie politique est certaine, et profonde, et rongeuse, il est bien clair que l'érosion n'a pas dévoré l'essentiel de la substance. Nos « bons restes » sont magnifiques. A mesurer le mesurable, 1926 vaut mieux que 1895. Même politiquement, il y a gain, il y a progrès dans toutes les directions, hormis une seule, il est vrai.

*
* *

En effet, les voies de la fraternité nationale nous sont encore fermées, parce que nul progrès réel n'est humainement permis en ce sens-là à nos contemporains. L'amour n'a rien gagné : il ne pouvait absolument gagner rien. J'ai le regret d'en avertir les personnes qui firent et, nombreuses encore, qui refont un calembour ou un contresens généreux sur le titre de ce volume : non, non, il n'y a pas, il ne peut y avoir de chance que les Français puissent *s'aimer les uns les autres, s'aimer entre eux*, sous un régime qui déploie, après l'avoir tissée, une prime si haute et si large, et si riche, et si belle, et si claire, au contraire exprès de l'Amour !

Aussi longtemps que pèsera sur eux le gouvernement de partis, cette réconciliation apparaît l'impossible même : ce régime électif cultive et arrose la haine.

Si l'on chiffrait par *un* l'intensité des sentiments de sympathie, d'altruisme ou de charité qui animent normalement des gens qui vivent ensemble, il faudrait chiffrer par *cent* ou par *mille* cette prime éclatante que le régime électif accorde à la dissension des égoïsmes, ensemencement fatal des conflits. De temps à autre, la présence de l'ennemi commun peut les obliger transitoirement à quelque « union sacrée » ; mais la faible et l'instable union ! La nôtre n'a vraiment duré que d'août 1914 à janvier 1915, c'est-à-dire le temps de la dictature d'un grand soldat, incarnant le pays qui l'avait implicitement investi : dès le retour du Parlement, l'union se relâcha sous les âpres critiques des assemblées, de leurs groupes divers et de leurs idées différentes. Fatalement aussi, ceux qui se constituèrent comme M. Caillaux, en défenseurs de ce régime des assemblées et des trahisons qu'il fomente, devinrent eux-mêmes des traîtres et, comme ils accusaient autrui de leur trahison, la cause de la paix intérieure n'y gagna rien. Il faut se rendre à l'évidence : couvrir les haines d'un manteau plus ou moins feutré ou même en interrompre l'expression publique, ce n'est pas établir l'amour. Quand l'accord est ainsi dicté et imposé, il ne peut pourvoir à des nécessités immédiates, il lui manque ce qui est l'essence de l'amour, spontanéité, liberté, sans quoi rien n'est prévu ni mis en défense contre un péril ultérieur.

Je n'ai jamais cru à la durée de cette union. Elle est destinée à mourir avec les circonstances qui l'avaient fait naître ; celles-ci disparues, rien ne la maintenait, toutes les forces du régime tendaient à la défaire. Dès lors, on tremble à la simple pensée que le spectacle de ces disputes, aussi légales que fatales, n'inspire bientôt au redoutable vaincu de 1918 un nouveau désir, plus violent, de revenir nous imposer, avec sa paix, à lui, une concorde intérieure moins troublée et moins vulnérable. Un tel passé ne peut pas rendre optimistes sur l'avenir.

*
* *

Telle était l'une des pensées mères de ce recueil. Sous le régime de la censure républicaine, il devait paraître en charpie.

Mais on voudra savoir dans quelles conditions je fus lacéré.

D'abord j'ai bien failli ne pas paraître du tout.

La campagne de Léon Daudet contre les espions et les traîtres avait été jugée malsaine, insalubre et surtout encombrante par le traître Malvy : les sybarites qu'il employait comme espionnes et comme espions s'en déclaraient gênés ; semblablement, et de façon toute parallèle, mes souvenirs de l'antipatriotisme et du Germanisme que professait avant la guerre l'état-major républicain devaient lui faire craindre pour son autorité. Malvy jugeait que, « pour le moral des populations, mieux valait laisser croire que leurs maîtres du jour n'avaient rien à expier ni à regretter. »

C'était le point de vue auquel devaient se placer les esprits subalternes employés à la censure de la presse.

Loin de détester la censure, quant à nous, nous l'aimions : d'abord pour elle-même, puis comme notre enfant. Les premiers, après Bainville, nous avions demandé que ce service fût créé afin d'épargner au pays, soit les indiscrétions des agences, soit les campagnes de presse contre le commandement et contre le gouvernement : établie en conformité de nos suggestions, cette censure nationale rendit des services réels ; car, sans elle, dans la pagaille des premières paniques, il n'aurait pas été possible d'obtenir le ressaisissement d'après Charleroi. Ce succès l'ayant

affermie, la censure en tira profit : elle se rua au service des personnes et des partis.

Nous nous y attendions, et nos précautions étaient prises, car nous avions défini notre position.

— *Les gouvernants de la guerre*, avions-nous écrit, *seraient soutenus, épaulés et aidés par nous, quels qu'ils fussent, jusqu'à la trahison exclusivement*, et de fait, jusqu'à la découverte de sa trahison, nous avons aidé, soutenu, épaulé jusqu'au misérable Malvy... Mais cette convention comportait le *donnant donnant* : en admettant l'esprit national du Cabinet qui tenait l'épée et le drapeau, en faisant abstraction du gouvernement de parti, nous ne pouvions pas consentir à laisser les républicains exciper du courage, de l'élan, de la foi, du grand cœur des Français unanimes pour en tirer l'apologie des négligences de leur régime ou des folies de leurs factions ; *toute tentative de cet ordre dans la presse subirait donc*, ajoutions-nous, *des rectifications mesurées, mais fermes de notre part*. Le cas n'avait pas tardé à se présenter.

Dès le commencement d'août, au premier bataillon de chasseurs qui bouscula un régiment prussien, les feuilles des fonds secrets nous tirèrent la langue : *Hein*, criaient-elles, *l'armée républicaine? Hein! l'organisation militaire de la démocratie! Est-ce puissant, est-ce fameux? Quelle réponse à vos prophéties de malheur?...*

N'ayant été que trop bons prophètes, la verte réplique ne traîna point. Elle fut répétée aussi souvent qu'il le fallut, à travers tous les échoppages et toutes les menaces d'interdiction. Nous n'évitâmes qu'un usage excessif de notre bon droit : peu de jours après ces premières nouvelles heureuses, sur la fin du même mois d'août, les catastrophes de Belgique et de Lorraine auraient pu nous induire à détailler les immenses erreurs politiques du régime ; rien n'aurait été plus facile que d'énumérer ses sanglantes économies sur le matériel de la Défense nationale, sa destruction de notre service de renseignements, de notre état-major et tout ce qui, de 1899 à 1912, avait fait descendre la France au dernier fond du désarmement militaire et naval (1). A quoi cela eût-il servi? Pas même à l'émeute

(1) Voir sur cette œuvre de douze ans le Discours préliminaire de l'*Enquête sur la monarchie*. Tous les documents utiles y sont réunis.

féconde. Nous n'aurions obtenu que d'aviver l'angoisse et d'affaiblir l'élan. Notre silence fut fait de pitié, de mépris et aussi de ferme espérance dans la bonté du sang français tel qu'il courait aux veines de nos pires politiciens. Cinq jours avant la Marne, nous n'avions pas craint d'annoncer la victoire (1). Victoire de position. Mais aussi de génie. Victoire du cœur et de l'âme. Suivant l'expression du *Temps*, « la France se sauva elle-même ». La qualité nationale de cette victoire était si claire que les prétentions du régime en furent annulées : système de désorganisation désirée et voulue, il ne put en avoir le mérite ou l'honneur.

La rentrée des Chambres, opérée fin décembre, devait tout remettre en question et en litige, en controverses et en querelles, sans excepter ni la conduite des armées, ni les droits de leur chef suprême ; la presse républicaine se hérissa des plus dangereuses critiques : si nous nous fussions interdit alors la critique inverse, quels dindons nous aurions été !

Un *modus vivendi* s'établit. Nous soutenions les pouvoirs publics, nous discutions de leur passé, de leur principe. Nous nous élevions contre leur langage s'il exprimait l'illusion des démocraties, mais nous leur demandions de résister en fait à l'esprit changeant de la République : la formule de la guerre étant de tenir, nous les conjurions de durer.

Le pauvre Viviani disait : *quel appui imprévu nous avons trouvé de ce côté-là!* Ce loyalisme gouvernemental scandalisa quelques fous butés, mais ajouta bientôt à la haine et à la fureur des amis de l'ennemi. Le parti allemand hésita pendant plusieurs mois sur le moyen de se débarrasser de nous. Enfin, dans l'après-midi du 2 juin 1915, il se décida : l'organe officiel des Allemands de l'Intérieur, et connu pour tel, le journal de M. Caillaux, rédigé par l'espion L. B. 137, de la sûreté allemande, un certain Miguel Vigo, dit Almeyreda, publia tous les soirs en première page, pendant plusieurs semaines, un choix d'immondes infamies dont nous étions, Léon Daudet et moi, les principaux destinataires. Une inepte rubrique générale nous présentait comme amis de l'Allemagne et de l'Autriche, pour la simple raison qu'elles étaient en monarchie et que nous étions monarchistes, (nous qui avions tant combattu le rêve naïf de

(1) Dans *l'Action française* du 2 septembre 1914 : « La Pression orientale, gage de la victoire. »

l'Internationale des Rois) ! Sous la rubrique s'écoulait un long flot de fétidités bourbeuses qui visaient notre vie privée, la vie privée de nos familles, vaines calomnies vomies de Berlin et qui ne servaient que Berlin.

Magistrats (1), historiens (2) ont dû en convenir depuis : l'action d'Almeyreda et de son papier ne s'explique pas, à moins de convenir qu'elle était lancée et payée pour provoquer l'indignation de la jeunesse qui nous suivait pour obtenir des représailles, ainsi mettre le feu aux dernières apparences d'union nationale, susciter, soit dans la rue, soit dans les camps, quelque mouvement dangereux.

L'intrigue fut parée au moyen des recommandations que nous adressâmes à nos jeunes amis. En voici le texte : *Ne tenez pas compte de ces saletés... Ne regardez pas derrière vous. Il n'est pour vous qu'un ennemi, celui de la France!... Au front ni à l'intérieur, que personne ne bouge! Il serait criminel de faire le jeu d'ignobles provocateurs que paye l'Allemagne pour allumer la guerre entre citoyens à Paris.* (*Action française* du 1er juillet 1915.) Douze jours plus tard, nous renouvelions la consigne : *Nulle réaction n'est permise de notre part, car elle servirait les Boches. Elle trahirait la patrie.*

Ainsi fut frappée d'inhibition et d'impuissance une pièce du plan allemand que l'on avait pu mettre en œuvre à Paris, sous l'œil de la censure, avec les visas de l'Union sacrée et du ministère Viviani-Briand. Ni de la Chancellerie, ni du Quai d'Orsay, ni de l'Élysée, pas un officiel ne leva le doigt pour s'y opposer. Chaque matin les censeurs donnaient leur *nil obstat* à ce torchon du *Bonnet Rouge*. Étant sans illusion sur le personnel des bureaux, nous ne nous étonnions pas qu'il autorisât ces provocations à la guerre civile, pas plus que nous ne nous étonnâmes, un peu plus tard, de voir succéder à la somnolence un zèle ardent contre Léon Daudet quand il révéla les trahisons de Malvy. Qu'on dénonçât de bons citoyens comme traîtres, les censeurs le trouvaient tout à fait naturel ; qu'on dénonçât un traître authentique, mais ministre en fonction, alors ils jetaient feu et flamme. Leur bataille contre les vérités qui sauvaient la patrie qualifie leur silence devant les mensonges qui la trahissaient.

(1) En Haute-Cour.

(2) Voir notamment les études de Mermeix.

Ces niaiseries fangeuses auront toutes passé comme lettre à la poste. Vigo Almeyreda dut reconnaître néanmoins qu'elles ne lui servaient de rien. Quand il l'eut compris, il se tut. Pas avant. Il est vrai, nous l'avions déféré aux tribunaux. Mais, pour lui accorder de l'espace et du temps, on avait commencé par nous imposer une attente de plusieurs mois. Puis, cet espion diffamateur ayant encouru une bénigne condamnation par défaut, la magistrature d'appel se hâta de réformer le jugement afin de l'adoucir. Bien que l'avocat de l'inculpé, M. de Monzie, eût loyalement reconnu que son client n'avait pas été provoqué par nous le moins du monde, il se trouva un président, M. le conseiller de Valles, dont il convient de retenir le nom déshonoré, pour accorder un arrêt d'excuse à Almeyreda, en raison de « provocations » que nous lui aurions adressées... : les seules « provocations » étant constituées par nos réponses à l'agresseur, l'arrêt de Valles vise des provocations *postérieures* au délit !

On aura donc tout vu : en pleine guerre et en plein siège de Verdun, face aux éminents services militaires que rendaient nos amis, vivants et morts, face à nos propres services civils, les puissances d'Union sacrée, censure, police, justice, se déployaient, se coalisaient ainsi contre nous... Cela n'empêchait point de reconnaître nos services, ni même, avouons-le, de les solliciter en secret. Le 8 septembre 1916, alors que nos procès avec Almeyreda battaient leur plein, je vis entrer dans mon cabinet de la rue Caumartin un des hommes les plus éminents du monde de l'action nationale : *Cher ami*, me dit-il, *je viens de la part de X...* Ici le nom d'un personnage très haut placé dans le monde officiel. Cet X... avait chargé mon visiteur de me révéler le voyage en Espagne d'Almeyreda en me priant de le faire connaître au public. Divulgation et dénonciation eurent lieu le lendemain, 9 septembre (1), et cela nous valut au semestre sui-

(1) Vigo Almeyreda avait flairé que nos informations venaient de haut. Dès le lendemain, sciemment ou non, il aiguilla ses lecteurs sur une fausse piste et déclara que nous avions été renseignés par *un homme dont le fauteuil vaut*, à l'en croire, *deux trônes* ». Ce qui, paraît-il (d'après le *Cri du jour* du 24 juillet 1926, article de M. Jacques Landau, sorti de prison), ne désignait que M. Bunau-Varilla, directeur du *Matin*, lequel aurait été « stylé » par M. Briand. — Ni M. Briand, ni M. Bunau-Varilla n'étaient pour rien dans nos renseignements. M. Landau croit devoir mettre aussi en cause Marius Plateau. Plateau ne savait rien non

vant, le 27 avril 1917, une assez raide condamnation : comme c'était nous qui avions « diffamé » l'espion L. B. 137, nous fûmes salés ! On me demandera peut-être si nos hauts informateurs se remuèrent pour nous. En aucune façon. Ils nous firent le grand honneur de penser que nous étions où nous étions pour servir le pays, à nos risques et périls, sans nulle récompense, et, comme dans la jungle, en dehors de toute protection des autorités.

Mais les événements marchaient et, la marque allemande crevant la toile, les plus aveugles durent la voir. Un mois après notre condamnation pour avoir diffamé Vigo, le chèque Duval fut saisi. On révéla à M. Ribot que le pseudonyme d'Almeyreda était le simple anagramme d'*Y... à la M...* cambronisme effronté qui jeta hors de lui le vieil académicien. M. Ribot se décida à arrêter et à emprisonner le titulaire du pseudonyme malodorant. Seulement ce Vigo en savait tant et tant des secrets du régime, qu'on ne put le garder intact : un beau matin, on le trouva étranglé net dans sa prison. Peu après, la magistrature à laquelle nous en avions appelé du jugement du 27 avril, nous informait que la poursuite tombait par la mort du beau poursuivant. Elle n'oublia que trois choses : nous remercier, nous féliciter, s'excuser.

*
* *

C'est entre la mort tragique d'Almeyreda (août 1917) et les agressions ignobles que s'étaient permises le malheureux (juin 1915), que s'encadre la condamnation de mon petit livre par la censure (mai 1916). Je revenais d'une rapide course en Provence. La Nouvelle Librairie Nationale me fit savoir que la publication était arrêtée. Après avoir tout visé, tout admis, tout approuvé des fangeuses calomnies du *Bonnet* révolutionnaire allemand, les censeurs de Briand refusaient leur visa à ce mémorial véridique et salubre de l'ère où *les Français ne s'aimaient pas*.

Qu'avait-il donc de si pénible? On y voyait le débat entre les idées françaises et les idées anti-françaises pendant les années d'avant-guerre. On y mesurait, pièces en

plus. Tout nous est venu par le visiteur que je n'ai pas nommé, du haut personnage que je ne nommerai pas. Tout a été rapporté directement à moi en la seule présence de l'un de mes collaborateurs (inutile de le nommer), à l'heure et au lieu que j'a dits.

mains, de quelle influence avait disposé l'Allemagne militaire, littéraire, économique et philosophique, dans les vingt dernières années d'une République dite française. Ni les fauteurs, ni les victimes de ces erreurs n'étaient attaqués, mais plutôt complimentés de leur retour au droit chemin. Seules, les idées fausses, leurs dangers, leurs effets douloureux et sanglants étaient signalés avec une clarté sans pitié. Bref, tandis que Daudet mettait en garde le pays contre la trahison malvyste et caillautiste, j'évoquais une ancienne et cruelle décomposition du patriotisme, l'imprudent sacrifice des idées mères de la patrie, puis, je contais comment un effort de quinze années dégonfla le germanisme officiel, dissipa les idées de désarmement, discrédita la démocratie universelle et le pacifisme, fit un renouveau général de ce que l'on avait essayé de pourrir et de dégrader : en quoi cette chronique indiscutable pouvait-elle amollir la fibre du pays?

De deux choses l'une : ou l'on ne voulait pas que le peuple français pût choisir son chemin, et même on désirait qu'il retombât le plus tôt possible dans les vieilles ornières, ou bien l'on devait sentir qu'un tel exposé collaborait à la défense nationale et préparait le juste emploi de la victoire et de ses fruits.

Que, maintenant, l'on se reporte aux années qui ont suivi la guerre, que l'on y compte le gaspillage de tant douleurs et de tant de sang! On regrettera que les livres comme le mien n'aient pas été dix fois plus nombreux, plus lus, mieux compris! Mais justement la possibilité d'une réaction salutaire était l'épouvantail que l'on associait à l'idée de victoire : c'est pour y échapper que la politique secrète du gouvernement républicain tendit constamment à donner la libre pratique au *Feu* de Barbusse et à tous les bouquins similaires. *Quand les Français ne s'aimaient pas* était voué à l'embargo pour la même raison.

Je me défendis, je défendis mon éditeur, je m'adressai au président du Conseil que j'avais soutenu, comme tous ses prédécesseurs, depuis le début de la guerre. Des amis communs me mirent en relation avec son chef de cabinet, Théodore Tissier, bureaucrate moustachu et noir, aussi laborieux que son patron était faiméant. Briand ne parut pas. Je ne désirai point le voir. Ce Tissier se montra courtois. Je le fus plus que lui. Je défendis mon droit. Il ne

le nia point, mais, disait ce Tissier, *Vous figurez-vous que ce livre puisse paraître sans déchaîner des polémiques? — Je me le figure si bien que personne ne pipera,* répondais-je, *personne ne voudra piper.* C'était bien l'évidence, mes textes et mes faits imposaient leur lumière dans le silence et dans la paix. C'est ce que Tissier ne pouvait d'abord concevoir. Je lui dis : Parions ! Il paria. Nous oubliâmes de convenir de l'enjeu. Je n'eus pas de peine à gagner. C'est ce dont Tissier (Théodore) n'est pas revènu.

Il avait bouclé l'affaire en me demandant des modifications de détail, je les accordai ; des échoppages assez nombreux, mais secondaires, je les fis encore, désireux de voir le livre paraître enfin, plus désireux de ne pas éterniser un débat personnel dans le cabinet d'un ministre que je supposais accablé du souci public. Quand même aurais-je su, comme depuis, que ces messieurs perdaient volontiers le temps du pays, j'aurais évité de les y aider.

Cette moitié de droit une fois reconnue, je leur souhaitai longue vie et long ministère ; ils eurent la sottise de prendre pour eux seuls ce qui était dans mon vœu constant de stabilité politique : *on ne tombe pas les gouvernements, ils se tombent eux-mêmes,* leur dis-je à ma seconde et dernière visite : *Vivez, restez! Donc résistez! Ne soyez pas de faibles Louis Seize!...* Cela les enchanta, mais ne les instruisit point, comme il apparut aux deux crises qu'ils laissèrent ouvrir contre eux en décembre et mars suivants.

Nous nous étions quittés amis. Toute peine valant salaire j'avais promis à Tissier de lui envoyer, ainsi qu'au président du Conseil, un exemplaire de mon livre sauvé des eaux. C'était en juin. L'objet ne fut prêt qu'en novembre. Je joignis à l'envoi une lettre qu'Alexandre Tissier eut la sottise de publier cinq années plus tard (1921) pour répondre au jugement dur que j'avais dû porter sur son patron et sur lui-même. Je la publie à mon tour :

« 18 novembre 1916. — *Cher Monsieur, j'adresse à M. le Président du Conseil un exemplaire du vieux volume pour lequel, au mois de juin, il a bien voulu intervenir auprès de la censure. Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien en agréer aussi le trop tardif hommage. La raison est bien simple : les exemplaires de mai que je vous destinais, ainsi qu'à M. Aristide Briand, tirés sur grand papier, n'ont été prêts qu'au bout de cinq mois : la guerre! mais puisque ce*

mot inévitable surgit dans ce billet, permettez-moi de vous adresser, cher Monsieur, avec mes vœux de victoire nationale mes vœux de durée gouvernementale; je me permets d'y ajouter le meilleur souvenir de nos brèves rencontres et l'expression de mes sentiments les plus distingués et dévoués.

Il paraît que cet exemplaire de luxe donne un grand réconfort à M. Aristide Briand toutes les fois qu'il lui arrive de subir une avanie de notre part : il l'a déclaré dans un banquet public, il le répète dans le privé, M. Briand ouvre un tiroir pour y contempler amoureusement mon présent de 1916 et relire les souhaits de longue vie ministérielle qui l'accompagnaient. Un tel remerciement n'a pas fini de l'émerveiller. Je lui ai dit qu'il avait fait un acte de justice. Un tel souvenir le confond. Un acte de justice? Nés des partis, préposés aux intérêts des partis, les ministres de la République identifient faveur et justice. L'idée d'avoir fait justice à un adversaire, fût-ce en pleine union sacrée devant l'ennemi, doit émouvoir le cœur de M. Aristide Briand, mais elle trouble en même temps sa mémoire, elle offusque ce qu'il peut garder de bon sens, puisqu'il croit m'embarrasser par ce souvenir.

D'abord Tissier et lui, en publiant la lettre qu'on vient de lire, n'en ont pas assez médité la date, qui importe : le 18 *novembre* 1916 appartient à cette zone des mois de guerre où il était encore permis de parler de M. Briand comme d'une personne naturelle, d'un Français normal, d'un président du Conseil à peu près conscient de la situation... Passé cette date, ces délais de l'honneur n'eurent plus guère que douze jours à courir : l'on approchait de ce fatal 1er décembre qui vit massacrer les matelots français dans Athènes et qui manifesta la lâche inertie de M. Briand et sa fidélité honteuse à ces princes de Grèce qui, de Paris, nous espionnaient pour leurs parents prussiens.

Au 1er décembre 1916, de simples particuliers, dont j'étais, renvoyèrent au ministre de Grèce les décorations qu'ils avaient pu recevoir de son roi. Un personnage public placé comme Briand pouvait plus et mieux que ce geste de protestation platonique : il ne bougea point ; l'on sut, l'on vit bientôt qu'il ne bougerait pas. Ce guet-apens sans nom lui parut un simple épisode de guerre. Les explications balbutiées par son entourage, les inimaginables commentaires de sa presse balayèrent alors toutes les illusions : le Briand

d'avant-guerre ne s'était pas amélioré, les flots de sang versés par le peuple français ne l'avaient ni débarbouillé, ni éveillé au sentiment des intérêts publics et de leur dignité. Plus tard, beaucoup plus tard, on connut quelle dure vie ce politicien avait faite, l'hiver précédent, au grand soldat, sauveur de Paris, qu'il avait placé au ministère de la Guerre ; les révélations qui suivirent de loin la mort de Galliéni achevèrent de peindre le Briand de l'époque, mais, on avait commencé à voir l'essentiel, au spectacle du chef du gouvernement français subissant l'affront grec sans même rompre l'infamie de ses relations personnelles avec le frère de l'ennemi et de l'assassin. Désormais, si la lutte sanglante avait naturellement élevé au-dessus d'eux-mêmes quelques-uns des chefs de la République, nous étions tout à fait fixés sur celui-ci et, sauf le juste effroi que devait nous donner un nouveau transfert des pouvoirs, son action personnelle ne cessa plus de nous alarmer.

*
* *

Quel mal n'a-t-il pas fait depuis !

L'homme qui, en 1900, poussait à la grève générale et conseillait au peuple ouvrier, à défaut de fusils, les bâtons et les piques, l'homme qui en 1906 avait défendu le *drapeau dans le fumier* d'Hervé peu de semaines avant de parvenir au gouvernement, ce monstre de souplesse, comme disait Barrès, tirait d'un cynisme retors une apparence d'habileté politique ; devant l'étranger, cette réputation s'effondra. Le roué apparut n'être qu'un nigaud vicieux, roulé par les Alliés, malgré ses bureaux, et en 1917, après sa chute du pouvoir, supérieurement berné dans l'affaire Lancken : confondant la question d'Autriche et la question d'Allemagne, brouillant Vienne et Berlin, il croyait travailler pour la paix séparée quand il subissait les négociateurs et négociatrices que lui députait Guillaume II pour neutraliser les ouvertures de Charles IV. Clemenceau l'ayant menacé de la Haute-Cour, il se tint coi pour quelque temps, et les pâles défenses qu'il apporta à la cause de Malvy devant le Sénat se ressentirent de sa légitime frayeur. Il dégoûtait alors jusqu'au suffrage universel qui n'est pas difficile, et eut peine à se faire réélire en 1919. L'assemblée du Bloc national donna la mesure de son irréflexion et de

son inexpérience en lui permettant de reprendre les molles intrigues qui lui rendirent le pouvoir en 1921.

C'est d'alors que date sa nouvelle transformation. Il était sorti de la guerre sans les brevets qui font l'orgueil de Clemenceau et de Poincaré. La loi omit de proclamer que lui, Briand, avait aussi « bien mérité de la patrie ». Une sorte d'envie obscure le mordit au cœur. Il se mit à haïr plus que les vainqueurs la victoire. Parce qu'il n'avait pas brillé dans le relèvement de la patrie, il voulut briller dans la déchéance. Le mal qu'il avait fait précédemment l'avait été par corruption naturelle, sottise, veulerie : cette fois, ses coups redoublés à toutes les formes de notre intérêt national parurent arrêtés, volontaires, délibérés. En démobilisant, remobilisant et redémobilisant la classe 19, il rendit impossible tout rappel nouveau des réserves. En permettant et en couvrant les manœuvres de Philippe Berthelot en faveur de la Banque Industrielle de Chine, sans même sauver cette société de la faillite, il abaissa notre crédit financier et moral en Extrême-Orient : avec une complaisance, une volupté évidente, il laissa souiller nos drapeaux et nos représentants dans les émeutes de Yunnam. En faisant rejeter, au moyen du plus plat des mensonges, le projet Magallon sur la Part du combattant, il endormit, il effaça tout esprit de victoire dans les profondeurs du peuple français et il prépara ces élections défaitistes qui consacrèrent, trois ans plus tard, ce découragement. En signant le pacte maritime de Washington, où sa fatuité paresseuse s'était flattée de séparer l'Angleterre de l'Amérique, il interrompit notre construction navale, humilia le pavillon et renonça à tout ascendant français sur la mer. Il eût anéanti de même nos forces de terre par la même trahison diplomatique amorcée à Cannes, lorsqu'en janvier 1922 il fut renversé à temps par Léon Daudet.

Dès lors, il se plaça par la parole et par l'intrigue à la tête des Gauches les plus antifrançaises et philoboches. Ses trois derniers ministères, où sous de fausses apparences de modération et d'apaisement, la débâcle financière fut précipitée, la révolution effleurée, représentent nos heures les plus désastreuses, soit par les délais accordés à la rébellion marocaine, soit par la capitulation promise ou consentie sur le Rhin, soit par les diminutions infligées à notre

organisation militaire, soit enfin et surtout par les duperies mémorables dont Genève fut le théâtre, mais qui portent l'étiquette de Locarno, car c'est à Locarno, préface de Thoiry, que fut définitivement reconnue, proclamée l'égalité des agresseurs et des assaillis, des envahisseurs et des envahis, des vaincus et des victorieux : aveuglé et trompé par M. Briand, l'État français admit la possibilité d'une entente entre notre peuple, si passionnément épris de paix, et le peuple allemand adonné tout entier, sous couleur de revanche, à l'idée de ses invasions, agressions et dominations à venir.

*
* *

Quelle épithète jugerait l'auteur de tant de dégâts ! Il s'assoirait sur elle comme un siège d'honneur. Ne cherchons pas le mot, tenons-nous aux choses. Ces choses, qui sont neuves, en feront comprendre d'anciennes. Après tout, quand sous prétexte d'épargner des polémiques à la patrie, les collaborateurs du Briand de mai-juin 1916 prétendaient empêcher de rappeler, dans un petit livre, les trahisons de la patrie par la République républicaine, peut-être avaient-ils bien pénétré ou prévu la secrète pensée, la profonde volonté future de leur patron. Cette pensée, cette volonté, ou, disons mieux, cette nature, ils l'avaient sentie défaitiste. Ils avaient prolongé selon la logique de l'avenir l'essentiel des sentiments qu'ils lui connaissaient. Avec l'habitude qu'ils avaient de l'homme, les bureaucrates de sa censure le voyaient résolu à recommencer après guerre la politique d'avant guerre qui avait trompé et démantelé le pays : dès lors, rien de plus naturel ni de plus rationnel qu'un effort de leur part pour éteindre la mémoire des fautes et des crimes qu'il méditait de renouveler en les aggravant.

La mémoire des peuples assure leur salut. Elle sert aux sanctions, elle aide aux précautions. Nul peuple ne serait en garde contre les mauvais risques si des châtiments exemplaires ne frappaient auteurs et fauteurs de leurs catastrophes passées. Rien de plus humain que ce châtiment, c'est l'oubli qui est inhumain. Vainement les coupables osent-ils alléguer, comme le fait Briand, que tel et tel patriote, et nous-mêmes en particulier, lui avons laissé les mains libres pendant la guerre, ou bien l'avons comblé

d'encouragements et de remerciements. Nous leur donnions tout cela et nous en aurions triplé la dose pour la bonne conduite de la guerre, mais non pour un autre sujet. Paroles et silences ne pouvaient avoir d'autre sens. Ni nous, ni personne n'aurions eu qualité pour délivrer des blancs-seings éternels. On ne parle pas au pilote pendant la traversée, mais, si malgré la bonne discipline des passagers il a laissé avarier le bâtiment, il faut qu'il le paye : seule, une injustice inhumaine admettrait qu'il ne payât point ! Plus la discipline du pays aura été complète pendant les passes dangereuses, plus le châtiment de l'incapacité couronnée, de l'autorité ignorante devra frapper cruellement les hommes que rien n'obligeait à prendre le gouvernail. Là, comme ailleurs, joue un tarif d'intérêts composés, pour les professionnels de la récidive impunie.

Souvenons-nous ! Souvenons-nous ! La mémoire est la grande ennemie de Briand. Ce livre, comme tous mes livres, est écrit pour que les citoyens n'oublient pas : un lien sacré unit « le souvenir du passé » à « la foi dans l'an qui vient », *doù passat la remembranço e la fe dins l'an que vên*, selon le rythme et la leçon de mon docteur et maître Mistral.

Charles Maurras.

L'Expérience financière de M. Poincaré [1]

L'incertitude dans laquelle on se trouve au sujet de l'équilibre réel du budget est un fait qu'on ne saurait nier. Tous les gens réfléchis en conviennent d'ailleurs aisément. Ils admettront aussi que la politique d'amortissement peut être considérée comme fallacieuse, compromise ou inopérante et qu'en tout cas le système de M. Poincaré n'a pas encore prouvé, sur ce point, son efficacité. Que le coefficient d'erreurs dans les évaluations dont on a fait état, bien qu'il reste lui-même à démontrer, ne constitue pas une hypothèse invraisemblable, ils ne refuseront pas non plus d'y souscrire. Acquiesçons à tous les doutes, diront-ils, tenons-les pour fondés. Il n'en reste pas moins que des succès marquants ont été obtenus dont il ne sied pas de minimiser l'importance. La Trésorerie est largement pourvue, le compte Avances de l'État est en recul, la circulation fiduciaire tend à diminuer, les échéances sont couvertes pour de longs mois. On posséderait même les 400 millions de dollars pour acquitter en 1929 la facture des stocks américains. Enfin le fonds Morgan est reconstitué et bien au delà, de sorte qu'en cas d'attaque contre notre monnaie,

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 décembre 1926.

l'État serait en mesure de soutenir vigoureusement la lutte avec des armes formidables. Sans ratification des accords financiers, sans crédits extérieurs, en dépit d'achats massifs de devises appréciées, le franc a franchi une étape de hausse impressionnante. Ce sont là des résultats patents, incontestables, des sécurités non pas éventuelles mais acquises et réelles. Ici nous nous trouvons donc sur un terrain solide et sur ce terrain M. Poincaré triomphe.

A première vue, il semble malaisé de contester une telle réussite et de ne lui attribuer qu'une valeur d'apparence. Et pourtant un soupçon traverse l'esprit. Le danger n'existe-t-il pas qui transformerait ces avantages précieux en une victoire à la Pyrrhus? Car enfin, et, de différents côtés, on s'est posé la question : d'où vient l'argent? Au mois d'août dernier, l'État était plus pauvre que Job et fort en peine de faire face aux moindres engagements. Aujourd'hui la prospérité est revenue, les coffres sont pleins et, pour des milliards et des milliards de francs, on a pu acheter de la livre et du dollar sans faire de l'inflation, en réduisant même le volume de la masse fiduciaire. Voilà, n'est-il pas vrai, un étrange mystère, un phénomène surprenant, un véritable miracle.

Non moins incompréhensible apparaît une autre singularité. Tout le monde s'accorde à reconnaître que la richesse nationale, par un coup de baguette magique, ne s'est pas brusquement multipliée et que les dettes de l'État restent toujours aussi écrasantes. Comment se fait-il alors que l'étranger consente à nous payer notre franc de plus en plus cher et qu'il nous donne de la monnaie saine en échange d'une devise avariée pour la moitié environ du prix d'il y a quatre mois? Car, c'est un fait, nous n'avons pas seulement vendu des livres, des dollars, des florins et des pesetas, mais nous avons aussi vendu, et de mieux en mieux, des francs que l'étranger recherche et nous demande par quantités énormes. Chose bizarre, il absorbe même des francs que nous ne possédons pas, qui n'existent pas encore, comme un particulier achète une marchandise qui reste encore à livrer.

Ce problème mérite réflexion. Essayons d'y voir clair.

L'argent dont l'État dispose provient de plusieurs sources. La première, tout à fait licite, généreuse mais non pas, et de loin, la plus importante, tire son origine de l'impôt.

Les rentrées effectuées ont mis à la disposition du Trésor des sommes dont une partie, excédant les nécessités immédiates, a pu être employée au gré du détenteur. En fait, ce disponible a servi à l'achat de devises étrangères, devises qu'il faudra aliéner au fur et à mesure des besoins permanents que crée le train de vie de la nation. C'est donc de l'argent placé à très court terme.

Une autre partie de l'argent, plus abondante sans doute mais déjà plus fâcheuse, résulte de l'émission de nouveaux bons de la Défense, c'est-à-dire d'une forme d'inflation et qui a pour conséquence d'accroître encore, par son gonflement, la grave menace que représente déjà la dette flottante. Inflation d'autant plus redoutable qu'elle n'apparaît pas aussitôt, qu'elle est facilitée au gouvernement par le degré même de confiance qu'il inspire et que la tentation d'y recourir en devient d'autant plus forte. Mais, à la première difficulté, cette monnaie à pouvoir d'achat différé afflue sur le marché et détermine aisément un désastre.

Le restant enfin de l'argent, et qui en figure le poste le plus élevé, est le résultat d'une sorte de fiction ou, pour parler plus exactement, émane de crédits dont l'État est incapable de fournir la contre-valeur. Un très remarquable article (1), fréquemment cité ces temps-ci, explique l'ingénieux système par lequel s'effectuent les achats officiels. L'étranger achète 100 millions de francs et en échange verse au Trésor des devises étrangères. Les 100 millions de francs sont déposés en compte dans une banque à Paris qui souscrit pour cette somme des bons du Trésor à court terme. Revenus ainsi à l'État, ces millions servent à acheter de nouvelles devises. Avec le même montant, il acquiert donc de cette façon une quantité dix, vingt fois plus forte, théoriquement illimitée, de monnaies étrangères. Nulle trace au bilan de la Banque de France ne révèle ces achats en l'absence de toute émission de billets. Mais vienne le moment où l'opération se dénoue. L'étranger retirant ses comptes de dépôts, les établissements dépositaires présenteront leurs bons en remboursement et le Trésor se verra contraint de trouver des francs pour payer. Qui ne voit le formidable risque éventuel qu'entraîne une telle pratique?

(1) Un gros point d'interrogation : D'où vient l'argent? par Z... (M. A.-L. Jeune), *Paris-Midi* du 30 octobre 1926.

Des échéances massives auront vite fait d'épuiser la Trésorerie et quand il est établi que certains jours la spéculation a acheté pour plus d'un milliard de francs en Bourse, il ne subsiste aucun doute quant à l'ordre de grandeur possible de ces échéances. La planche à billets devra alors fonctionner et agira dans le sens d'un accélérateur exceptionnellement puissant sur un marché où l'attitude de la spéculation aura déjà, au préalable, provoqué la hausse des devises.

Qu'une telle fatalité survienne n'est pas une certitude, mais tous les éléments qui la provoqueraient existent et il découle de là que la richesse de l'État, tout comme sa politique budgétaire et sa politique d'amortissement, a un caractère aléatoire.

En vérité, l'État joue et il joue mal comme il administre mal ses monopoles. Il encourt un risque qui est disproportionné avec le bénéfice auquel il peut prétendre.

Depuis la guerre le rôle de banquier qu'il s'exerce à remplir n'a fait que croître et ses attributions, dans ce sens, se sont encore étendues à de nouveaux domaines depuis l'arrivée au pouvoir de M. Poincaré. Les initiatives bancaires de l'État ont toujours été désastreuses et si, techniquement, ses opérations sont aujourd'hui fort bien exécutées, l'honneur en revient à M. Moreau et à ses collaborateurs de la Banque de France, mais la conception en reste toujours aussi fausse et de cela il ne saurait être fait grief à notre institut d'émission, mais bien au gouvernement.

Dans des conditions économiques plus mauvaises et avec des moyens beaucoup plus limités, l'Italie, objectera-t-on, pratique le même jeu que M. Poincaré, et ses merveilleux cambistes milanais, formés, comme nos cambistes de Lyon, à la grande école de change qu'était, de tout temps, le marché de Shanghaï, ont vaillamment soutenu la lutte jusqu'à présent. C'est exact. Des différences notables sont néanmoins à mettre en lumière. Outre que la partie n'est pas encore gagnée, et sans vouloir insister sur la configuration politique propre à l'Italie et qui, jusqu'à un certain point, change l'aspect du problème, il y a lieu de faire remarquer que le terrain de combat choisi n'est pas le même. L'Italie, comme la Belgique, a ratifié ses accords financiers, recouru aux crédits extérieurs, consolidé sa dette flottante et, sans avoir décrété un taux de stabilisation, stabilisé pratiquement pour plus ou moins longtemps, mais stabilisé tout de

même sa monnaie. C'est dire qu'elle a préparé ses positions de repli, organisé ses derrières et, pour s'être conformée aux avis de Londres et de New-York, assuré à sa monnaie, jusqu'à un certain point, le concours éventuel de l'Angleterre et des États-Unis.

Il n'en va pas de même de M. Poincaré qui fait cavalier seul. Il n'a pris aucune des mesures énoncées plus haut. Il heurte de front la politique monétaire de la Banque d'Angleterre et les desseins plus ou moins secrets de Wall Street. Il a perdu la communauté d'intérêts avec le franc belge et la lire que Londres a polarisés à notre détriment. De ces monnaies liées à notre cause, il a fait des neutres sinon des antagonistes. Bref, de toute façon, il gêne un plan de restauration qui a recueilli l'assentiment plus ou moins bénévole des puissances. Isolé, il reste en zone découverte et vulnérable de partout.

De ce fait, les difficultés qui se présentent à lui deviennent beaucoup plus redoutables. Et il les aborde mal.

Ayant une monnaie très malade et instable à défendre, il procède, sans délai et sans ménagements, à l'opération la plus délicate : il revalorise. Guidé sans aucun doute par les motifs les plus louables, il mêle, à son insu peut-être, des considérations de prestige à l'étude d'un problème financier. Au moment même où il aurait dû consolider les avantages acquis, l'orgueil d'avoir démontré que le franc valait mieux que son cours lui fait perdre toute prudence. Risque supplémentaire et inutile, sous la forme oratoire il forge des armes dont la spéculation va sans délai se saisir pour mener son jeu sur le velours. Aussi, depuis le début d'octobre et sans répit, voit-il le franc livré au plus furieux agio qui soit et malgré qu'il en ait.

Car c'est à un véritable régime de coups de Bourse que l'on assiste, régime où le Français perd régulièrement à chaque coup et sur tous les tableaux. Le président du Conseil, et la grande majorité du pays avec lui, ne semblent pas se rendre compte que l'on attaque le franc aussi bien à la hausse qu'à la baisse et que la montée des changes peut être aussi dangereuse et néfaste que le contraire. Pour l'économie nationale, un point de différence sur la cote des devises signifie un décalage de quelques centaines de millions. Au surplus, le spéculateur n'est ni favorable ni défavorable à une monnaie. Simplement il joue et cherche à réaliser un

bénéfice avec une monnaie sur laquelle on peut jouer. Et nous possédons désormais la seule, ou à peu près, qui autorise cette pratique.

Les conséquences qu'un tel état de choses entraîne sont virtuellement illimitées. Contre la spéculation à la hausse du franc le gouvernement est sans défense aucune, à moins d'imprimer des billets. Tous les leviers de manœuvre, sauf ce dernier, lui échappent. Situation sans précédent dans l'histoire monétaire, la puissance d'achat conjuguée de marchés comme New-York, Londres et Amsterdam est telle qu'elle pourrait ramener, si elle le voulait, la livre à sa parité et même au-dessous. Le montant du disponible en francs étant connu, il serait aisé de l'absorber en quelques jours. A cela aucune difficulté technique ne s'oppose.

Croyant mener le jeu, M. Poincaré est effroyablement mené. Les avertissements ne lui ont pourtant pas fait défaut. Aujourd'hui, il peut déjà contempler, non dans son étendue véritable, mais sur un espace limité, le désastre infligé à l'économie du pays et à la richesse nationale. Car une partie de la perte, et appréciable, n'est plus à escompter, mais bel et bien éprouvée. Jusqu'à présent, il restait loisible aux Français, à défaut de l'État français, de se garantir, dans de très mauvaises conditions il est vrai, mais de se garantir tout de même partiellement contre les effets funestes de la gabegie financière. Ils avaient, en prenant beaucoup de soin, la latitude de limiter tant bien que mal leurs risques. Cet espoir devient de plus en plus vain, maintenant qu'ils ont à lutter contre les efforts coalisés de leur gouvernement et de l'étranger. Car la spéculation, en jouant la hausse du franc, n'a pas pour seul objectif de réaliser un gain en vendant des francs plus cher qu'elle les a payés et, simultanément, d'arrêter l'activité commerciale et industrielle du pays, de supprimer la concurrence française et de désagréger l'état social, elle a aussi pour but de faire un second bénéfice en achetant, à très vil prix, les valeurs françaises ou étrangères que la nécessité ou la panique jette sur le marché (1). Si la première reste encore à liquider, la dernière opération a déjà été brillamment entamée pour le plus grand et unique profit de la haute banque et de l'étran-

(1) La baisse sur les valeurs françaises est à peu près aussi forte que la baisse sur les valeurs à change.

ger, grâce à l'aveuglement et à la complicité inconsciente des pouvoirs publics qui, par l'aveu trop cru de leurs tendances, ont permis à la rafle de se pratiquer à coup sûr.

L'État ne sera pas sans ressentir le contre-coup de l'amputation la plus lourde, de la saignée la plus forte que, de toute vraisemblance, l'on ait encore opérée, en si peu de temps, au détriment d'un organisme déjà affaibli. En effet, l'enquête menée de divers côtés, dans les charges d'agents de change et dans les établissements bancaires, permet de chiffrer la perte au minimum. Elle dépasse un milliard de francs pour la liquidation d'octobre et 500 millions pour celle du 15 novembre. Et il ne faut pas entendre par là les différences intervenues dans les positions spéculatives, mais la destruction pure et simple d'un capital français, d'un capital sur lequel M. Léon Blum lui-même ne prélèvera plus rien, qui ne sera plus passible ni d'impôt ni de taxation d'aucune sorte. Quand toutes les petites gens de Paris et de province, car c'est d'elles qu'il s'agit essentiellement, ont vu, au printemps dernier, comment les choses tournaient, leur confiance dans la monnaie nationale est venue à fléchir et elles se sont couvertes à la dernière extrémité et aux plus hauts courts en valeurs à change ou en valeurs or. Elles ont alors acheté au-dessus de la parité de Londres avec, presque toujours, des écarts considérables. Elles viennent de revendre maintenant, mais la parité de Londres, cette fois-ci, était très notablement inférieure à la nôtre. Elles ont donc supporté, en dehors de la baisse normale due au change, une double perte intrinsèque. Ce qui valait 80 000 francs leur a été vendu 100 000, et ce qui valait 60 000 leur a été acheté 40 000. Voilà un bel exemple de destruction de capital. On peut douter que la faculté contributive de la nation française, sur laquelle repose le système de M. Poincaré, ait augmenté dans ces conditions.

De même il serait surprenant qu'une économie, quelle que soit sa vigueur, pût prospérer ou simplement résister alors que les variations des changes, dans les deux sens, sont constantes et atteignent, pour une seule journée, des écarts de dix points. Les pertes de tout ordre qui sont ainsi créées, pour être plus difficilement réductibles en chiffres, n'en sont pas moins très élevées. Soumise à un régime aussi anémiant, l'activité d'un pays est fatalement vouée, au bout de quelque temps, à un dépérissement progressif, dont

les recettes budgétaires, en dernière analyse, feront les frais.

Il paraît incompréhensible que certains milieux politiques applaudissent à de telles ruines sous prétexte que les spéculateurs rendent enfin gorge, ce qui est inexact, et que les commerçants et les industriels sont dépouillés d'une part des bénéfices excessifs réalisés depuis la guerre. Que le grand public tienne ce raisonnement, cela s'explique. De la part du gouvernement c'est une pure absurdité et l'aveu de son impuissance. Car enfin, s'il y avait excès, c'était son métier d'y mettre un terme et d'en tirer la juste indemnité, ce qu'il n'a pas fait. Mais aujourd'hui, quel profit entend-il obtenir de ces pertes? Il n'en peut attendre que des déceptions budgétaires. Ce n'est donc pas de morale qu'il s'agit en l'occurrence et l'on veut croire que M. Poincaré fait de la finance, ce qui suppose, dans son programme, une fiscalité rémunératrice. C'est le volume et non l'éthique de ses recettes qui devrait le préoccuper.

Mais la confusion entre les facteurs différents se fait jour, à chaque instant, dans le programme gouvernemental.

Bien peu de gens, quelque étrange que cela puisse paraître, se rendent un compte exact de ce qu'est la monnaie. M. Poincaré devrait montrer qu'il le sait. Avec raison, on a dit que la monnaie est la mesure des choses. Une monnaie qui varie sans cesse ne mesure plus rien et par conséquent ne remplit plus son office de monnaie. Elle ne peut plus être qu'un élément de désordre et agir à la manière d'un facteur de désorganisation. S'appuyer sur elle pour équilibrer un budget, amortir une dette, refaire des finances saines est un leurre. C'est cependant l'entreprise que tente le président du Conseil. Avec un instrument faussé, et dont le degré de fausseté varie, il cherche à obtenir des calculs précis.

Au prix de très gros sacrifices, après des efforts inouïs et grâce à une ténacité sans défaillance, — l'Angleterre en sait quelque chose, — on peut ramener à sa parité une devise faiblement dépréciée mais qui a gardé toutes ses facultés de ressort. La maintenir exige encore une autre lutte et l'Angleterre, de cela aussi, apporte la preuve. Mais tenter un redressement, et le consolider, avec une monnaie qui a perdu, un moment, jusqu'à 89 pour 100 de sa valeur, soit une monnaie agonisante, quelque illusion sentimentale qu'on veuille garder là-dessus, est une entreprise d'une envergure bien autrement considérable. Avec une austère passion,

M. Poincaré s'acharne à la poursuivre : il ne stabilise pas, il redresse.

Ce qui confirme encore l'opinion que la politique gouvernementale méconnaît le rôle de la monnaie, c'est le caractère d'arme et non d'étalon de mesure qu'il attribue à la devise. Le Verdun monétaire, la Marne financière, la bataille du franc, la victoire ou la défaite de la livre, autant d'illustrations, par le langage populaire, d'une erreur qui se concrétise dans l'amas d'une masse de manœuvre, d'un stock de munitions monétaires (1). C'est toute l'histoire du fonds Morgan et des réserves accumulées par la Trésorerie. Comme si une politique financière n'était qu'un jeu d'attaque ou de défense. Avec une pareille conception on ne sortira jamais de l'impasse. On avance un jour, mais le lendemain on peut reculer. Le franc, ainsi, ne reste jamais qu'un signe spéculatif auquel, et cela même le montre, on ne peut conférer aucune valeur de garantie réelle. Une fois de plus, nous sommes en plein agio : l'État joue avec un matelas de devises qui augmente ou diminue et qu'une attaque un peu vive peut réduire à néant.

Jusqu'à ce jour les opérations se soldent toutes par un déficit. Le fonds Morgan, pour citer un exemple, a été aliéné en majeure partie, sous les auspices de M. Péret, aux cours approximatifs de 140 à 145 francs pour la livre. Il a été reconstitué avec des francs entre 165 et 175. La moyenne des achats du Trésor ressort encore aux environs de 155 à 165. De sorte qu'avec un franc à 120 ou 125, la perte par livre atteint dans les 40 unités. Pour le jour où il faudra soutenir le cours de notre devise, nous risquons donc d'acquitter, de ce côté aussi, une addition quelque peu salée en revendant livres, dollars, etc... plus bas que nous les avons achetés.

En raison d'un oubli stupéfiant, on ignore même à qui incombera le solde à décaisser. La convention passée entre l'État et la Banque de France est muette à cet égard, d'où, comme conséquence naturelle, une extrême réserve de la Banque qui ne veut pas encourir le risque d'une opération déficitaire et en laisse tous les aléas au Trésor. Celui-ci, une fois de plus, réalise le type de la mauvaise affaire.

(1) Le fonds Morgan et la masse dite de manœuvre n'ayant effectivement, de l'aveu même du gouvernement, aucune autre destination que celle de soutenir le cours du franc. Il ne s'agit pas ici de couvertures pour les échéances de l'étranger.

Une architecture monétaire aussi aventurée ne peut donner beaucoup de tranquillité. Elle est à la merci de la moindre brise. La masse énorme des bons aux mains des porteurs français constitue, à elle seule, une menace constante. Un resserrement du crédit, des échéances un peu lourdes suffisent pour en amener, inopinément, une fraction notable sur le marché. Que dire alors de la menace bien plus grave que représentent les quantités de francs détenus par l'étranger, sous forme de bons ou autrement, et tout l'amas de billets conservés par les uns et les autres et qui n'attend que le moment d'une utilisation active (1). Tout acheteur de francs est un vendeur en puissance. Le fameux syndicat d'Amsterdam, qui opère sous l'égide du financier Mannheimer, n'a-t-il pas acheté, entre autres, plus de 10 milliards de francs à découvert?

(1) Le gouvernement refuse de fournir la moindre indication quant au montant total des bons en circulation. Ce mutisme n'est pas très bon signe. Cependant, d'après les renseignements obtenus par la Commission des finances de la Chambre, l'augmentation des seuls Bons de la Défense entre le 15 juillet et le 31 octobre atteindrait 3 200 millions, y compris les 3 milliards de l'emprunt pour la Caisse d'amortissement. De son côté, M. Palmade, rapporteur du budget général des finances pour 1927, fait état de chiffres sensiblement différents. Il fait ressortir que, depuis le mois de juillet jusqu'au 30 septembre seulement, le montant des Bons de la Défense s'est élevé de 2 600 millions, passant de 44 218 millions à 46 816 millions. A ce chiffre, il faudrait par conséquent ajouter les 3 milliards pour la Caisse d'amortissement émis seulement en octobre. On arriverait ainsi à un total déjà beaucoup plus vraisemblable de 5 600 millions de nouveaux Bons au minimum.

Mais le gros gonflement de la dette flottante s'est produit, de toute évidence, au poste des Bons du Trésor, c'est-à-dire des bons à très court terme ne représentant pour l'État qu'un crédit très précaire. Aucune indication sur l'accroissement, très considérable à n'en pas douter, du nombre de ces bons, ne peut être obtenue. Il est aisé d'imaginer pour quelle raison. C'est, en effet, dans cette catégorie de bons qu'ont été investis les achats de francs spéculatifs dont le chiffre est très élevé, une large fraction du produit des ventes de valeurs et devises étrangères pour compte français et même pour compte étranger et sans doute aussi une partie notable des 1 500 millions provenant de billets émis en contrepartie de l'or acheté par la Banque de France. Ces 1 500 millions étaient, avant d'avoir été acquis par la Banque, de l'argent retiré de la circulation. Transformés en bons ou thésaurisés, ils peuvent maintenant venir sur le marché à la moindre inquiétude et contribuer à précipiter encore le renversement des tendances.

La thésaurisation, phénomène qui s'est déjà manifesté en Italie et qui se révèle maintenant en France, qui s'explique d'ailleurs par le fait qu'un billet de banque a doublé de valeur depuis quatre mois, est un autre élément d'incertitude dont il faut tenir compte. La progression anormale des dépôts à vue dans les établissements bancaires est également à souligner à ce titre.

Dans la journée du vendredi 18 novembre, la banque Mendelsohn de Berlin a acquis, de son côté, plus d'un milliard. Et ce ne sont certainement pas les seuls acquéreurs. On pourrait en citer d'autres. Les dépôts dans les banques, et c'est un phénomène sur lequel on ne saurait trop insister, ne cessent d'augmenter dans des proportions anormales. Forcément ces liquidités n'ont qu'un caractère provisoire et seront soit rapatriées soit investies. Dans l'un et l'autre cas, elles provoqueront des remboursements de bons, sur demande des banques appelées à payer, et, dans une large mesure, pour la partie qui sera transformée en valeurs à change, des achats de devises étrangères, soit un double effet de tension. Il est certain par ailleurs que les besoins en change du commerce et de l'industrie ne sont pas couverts (1). La politique de M. Poincaré a même eu pour conséquence que les couvertures ne se sont pas effectuées normalement et progressivement. Dans l'attente d'un meilleur cours, le monde des affaires s'est abstenu d'acheter. Maintenant, accumulés, ces besoins se manifesteront, à l'approche des échéances, sous forme massive dans les plus mauvaises conditions pour l'intérêt public et les intérêts particuliers. Les achats auxquels ils vont donner lieu coïncideront, d'autre part, à peu près avec la cessation, pour plusieurs mois, des rentrées d'impôts directs. De leur côté, les impôts indirects, par suite du ralentissement des transactions, ne sauraient manquer, d'ici à quelques semaines, d'accuser un fléchissement (2). Enfin l'approche des élections sénatoriales et la reprise de l'agitation politique qui en découle, seront un autre élément de difficultés.

De la conjonction, nullement hypothétique, de ces facteurs, les effets menacent d'être brutaux. Dans quelle mesure et à partir de quel moment, il est difficile de l'apprécier. La conjonction même n'est pas nécessaire. Il suffit de la pesée d'un seul facteur, marasme économique, incident politique, baisse du sentiment de confiance, etc., pour produire un renversement des tendances. Ce renversement peut survenir d'ici un délai très bref comme il peut aussi bien

(1) Signalons, à ce propos, que le tiers à peine de ce que la France doit importer pour assurer la soudure avec la récolte de 1927 a été importé jusqu'à présent.

(2) Le tableau du rendement des impôts pour le mois de novembre indique déjà ce fléchissement.

tarder encore quelques mois. Ce qui est désormais certain, c'est qu'il existe déjà en puissance. Les premières secousses n'en seront même pas fatalement brutales. Après un effet d'ébranlement, elles laisseront peut-être l'illusion d'avoir été maîtrisées à peu de frais. Mais le retour du mouvement et son développement risquent de tout emporter.

Il n'en serait pas ainsi si la politique de M. Poincaré avait joué, économiquement et financièrement, un rôle de régulateur. En fait, au lieu de réduire les variations monétaires et d'organiser les forces du marché et de la production en vue de la résistance au choc, elle a contribué à dérégler encore davantage des organismes déjà atteints (1). L'état de moindre résistance, ainsi créé, suffira à lui seul pour provoquer l'attaque de la spéculation et en facilitera singulièrement les entreprises. La débilité enhardit toujours l'agresseur.

De l'amplitude des oscillations dans le sens de la hausse, il est hélas ! aisé de conclure à l'ampleur dans le sens inverse. C'est l'histoire du balancier. Le gouvernement se trouvera, une fois de plus, réduit à pratiquer le jeu de l'intervention, dont l'expérience a déjà prouvé le peu d'efficacité dans les périodes antérieures de montée ou de baisse des changes. De quel secours seront alors les ressources amassées par la Trésorerie, les réserves de devises constituées depuis quelques mois? Faute d'une politique monétaire, elles auront tout juste la valeur d'un expédient et n'assureront, selon toute vraisemblance, qu'un répit des plus précaires. Et le barrage rompu, qu'adviendra-t-il? Alors, à Vic-sur-Cère, de grandes machines entreront en mouvement qui, inlassablement, imprimeront des billets.

Quelqu'un disait : la Première République a fait faillite. La Deuxième n'y a échappé que par un trépas qui a gagné la banqueroute de vitesse. Reste à savoir combien de temps

(1) Le commerce d'exportation, par exemple, risque de se trouver à peu près arrêté d'ici un laps de temps relativement bref, avec tout ce qu'un tel arrêt signifie de déficit dans les rentrées d'or, si un ajustement aux nouvelles conditions économiques n'intervient pas. L'indice des prix or qui, avec un change sensiblement égal à celui d'aujourd'hui, était au-dessous de 125 en novembre 1925, a dépassé aujourd'hui 150. L'Amérique, seule jusqu'à présent, atteignait à cet indice pour le prix de ses produits. La moyenne des prix or en Europe ne dépasse pas 140 ; elle est même d'à peine 135 pour l'Allemagne. La gravité de cette situation n'a pas besoin d'être soulignée.

mettra la Troisième pour déposer son bilan. Du train dont elle va, ce n'est plus une question de lustres.

* * *

Un des bons observateurs de la politique financière, M. Hyacinthe Philouze, a pu dire de M. Poincaré qu'il mettait la charrue avant les bœufs. De son côté, M. François Piétri (1), sous une forme différente, en arrive à formuler un jugement sensiblement voisin du précédent. M. Poincaré, écrit-il, dissocie les facteurs du problème en inversant leur jeu. On pourrait ajouter qu'il s'inspire de principes divergents et même opposés. Ce qui frappe, en effet, dans l'ordonnance du plan financier dressé par le chef du gouvernement, c'est le caractère singulièrement vacillant de la démarche intellectuelle qui y préside.

Équilibrer un budget sans stabiliser la monnaie, proclamer la déchéance d'une devise et vouloir la revaloriser, revaloriser sans consolider ou convertir la dette, amortir au moyen d'emprunts et en créant des charges nouvelles, établir des impôts et détruire la matière imposable, faire appel à la production et empêcher la création de richesses, ce sont des entreprises qui ne se concilient pas, des conceptions irréductibles l'une à l'autre. A propos de tous les points du programme, il serait aisé de continuer cette énumération d'attitudes antagonistes. La recherche de la quadrature du cercle offre des difficultés analogues.

Un exemple, entre mille, de ces contradictions flagrantes peut être fourni par le fait suivant : Pour rendre la crise économique supportable et la surmonter, il est nécessaire d'abaisser le prix de revient de la production nationale. Le charbon est l'aliment essentiel de l'industrie. Son coût conditionne, dans une très large mesure, le coût de la vie. Or le gouvernement a fait pression sur les houillères pour augmenter le niveau des salaires, qui atteint maintenant le coefficient de 7, alors que le coefficient du change est d'environ 5 (2).

(1) François Piétri, « Plan Poincaré et Plan Caillaux », *Revue de Paris* du 1er octobre 1926.

(2) Depuis un an le prix des combustibles a subi des augmentations de 50 à 150 pour 100 et la main-d'œuvre de 10 à 15 pour 100. D'une manière générale, les salaires or en France sont maintenant supérieurs de 20 pour 100 aux sa-

Non moins frappant est un autre aspect de l'incohérence des méthodes mises en œuvre. Tout l'édifice moderne de l'industrie et du commerce est fondé sur le crédit. Par la politique de revalorisation, telle qu'on la pratique, le recours au crédit, tout au moins à long terme, est rendu désormais impossible. Comment une société ou une entreprise quelconque pourrait-elle emprunter, conclure un marché à échéance lointaine, signer un contrat de longue durée alors qu'elle court le risque de s'acquitter, dans trois ou quatre mois, avec des devises revalorisées de 30, 40 ou 50 pour 100, c'est-à-dire de faire face à des charges de plus en plus lourdes et qu'elle ne peut pas chiffrer. Car il lui est interdit, et une récente circulaire de M. Bokanowski le spécifie à nouveau, d'insérer dans les traités une clause de garantie de change ou une clause or. Déjà la dette obligataire des sociétés tend à devenir écrasante, d'autant plus que les charges progressent en sens inverse des bénéfices. Ainsi on provoque, dans un délai plus ou moins bref, l'arrêt, la paralysie complète de l'économie, dont, par ailleurs, on proclame le concours primordial. L'insertion des clauses or a cependant été admise par un pays qui poursuit également une politique de revalorisation, l'Italie, et, bien avant cela, par les États-Unis, au moment de la crise financière née de la guerre de Sécession, crise qu'on a d'ailleurs mis dix-sept ans à surmonter avant de ramener le dollar au pair (1). En fait, le gouvernement s'acharne à prolonger une fiction monétaire qui se heurte de partout à la réalité et à masquer, à nier une banqueroute partielle qui est un fait accompli. Nominalement il ne réduit pas un coupon dont effectivement il ne paie qu'une fraction infime, dont il ne paiera jamais les arriérés en souffrance, pas plus qu'il ne pourra en payer, à l'avenir, le montant véritable.

De ces contradictions, le gouvernement n'arrive pas à s'évader et son effort pour accorder des systèmes qui s'opposent et se détruisent demeure infructueux. Aussi, pour donner et se donner le change, est-il réduit à se livrer à un

laires allemands ou belges et les produits importés tendent à devenir moins chers que les produits nationaux.

(1) On ne saurait se dissimuler d'ailleurs les inconvénients de la clause-or, c'est-à-dire de l'existence de deux monnaies de compte. M. Germain Martin les a mis notamment en relief. Cela revient à dire qu'aucun expédient n'est apte à remplacer une monnaie saine.

exercice d'équilibriste chinois, à des trucs de prestidigitateur. Un virement de comptes, et un déficit disparaît. Un jeu d'écritures, et des bénéfices soudain s'accusent. Ainsi l'édifice que M. Poincaré s'ingénie aujourd'hui à construire tient-il, tout ensemble, du château de cartes et de la parade de l'illusionniste.

Cependant la tâche entreprise n'a pas encore été menée à son terme. Jusqu'à présent incomplète, dépourvue de coordination, pas encore solidement articulée autour d'un principe central, n'y a-t-il pas moyen de l'aménager mieux et de consolider ses débuts? En redressant les erreurs dont elle procède, en éliminant les éléments qui la désorientent, les forces antagonistes qui la contrarient, son effort ne peut-il pas être mieux conjugué et atteindre ainsi l'objectif envisagé? Il s'agirait donc de mettre fin au jeu des facteurs qui mettent constamment en péril le travail en cours d'exécution et de trouver le moyen de maîtriser les agents d'instabilité qui, par leur intervention permanente, en compromettent l'équilibre. En même temps, faudrait-il déterminer le point d'interférence où ces forces se neutralisent. C'est donc vers la recherche d'un principe de stabilisation que l'on est amené à se diriger. Mais comment stabiliser et à quel taux?

Le taux de stabilisation n'a probablement pas toute l'importance qu'on veut bien dire. Ce n'est après tout qu'un élément secondaire du problème. Dans un pays comme la France, la variété des ressources, le nombre et la qualité des produits, l'excellence de la position géographique, la faculté d'adaptation de l'économie nationale, l'ingéniosité de l'habitant, d'autres facteurs encore permettent une certaine élasticité dans la recherche du niveau de stabilisation, à condition toutefois d'étayer ce niveau, une fois choisi, par une bonne politique générale, cohérente et suivie, par une politique économique, sociale, financière et douanière soigneusement étudiée et appropriée. Que le taux soit donc relativement bas ou élevé, de 140, de 150 ou de 175, moyennant des précautions préalables, ce n'est plus qu'un problème d'ajustement après une période de difficultés plus ou moins ardues, selon le coefficient adopté, mais non pas insurmontables. Même la question du prestige de l'État, pour importante qu'elle soit, ne doit pas intervenir dans le calcul de ce taux. L'atteinte au prestige résulte d'un en-

semble de faits. Ce n'est pas un artifice qui l'atténuera. Mais la situation une fois redressée, le crédit de l'État redeviendra florissant et corrigera tout naturellement les effets de la crise. C'est donc l'ensemble de la richesse, l'actif véritable du pays qui détermine l'appréciation de la monnaie et non pas la cotation arbitraire du franc. Pour commencer, l'essentiel est par conséquent d'avoir à nouveau une monnaie. Tant qu'il variera, le franc n'en fait plus fonction. Le problème qui s'offre ainsi au gouvernement est de stabiliser et dans le plus bref délai possible. Mais sur ce terrain, comme sur tous les autres, M. Poincaré s'est compliqué la besogne en accumulant les obstacles les plus divers. Il ne pourra procéder à sa tentative que dans les conditions les plus difficiles et les plus défavorables. Pour des raisons d'ordre technique d'une part, d'ordre psychologique d'autre part.

Techniquement, la situation peut se laisser ramener à ceci : le budget est équilibré sur un certain rythme de consommation. Une revalorisation trop accentuée ralentit ce rythme. En admettant même qu'elle le laisse subsister, elle diminue la marge bénéficiaire, autrement dit la force contributive de la nation. Il en résulte un déséquilibre de la balance des comptes. Par ailleurs, pour toutes les raisons déjà indiquées, gonflement de la dette flottante, recours à des crédits précaires et souvent de mauvais aloi, dérèglement du marché par suite de coups de Bourse répétés, liquidation d'une quantité considérable des avoirs-or de la nation (valeurs et devises) et transformation de ces avoirs en monnaie instable (titres ou billets libellés en francs-papier), etc., la politique de M. Poincaré n'a pas consolidé son actif, diminué l'amplitude des écarts de change ni résorbé la spéculation. Elle a au contraire provoqué un état de moindre résistance dans l'économie, une instabilité et une vulnérabilité telles que la spéculation peut en jouer à chaque instant et que la résorption même d'éléments spéculatifs devenus trop puissants peut entraîner une chute brusque et profonde du signe monétaire. Enfin, si la France n'est pas trop bornée pour fixer son taux de stabilisation, on ne peut cependant dépasser certaines limites, et on ne stabilise plus quand une crise économique devient trop forte, parce qu'elle amène, en plus du marasme industriel et commercial, des désordres sociaux et politiques. Et c'est ici qu'intervient l'élément d'ordre psychologique. M. Poincaré

est devenu le prisonnier d'un état d'esprit qu'il a suscité dans l'opinion et des espoirs qu'il a fait naître. A son arrivée au pouvoir, il avait la faculté de stabiliser aux cours les plus élevés, les plus aisés, avec un minimum de risques, avec un maximum de garanties et dans les conditions les moins pénibles pour le pays. Il aurait été alors considéré par les gens comme le sauveur de ce qui leur restait de patrimoine. Aujourd'hui il n'en est plus ainsi. En s'attachant à revaloriser le franc, à quelque niveau qu'il stabilise il soulèvera le mécontentement de tous ceux, et ils forment une masse considérable, qui auront été déçus dans leur espoir, rentiers et retraités, titulaires de pensions, fonctionnaires et employés à traitement fixe. Tous s'estimeront lésés. Déjà M. A. François-Poncet a pu réclamer une nouvelle étape de hausse et M. Gauvain écrire, il y a quelque temps (et de la part d'un membre de l'Institut c'est tout de même surprenant), que le franc possédait encore une marge de 83 pour 100 de revalorisation (1).

M. Poincaré se trouve donc entraîné, par la force des choses, à rechercher un niveau de stabilisation de plus en plus bas et à prolonger un état d'instabilité générateur de désastres. Pour le jour où il voudra chercher à fixer le cours de la monnaie, et il sera bien contraint d'en venir là, il aura toutes les chances de succomber dans son entreprise. Les conditions favorables à la stabilité auront disparu, soit parce que la crise sera devenue trop forte et l'organisme trop affaibli pour résister à la hausse des changes, soit parce que le taux de stabilisation trop bas entraînera des effets trop pénibles, infligera des souffrances trop cruelles. Dans les deux cas, sa tentative est vouée à l'échec. Avec une stabilisation manquée et les catastrophes qu'elle engendre, il aura provoqué, en outre, le ressentiment unanime de la nation.

Pas plus qu'il n'est en bonne posture pour stabiliser avec des probabilités de réussite, M. Poincaré n'est à son aise pour écarter le danger que constitue, dans la poursuite de son œuvre, l'existence d'une dette flottante, énorme par son volume, et qu'on ne peut régulariser dans ses mouvements. Les fluctuations de la monnaie suffisent, du fait de cette dette, à menacer d'épuisement, à chaque instant, la tréso-

(1) Le journal *l'Avenir* a même paru avec une manchette qui disait que le franc ne connaît qu'une stabilisation, celle du pair.

rerie la mieux garnie. Les effets de la stabilisation épuiseront, à coup sûr et en un clin d'œil, le Trésor par l'avalanche des demandes de remboursement qui se produira. Car la dette flottante n'est pas consolidée et, par la création d'une caisse de gestion de la dette publique qui fait désormais partie de nos organes constitutifs, M. Poincaré s'est refusé, une bonne fois, le moyen de la consolider. Notons en passant que la tâche même de la caisse de gestion n'est théoriquement (1) possible qu'avec un franc bas et devient irréalisable dès que la monnaie dépasse un certain cours.

On en vient alors à se demander où peut conduire une politique de revalorisation menée de cette étrange manière. Le poids réel de la dette intérieure s'aggrave au fur et à mesure que le franc monte. Les moyens techniques que l'on met en œuvre pour le faire monter tarissent au contraire progressivement les ressources de l'État. D'un système dont les résultats sont aussi absurdes, comment attendre un bienfait? Personne n'a jamais pensé que la France pourrait inscrire à son budget près de 21 milliards or au titre du service de la dette ou même 21 milliards valorisés de 50 pour 100. Le gouvernement s'est refusé solennellement à diminuer le nominal du coupon. D'ailleurs une réduction du montant des arrérages, même une réduction de 25 pour 100, représenterait un chiffre insuffisant par rapport à la charge qui subsisterait. Au surplus, on ne pourrait même pas comprendre dans cette réduction les bons du Trésor et de la Défense nationale, car si leur taux ne s'ajuste pas au taux courant du loyer de l'argent, ils viendraient immédiatement sur le marché.

Ainsi la fausseté et l'incohérence d'une conception, les contradictions et la faiblesse d'une pensée apparaissent dans l'examen de tous les aspects du problème. Par surcroît, comme on vient de le voir, le recours à des correctifs pour redresser ou atténuer les erreurs d'un programme mal conçu et d'une méthode d'exécution encore plus défectueuse, figure une quasi-impossibilité. M. Poincaré a désormais verrouillé trop de portes derrière lui et on n'entrevoit pas l'issue qu'il a pu se ménager.

(1) Pratiquement on a vu ce qu'il fallait en penser.

*
* *

A quelles conséquences ultimes risque donc de nous conduire une expérience grevée d'un coefficient d'insuccès aussi redoutable? Le moment semble venu d'en esquisser le tableau et de donner sa véritable signification à la politique du gouvernement.

Sous des apparences conservatrices et même nationalistes, la politique de M. Poincaré, à son insu peut-être, relève de la plus pure doctrine démagogique et, par voie de conséquence naturelle, ne sert que les intérêts d'une minorité de ploutocrates avides et audacieux. Conçue sous le signe de la restauration monétaire, elle a complètement négligé son objectif essentiel, qui est la réfection d'un instrument de mesure, c'est-à-dire de la monnaie. Elle n'a éliminé aucun des facteurs d'instabilité et, par là même, menace d'aboutir, non pas à la crise salutaire, à la crise d'assainissement, certes douloureuse, dont la portée immédiate toutefois et la durée sont limitées, mais à la crise inutile, à la ruine sans bénéfice compensatoire de notre structure économique. Profiteront seuls de cet état de choses les pires éléments de désordre des partis de gauche auxquels le mécontentement et les embarras fourniront des recrues, et un petit nombre d'entreprises et de banques puissantes qui, de la gêne ou de la ruine des petites ou moyennes maisons, tireront parti pour agencer enfin, à l'instar de l'Allemagne, cette concentration industrielle qui consacrera leur triomphe redoutable.

Ainsi cet effort, commencé sous les plus heureux auspices, ne servirait, en fin de compte, qu'au rassemblement le plus compact des forces de gauche connu jusqu'à ce jour en France et à la constitution de la plus impérieuse féodalité financière.

Mais l'échec de M. Poincaré aurait encore d'autres conséquences et qui affecteraient directement l'esprit public d'un pays dont le tonus moral n'a déjà que trop baissé. Si son expérience financière venait à échouer, il aurait détruit la confiance dans la valeur de n'importe quelle technique, de n'importe quel système de restauration monétaire, de redressement financier. Le peuple, avec son raisonnement simpliste, penserait que si lui, que des circonstances exception-

nelles, politiquement et sentimentalement, favorisaient, et que tout l'élan d'une nation avait soutenu, n'a pu réussir dans sa besogne, c'est qu'il ne reste plus rien à faire, que la partie est perdue. Et il s'abandonnera, ce qui est la pire calamité pour un pays.

M. Poincaré n'a pas de temps à perdre, il doit faire vite. Son successeur, qu'il en soit assuré, n'agira pas comme lui. Et, tout de même, à quelque moment que ce soit, il aura un successeur. Qu'il le mette donc, dans toute la mesure où cela est possible, devant le fait accompli, devant des mesures irrévocables, devant un état de choses sur lequel il serait difficile de revenir. Réduire les heures de travail et ne pas abaisser les salaires, ce n'est même pas un palliatif à la crise économique. Vivre à crédit sur des comptes de banque, ce n'est pas un système financier. Se féliciter du graphique de la cote des changes, ce n'est pas une politique monétaire. Il est l'heure pour M. Poincaré de prendre le problème corps à corps, de ne pas se fier davantage à la confiance, qui n'est pas une technique, et d'entreprendre une tentative de sauvetage, *in extremis* peut-on dire. A tout prix, il faut essayer, et avant toute autre chose, d'en finir avec l'instabilité monétaire. La France ne peut pas être une vaste maison de jeu, où tout le monde, État et particuliers, est tenu de prendre position à la baisse ou à la hausse et passe son temps à faire le calcul des différences, où chaque industriel, chaque commerçant est obligé, malgré qu'il en ait, de spéculer, où l'équilibre de n'importe quel budget, public ou privé, devient une impossibilité. L'exécution entière du programme financier reste subordonnée à l'accomplissement de cet effort.

Bien que l'œuvre de M. Poincaré paraisse fragile et sa chance de réussite précaire, formulons cependant l'espoir en un concours inespéré de circonstances qui en permette encore le rétablissement et le succès. Tant d'hypothèses, et des plus fondées, ont été contrariées par la réalité, à notre époque, tant de prévisions, solides et vraisemblables, infirmées par les événements, qu'il est bien permis de compter avec un nouveau démenti à l'ordre logique des choses.

XXX

Sous les plateaux de la Balance

Qu'une triple trompette à mon seuil retentisse,
Que le monde se taise afin d'ouïr mes vers :
Derème chante la Justice
Qui doit régner sur l'univers.

Au demeurant, elle n'y règne guère,
Mais on peut bien nouer des vœux
Tandis que les humains se prennent aux cheveux
Et jour et nuit se font la guerre.
Ils appellent des jours meilleurs,
Ces bergers qui mènent aux fleurs
Des campagnes jadis heureuses,
Toute la troupe des malheurs
Et le troupeau des mitrailleuses.

A l'ombre d'un troène épais,
Qu'il est doux de rêver de paix

Sous le signe de la Balance,
Et de songer que les humains,
Avec des roses dans les mains,
Se saluent sur tous les chemins
Et philosophent en silence.
Qu'il est doux de rêver aussi
Qu'oubliant l'antique souci
Les loups avec les boucs dansent aux herbes grasses,
Que le blaireau s'endort sans toucher aux épis,
Et que le tigre joue aux grâces
Avec les fils de la brebis.

On peut transformer de la sorte
Le spectacle de l'univers,
Et montrer sous les rameaux verts
Que l'illusion n'est pas morte.
Que l'homme soit mouton, il n'en faut pas douter;
Mais il est quelques chiens qui le savent dompter,
Et des bergers avec la houlette et la corde.
Qu'on le laisse brouter; peut-il demander mieux?
L'herbage est son bonheur, la justice est aux cieux;
Avec tous les chiens il s'accorde,
Car il aime peu qu'on le morde.

La justice est au ciel; le ciel est loin de nous;
Le monde est plein de dieux et d'un coup de houlette
Ils vous font ployer les genoux,
Ils vous font la bouche muette;
Et vous broutez votre herbe et rentrez au bercail,
Humblement, et, couchés dans la vieille litière,
Vous pensez deviner à travers le portail
Un avenir dans la lumière.
Dormez, brebis. Quand verrez-vous ce libre azur
Et le bonheur sur cette terre?
Il est plus sage de se taire
Ou bien de conjuguer les verbes au futur.

Car nous serons heureux; les hommes seront frères;
Nous aurons à brouter des vallons infinis;
Les renards couveront les grives dans les nids,
Et nous verrons dans la boutique des libraires
Les poètes amis commenter leurs travaux
Et, sans les étouffer, embrasser leurs rivaux.

Salut à cette aube immortelle!
Plus de frontière et plus de mur!
L'univers est de cristal pur.
Mais cette ivresse où donc est-elle?
Elle est aux rives du futur.
Nous y touchons, Acaste, et d'une voix farouche
Injurions les jours dont la ténèbre a fui.
Entendez-vous claquer la nouvelle cartouche?
Déjà le temps nouveau dans l'espérance a lui.
L'avenir, c'est demain; mais, sitôt qu'on y touche,
Il s'appelle aujourd'hui...

Restons dans notre étable où la litière est bonne,
Et, de trèfle repus, sommeillons dans le noir,
Puisque le sort nous dit qu'au printemps de l'espoir
Ne succèdent jamais que les feuilles d'automne.

Enfant de la Terre et du Ciel,
Thémis, vous le savez, avait une Balance.
Pesant le fiel, pesant le miel,
Elle rêvait dans le silence
Et vous donnait en un moment
Sur toute chose un jugement.
Elle ignorait sanglots, épices,
N'acceptait lièvre ni pâté;
Nul regard n'émouvait sa froide loyauté,
Nul cri, non plus; et fût-ce au bord des précipices,

Elle épanchait la Vérité
Et la Justice des Justices.
Pourtant elle était belle et Jupiter voulut
Sous son balcon jouer du luth.

Jupiter est puissant; on ne résiste guère
Aux soupirs du roi de la terre,
Quand il est empereur, en outre, de ces lieux
Que les mortels appellent cieux.
Il n'importe, et Thémis, soulevant sa balance,
Répondit au monarque en baissant ses beaux yeux :
— « Qu'ai-je besoin d'une alliance
Avec le souverain des hommes et des dieux?
Que votre majesté s'apaise;
Qu'elle porte ailleurs ses tourments.
Dans mes plateaux, rien n'est que je ne pèse
Et j'ignore les sentiments.
Je pèserais selon ma fantaisie
Les poissons de la mer, les roses de l'Asie,
Et vous-même, seigneur, sur votre Olympe assis,
Lorsque tremblent les dieux au son de votre foudre
Et qu'ils craignent de voir la terre mise en poudre,
Quand vous froncez les deux sourcils. »

Jupiter est bon homme : il ne se fâche guère
Si l'on lui résiste en amour,
A quoi bon se mettre en colère
Quand on est le maître du jour?
Mais il se mue en cygne, en averse dorée,
On le voit aigle, homme ou taureau;
Il est doux ou sauvage et se fait une entrée
Sans longtemps frapper au carreau.
On dit : ce n'est plus lui; quel est ce beau jeune homme?
Ou : quel est ce monstre des bois?
Pourtant c'est Jupiter à tout coup qu'il se nomme
Et qu'on adore chaque fois.

Thémis n'y manqua point. Mais il prit la Balance
Et vous l'accrocha dans l'azur,
— « N'y touchez plus, dit-il; elle est en un lieu sûr
Et tout environné d'un auguste silence,
C'est un jouet de votre enfance;
Vous voilà femme maintenant!
Grande et belle, faut-il que vous jouiez encore,
Quand vous êtes aux bras du prince de l'aurore
Et maîtresse au palais de Jupiter tonnant?... »

Elle riait de sa Balance,
Baisant les mains de Jupiter.
Est-il une Thémis qui, sans sourire, pense
Aux plateaux vides dans l'éther,
Quand son vainqueur lui chante qu'elle est belle,
Que sa tendresse est immortelle,
Qu'il la saura chérir et qu'ils seront tous deux
Toujours charmants, toujours heureux?
Voyez autour de vous, combien de jeunes femmes...
Font-elles encore leurs gammes?...
Elles laissent leur piano
Dès qu'on leur met au doigt l'anneau.
Adieu, pyrogravure, abat-jour, aquarelle!...
Ce n'est plus qu'une tourterelle,
Qu'importe la Balance ou la robe d'hier?
Ce n'est plus que Thémis aimant son Jupiter.

Qu'une triple trompette à mon seuil retentisse!
J'ai fini de chanter mes vers,
Adieu, Balance; adieu, Justice!...
Il n'est qu'Amour en l'univers.

TRISTAN DERÈME.

Antilia ou le premier voyage de Christophe Colomb[1]

CHAPITRE II

Les origines de Christophe Colomb, son séjour en Portugal, son prétendu voyage au delà de Thulé et son projet de découvrir des îles.

Tout ce que Christophe Colomb venait de raconter au Père Antonio de Marchena sur son illustre famille, ses ancêtres, le consul Colonius et les seigneurs de Cuccaro, ses cousins les deux amiraux, ses propres exploits, son commandement d'une galère du roi René, sa science encyclopédique, ses voyages sur toutes les mers connues commencés dès l'âge de quatorze ans, les îles qu'il prétendait avoir découvertes, — tout était faux. Le jour même de son débarquement en Espagne, il avait enrichi de nouveaux faits fabuleux une légende déjà esquissée en Portugal. Pourtant, c'est peu encore en comparaison de ce qu'il écrira et dira au cours des événements lorsque, poussé par une imagination magnifiquement douée pour la poésie, mais tourmentée et dévoyée par un orgueil déçu, il prendra le titre d'ambassadeur de Dieu, interprétera la Bible pour justifier ses rêves

(1) Voir la *Revue universelle* du 15 décembre 1926.

et ses calculs et rendra Jésus-Christ complice de ses erreurs historiques, géographiques et religieuses. La légende sera amplifiée par ses deux premiers historiens, son fils Fernand et son ami Las Casas. D'autres y ajouteront encore ; l'édifice sera achevé vers le milieu du dix-neuvième siècle ; l'histoire de Christophe Colomb sera devenue la plus extraordinaire et la mieux réussie des mystifications historiques. Rien n'y manquera, pas même l'auréole de la sainteté. Une campagne formidable, sans autre exemple dans les annales de l'Église, sera menée dans tous les pays catholiques du monde, pendant plus de cinquante ans, pour obtenir sa canonisation. Rome résistera à la poussée enthousiaste de millions de catholiques qui ont pris des légendes romantiques pour l'histoire vraie et n'ont pas lu les textes mêmes de Colomb par quoi elles sont démolies. Rome a donné raison, par son refus, aux historiens et aux critiques qui ont rétabli la vérité.

Le soin que Christophe Colomb avait pris de dérouter ses contemporains, les fables et les mensonges inventés ensuite pendant trois siècles et demi, soit pour l'exalter, soit pour utiliser sa légende dans une œuvre systématique de dénigrement du peuple espagnol, des Rois Catholiques et de l'Église, — et les catholiques du dix-neuvième siècle n'ont même pas compris que tel était l'aboutissement de ce qu'ils croyaient l'histoire vraie, — tout cela rendait malaisée la tâche de reconstruction. Bien des points restent obscurs, surtout en ce qui touche les origines et la jeunesse du Découvreur.

Il est étrange que, pour un homme illustre dont la vie a été écrite par un fils et un ami d'après une masse de documents et de notes laissés par lui, on ait à se poser ces questions : Où est-il né? A quelle date? Quels furent ses parents? Et que, quelle que soit la réponse, on s'attire des objections. Colomb n'a jamais dit son âge à personne, pas même à son fils ou, si celui-ci l'a su, il a observé le même silence. On a essayé de déduire la date de sa naissance de la comparaison de documents dans lesquels il parle de ses années de navigation et du temps passé au service des Rois Catholiques. On n'y a trouvé que des contradictions. Il s'est toujours vanté d'une noble origine ; il s'est dit Ligurien, mais sans préciser en quelle ville ou en quel village de la république de Gênes il a vu le jour. Une seule fois, dans

le testament par lequel il institue un majorat dans sa famille, il a écrit : « Je suis né à Gênes » ; mais d'autres phrases du même document permettent de croire qu'il n'y a là qu'une précaution — disons même : une supercherie — pour assurer l'exécution de ses volontés. D'ailleurs, les deux apologistes ne tiennent aucun compte de cette affirmation. Fernand Colomb énumère les localités de la république qui se disputent l'honneur d'avoir vu naître son père, ne prend parti pour aucune et conclut que l'Amiral a voulu que son origine restât inconnue.

En présence d'un pareil mystère évidemment voulu et concerté, on s'est posé cette question : L'orgueilleux Colomb n'avait-il pas autre chose à cacher que son humble origine? N'aurait-il pas été, dans sa jeunesse, un aventurier dans le pire sens du mot?

On a prétendu aussi que Colomb, aspirant à devenir grand amiral en Castille, avait voulu cacher son origine galicienne à une époque où la Galice était en révolte et venait de soutenir la candidature au trône de la Beltraneja, rivale d'Isabelle. La thèse de Colomb, né à Pontevedra ou fils de parents galiciens qui auraient émigré en Ligurie, a été brillamment défendue avec des arguments qui ne sont pas négligeables. Et pourquoi Colomb ne serait-il pas Aragonais et fils de juifs convertis? Il serait fastidieux et, en somme, d'un médiocre intérêt, de développer et de discuter ces hypothèses et d'autres qui ont été émises. Bornons-nous à remarquer que si Colomb réussit à faire accepter ses projets et ses prétentions exorbitantes dans une affaire où la raison et le bon sens disaient qu'il devait échouer, il le dut principalement à l'appui des grands juifs aragonais. Au reste, son origine juive se déduit plus aisément de son tempérament et de son caractère que des faits historiques que nous connaissons.

Il n'est pas jusqu'à son nom qui n'ait contribué à couvrir son berceau de ténèbres. Pourquoi s'est-il fait appeler et a-t-il toujours signé *Colon?* Pour la commodité de la prononciation et pour castillaniser son nom italien, a dit un de ses premiers biographes, et les autres n'ont fait que répéter cette explication. Or *Colombo* est aussi facile à prononcer que *Colon* pour des Espagnols, et la désinence *ombo* est aussi castillane que celle d'*on*. Dans son long testament de 1498 où son père Domenico Colombo, qui vivait encore

n'est même pas nommé, il demande que, si la descendance directe des Colon vient à s'éteindre, on cherche, dans d'autres pays, des personnes portant son nom — son nom de *Colon!* On en aurait trouvé un grand nombre en Galice, en Aragon et peut-être en Portugal, mais pas un dans la république de Gênes.

Il faut pourtant admettre qu'il est Ligurien et natif de Gênes. Il est commode de croire que les documents, si précis et impressionnants par leur concordance, qui ont été découverts dans les archives anciennes de notaires de Gênes et de Savone, concernent bien notre héros et sa famille et qu'il naquit, en septembre ou octobre 1451, à Gênes, de Domenico Colombo, tisserand et tavernier, et de Susanna Fontanarossa, sa légitime épouse. Nous le disons sans ironie, de même qu'un savant illustre a dit que, dans l'état actuel de la science astronomique, il est commode et nécessaire de croire à l'existence de l'éther, mais qu'il est permis de supposer qu'avec les progrès de cette science l'éther cessera d'être indispensable et sera remplacé par une autre théorie expliquant mieux et d'une manière plus simple les phénomènes qui s'y rattachent.

Il passa son enfance et son adolescence dans la maison natale, à Gênes, puis à Savone où il apprit et exerça le métier paternel. Il y était encore à l'âge de vingt-deux ans, en 1473, époque à laquelle la légende qu'il a créée fait de lui le commandant d'une galère de guerre du roi René. A plus forte raison n'a-t-il pas fait, en 1459, une campagne navale avec Colombo le Jeune, l'un des deux amiraux dont il se prétend cousin et qui n'était pas Génois, mais Grec. Il avait alors neuf ans.

Il n'est pas impossible que le jeune tisserand ait fait quelques voyages en Méditerranée, mais comme commerçant et non en qualité de marin. Il a pris part vraisemblablement à une ou plusieurs des expéditions des grands armateurs génois dans les îles de l'Archipel, et tout porte à croire qu'il visita Chio en 1475. Mais ce n'est qu'à partir de l'année suivante que l'histoire de sa vie sort du domaine des suppositions et de la légende. Et encore! Les circonstances de son arrivée à Lisbonne sont embrouillées par son ami Las Casas et son fils Fernand, documentés pourtant par lui-même, et si la vérité a pu être établie, c'est par la concordance des faits avec ceux d'un épisode de l'histoire générale.

En 1476, quatre galères génoises, appartenant aux armateurs liguriens Giorge-Antonio di Negro et Nicola Spinola, appareillent du port de Gênes avec un chargement de marchandises diverses à destination de l'Angleterre. A cette époque, les grands commerçants prenaient passage à bord des navires qui transportaient leurs marchandises à l'étranger et procédaient eux-mêmes à la vente dans les ports de débarquement. Les petits producteurs et exportateurs s'entendaient pour confier leurs intérêts et les soins de la vente à l'un d'eux qui faisait le voyage. C'est en cette qualité que le tisserand Christophe Colomb s'embarqua sur l'une des galères marchandes de la Compagnie Di Negro-Spinola, pour aller vendre des lainages en Angleterre. Près du cap Saint-Vincent, les navires, qui voyageaient de conserve, furent attaqués par une flotte franco-portugaise commandée par un amiral français. Un véritable combat naval s'engagea, car il n'y avait pas grande différence alors entre les navires de guerre et ceux du commerce, et ceux-ci, pour les expéditions lointaines, étaient toujours armés et équipés en vue de leur défense contre les pirates et les corsaires qui infestaient les mers. Deux des galères génoises, à bord de l'une desquelles se trouvait Colomb, furent coulées. Presque tous les marins et passagers périrent. Colomb, blessé, fut un de ceux qui réussirent à échapper au naufrage et à gagner le rivage. L'amiral qui venait de précipiter au fond de l'Océan tant de marins génois et de marchands et leurs marchandises, et de mettre en péril la vie de Christophe, était le Gascon Guillaume de Casenove, dit Coullon et, en Italie, Colombo, un des deux amiraux dont le même Christophe Colomb se disait cousin et sous les ordres desquels il prétendait avoir servi !

Étant arrivé à terre, disent Las Casas et Fernand Colomb, et ayant trouvé asile dans un lieu voisin, il se remit des douleurs qu'il avait contractées aux jambes, par suite de l'humidité de l'eau et des fatigues, et de quelques blessures reçues dans la bataille. Il se rendit à Lisbonne où il savait qu'il y avait beaucoup de Génois. Il fut accueilli par ces compatriotes qui le connaissaient et traité avec tant d'affabilité et de courtoisie qu'il s'établit dans cette ville. A la fin de la même année 1476, Colomb fit un voyage en Angleterre, à bord d'un des navires génois qui avaient pris part au combat naval du cap Saint-Vincent et s'étaient réfugiés

dans le port de Lisbonne. Dans ces pays, dit-il, il vit un grand nombre de faits remarquables : des hommes venus du Cathay, et « notamment à Galway, en Irlande, nous avons vu aborder un homme et une femme d'une beauté merveilleuse, qui se soulevaient sur l'eau, accrochés à deux épaves » et venaient de l'occident. Cathay... les terres asiatiques visitées par Marco Polo... les îles fabuleuses du ponant qui hantaient déjà son imagination !

Ce voyage du jeune commerçant en Angleterre est fort probable. Mais que dire de ce qui suit? Colomb se vante d'avoir visité l'Islande — l'île de Tile, l'ultima Thulé — et d'avoir poursuivi sa course — sur une galère portant des marchandises à vendre ! — jusqu'à cent lieues au nord ; il aurait dépassé de beaucoup l'île de Jean Mayen !

Le voyage au delà de Thulé a été inventé par Christophe Colomb durant la période de sa vie où il faisait chercher dans les ouvrages de l'antiquité païenne, dans la Bible et dans les écrits des Pères de l'Église, des citations qui, interprétées par lui, prophétiseraient la mission de l'ambassadeur de Dieu qu'il voulut être. Un jour, on lui mit sous les yeux les fameux vers de la *Médée* de Sénèque, en un texte fautif où le nom de Téthys (la mer) était remplacé par celui de Tiphys (le pilote de Jason) :

Venient annis sæcula seris,
Quibus Oceanus vincula rerum
Laxet et ingens pateat tellus
Tiphys *que novos delegat orbes*
Nec sit terris ultima Thule.

Colomb traduit en sollicitant ce texte :

« Dans les années tardives du monde, des temps viendront où l'Océan déliera les liens des choses, et une grande terre s'ouvrira, et *un nouveau marin*, comme celui qui conduisit Jason et qui s'appelait Tiphys, découvrira un nouveau monde. Alors l'île de Tile ne sera plus la dernière des terres. »

Cela suffit. Las Casas se changera du commentaire :

« Sénèque prophétisa très clairement, près de quatorze cent vingt ans à l'avance, que ce monde devait être découvert... Pouvait-il s'exprimer plus clairement sur la découverte de nos Indes? En disant : Tiphys découvrira de nouveaux mondes, il indique par antonomase ou par excellence la dignité, la science spéciale et la grâce que Dieu devait

accorder pour cela à Christophe Colomb. C'est comme s'il eût dit : cet excellent et distingué marin, en tout semblable à ce Tiphys, inventeur d'une nouveauté remarquable et admirable dans les choses de la navigation, découvrira de nouveaux mondes. »

* * *

Après un très court séjour dans quelques ports anglais, le navire génois prit le chemin du retour en Méditerranée et débarqua Colomb à Lisbonne.

A quelque distance de là, disent ses deux premiers historiens, comme il était d'un caractère aimable, avait une belle prestance et un extérieur distingué, ne s'écartant jamais, d'ailleurs, de ce qui était honnête, il arriva qu'une jeune personne, Felipa Moniz, de sang noble et chevalière du monastère de Santos où il avait l'habitude d'entendre la messe, le remarqua, entra en relation avec lui et conçut pour sa personne une telle affection que, finalement, elle consentit à lui accorder sa main. Cette histoire d'amour ne dura guère plus d'un an ; Felipa mourut peu après la naissance de son fils Diego et fut inhumée dans la chapelle de la Pitié du couvent du Carmel à Lisbonne.

Ce n'est qu'après son mariage et à l'âge de vingt-sept ans que le tisserand et commerçant s'éprit de passion pour le métier de navigateur et conçut le projet de découvrir des terres dans les régions occidentales de l'Atlantique. La légende créée par Las Casas et Fernand Colomb veut que cette vocation lui soit venue de la fréquentation des parents et amis de sa femme et, surtout, de l'étude des papiers et des cartes laissés par son beau-père qui aurait été un grand navigateur, un cosmographe et l'un des découvreurs de Porto-Santo. Ce sont, disent-ils, toutes ces choses qui furent la première origine de la découverte du Nouveau Monde. C'est après cette étude que ses réflexions le convainquirent qu'à l'occident des îles Canaries et du Cap-Vert il y avait beaucoup de terres et qu'il était possible d'y aller. La vérité est toute différente.

Felipa était fille de Bartholomeu Perestrello et d'Isabel Moniz, d'une famille noble de l'Algarve, et, selon une coutume portugaise, avait pris le nom de sa mère qui était de meilleure maison que son père. Perestrello, attaché dans sa jeunesse à la personne du prince dom Henrique, prit part

non à la découverte mais à la première tentative de colonisation de Porto-Santo qui échoua (1418-1420). Rentré à Lisbonne où il se fixa, il y resta plus de vingt-cinq ans et fut nommé, en 1446, capitaine donataire à titre héréditaire de l'île, fonction qui correspondait à celle de gouverneur, et où il eut pour successeur un de ses gendres. Il dut cette faveur à la haute protection du tout-puissant archevêque de Lisbonne, Pedro de Noronha, amant des deux sœurs de Bartholemeu, desquelles il avait eu plusieurs enfants qu'il eut l'audace de légitimer. Comme il avait l'esprit de famille, ce prélat licencieux devait bien cela à celui qui, par un acte officiel, était doublement son beau-frère.

Bartholomeu Perestrello n'étant ni navigateur, ni cosmographe, ni découvreur, ne pouvait laisser des papiers contenant des révélations ni des cartes marines autres que celles qui étaient dans le commerce. D'ailleurs, pour apprendre qu'il existait des terres à découvrir dans les parties non encore explorées de l'occident de la mer Océane, il n'était pas nécessaire d'être l'héritier des archives d'un grand navigateur. C'étaient des vérités mêlées de légendes qui couraient les rues de toutes les villes et bourgades des bords de l'Océan en Espagne et en Portugal. La tradition, qui venait de la Grèce, remontait à l'antiquité et avait pour point de départ les voyages des Phéniciens qui, vraisemblablement, avaient franchi les colonnes d'Hercule, visité les terres dont l'imagination populaire fit les îles Fortunées, le dernier asile de Saturne, fait le périple de l'Afrique et doublé le cap de Bonne-Espérance. Les mystiques et les poètes du moyen âge, à leur tour, firent des mêmes îles le refuge de saints persécutés qui y trouvèrent la paix et le bonheur. Quelques cartographes y placèrent même le paradis terrestre.

Puis, on entra dans la voie de la découverte de ces îles et de la terre ferme d'Afrique. Du haut du promontoire de Sagres où il attira, outre ses compatriotes, des navigateurs, des cosmographes et des savants italiens et espagnols, le prince portugais dom Henrique organisa et dirigea le mouvement vers les rivages africains. Les premiers résultats de cette entreprise méthodiquement conçue et mûrie suscitèrent, dès le milieu du quinzième siècle, un enthousiasme auquel prirent part toutes les populations portugaises des bords de l'Océan. Il y eut une véritable fièvre de la décou-

verte, comme il y a eu, à d'autres époques et dans d'autres pays, une fièvre de l'or ou du diamant. La comparaison n'est pourtant pas entièrement juste. S'il est vrai que beaucoup de capitaines, d'aventuriers et surtout d'hommes d'affaires ne voulaient découvrir des terres que pour y trouver de l'or, des pierres précieuses et des épices, le mouvement initial et la pensée qui présidait aux voyages étaient d'un ordre beaucoup plus élevé et qui apparente cet enthousiasme à celui qui suscita les croisades. Dom Henrique résume dans son génie toutes les aspirations, matérielles et religieuses, individuelles et nationales, les coordonne toutes sans en sacrifier une seule et en fait une puissante harmonie, parce qu'il est à la fois un savant et un grand chrétien, un homme d'action et un homme de rêve, un calculateur lucide et un prince. Et comme il est bien la synthèse vivante de son peuple, l'animateur que celui-ci attendait! Sa fin n'est pas, comme le prétend l'histoire officielle, de parvenir aux Indes par la voie maritime du sud et de l'est pour y conquérir des richesses et des territoires, mais d'atteindre le royaume chrétien du Prêtre Jean, — qui, d'ailleurs, est compris, à cette époque, dans ces Indes vagues, immenses et mystérieuses, — de faire alliance avec lui et, à l'aide de ses armées et des trésors tirés des terres nouvelles, reconquérir le Saint-Sépulcre et délivrer le monde entier du péril musulman. Son projet n'était pas aussi chimérique qu'on pourrait le supposer. Ce royaume existait ; il existe encore et nous l'appelons Éthiopie. Quant au fabuleux Prêtre Jean, son souverain, dont la renommée emplit plus de trois siècles, s'il est un mythe, c'est à la manière de Pharaon dont on a fait longtemps le nom d'un roi d'Égypte, alors que c'était celui de la dynastie.

Lorsque, en 1477, Christophe Colomb revient à Lisbonne, s'y installe et se marie, dom Henrique est mort depuis dix-sept ans, mais son œuvre n'est pas interrompue. L'épopée se poursuit et la fièvre de la découverte est à son plus haut degré. Le fils de l'humble tisserand génois qui a une âme de poète — de grand poète — et d'aventurier, s'exalte dans cette atmosphère et le jour ne devait pas tarder à venir où il s'écriera : « Moi aussi, je découvrirai des îles ! »

Au cours de ses voyages sur des navires de commerce, il a acquis quelques notions de l'art de la mer. Il en sait assez

pour s'engager en qualité de marin à bord d'un des navires portugais qui explorent la côte africaine et s'avancent vers le sud pour continuer la découverte du continent et la route vers les Indes du Prêtre Jean. Mais il ne peut se résoudre à servir, comme subalterne, même avec un grade auquel il ne peut encore aspirer, sous les ordres d'un chef qui retirerait la plus grande partie des bénéfices et toute la gloire de l'entreprise où il ne serait, lui, qu'un héros anonyme et pauvre. Il a toutes les ambitions. Il veut de l'or, et il veut de la gloire. Sans avoir les dons innés ni la compétence acquise — qu'il n'aura jamais — qui font les maîtres absolus et bienfaisants que des foules de serviteurs sont heureux de suivre, il veut s'imposer, commander et n'avoir personne au-dessus de lui. Ne pouvant ceindre une couronne et porter le titre de roi, il veut conquérir une royauté de fait et, en la rendant héréditaire, créer une dynastie. C'est dans l'atmosphère de Lisbonne que viennent de s'épanouir ces ambitions démesurées. Il va mettre à leur service la plus brillante des imaginations, mais aussi la plus désordonnée, une de ces imaginations qui peuvent conduire la raison humaine au bord d'un précipice qu'il n'évitera pas ; et aussi un don plus intellectuel que sensuel de séduction, une volonté inébranlable dans le mal comme dans le bien, la rouerie d'un homme d'affaires implacable, le génie du mensonge, de la dissimulation et de ce que nous appelons le bluff. Avec toutes ces qualités, Christophe Colomb est peut-être le personnage le plus complexe, le plus difficile à comprendre de l'histoire du monde.

A Lisbonne, il retrouva son jeune frère Barthélemy qui avait quitté avant lui le foyer paternel, avait pris goût au métier de marin et avait fini par s'adonner à celui de cartographe, alors très lucratif. Colomb s'instruisit auprès de lui, apprit à faire des copies de cartes pour les navigateurs, ce qui lui fournit des moyens de subsister jusqu'à son mariage. Felipa Moniz lui ayant apporté quelques biens, son existence était désormais assurée ; il pouvait s'adonner à ses rêves et se préparer à les transformer en actes.

Il fit plusieurs voyages en mer, jusqu'en Guinée peut-être, et sûrement à Porto-Santo dont son beau-frère Pedro Correa était le gouverneur. C'est là que le hasard le mit en présence du pilote Alonso Sanchez mourant sur la plage, auquel il donna l'hospitalité et de qui il apprit qu'Antilia,

d'où revenait le naufragé, existait réellement. Ce fut un trait de lumière. Désormais Colomb a un but, une idée fixe : il découvrira Antilia, son archipel et d'autres terres dans les parages occidentaux de la mer Océane. Mais aussitôt interviennent l'orgueil et l'esprit de dissimulation : il ne veut pas qu'on puisse dire qu'il a suivi les traces des autres ni qu'au lieu de découvrir il n'a fait que retrouver. Donc, il ira à Antilia, sans prononcer son nom, sans dire qu'il veut renouveler l'exploit que d'autres ont tenté. D'où les termes vagues qu'il emploiera lorsqu'il présentera ses projets aux cours de Portugal et de Castille et lorsqu'il les développera devant des commissions de savants. Ce qu'il y a d'étonnant dans son histoire, ce n'est pas qu'il ait mis si longtemps à convaincre un gouvernement, mais bien qu'il y soit parvenu en restant dans cette imprécision et en s'obstinant à exiger des privilèges inouïs. Sa réussite en Castille, dans des circonstances qui, par surcroît, étaient défavorables, ne peut s'expliquer que par une puissance de persuasion peu commune ; mais cette puissance, comme nous le verrons, ne peut agir sur l'esprit des hommes de métier les plus humbles.

Il commence à échouer, pour les raisons que nous venons de voir, auprès du roi de Portugal et, peu après, il se rend en Espagne. Son départ de Lisbonne n'avait-il pas une autre cause? Il y a là un des mystères de la vie de Christophe Colomb qui ne seront peut-être jamais élucidés ; mais il existe un document qui autorise les pires suppositions, car il accuse d'on ne sait quoi, mais il accuse nettement.

Au début de 1488, découragé par l'insuccès de ses premières démarches auprès d'Isabelle la Catholique, il songe à retourner en Portugal, renouveler ses offres au roi et il écrit à celui-ci pour solliciter un sauf-conduit. Or, le passage d'un pays à l'autre était libre ; nul n'avait besoin d'un passeport et, à plus forte raison, d'un sauf-conduit, à moins de risquer d'être emprisonné pour un délit ou un crime après avoir franchi la frontière. La réponse du roi, qui tenait à revoir Colomb parce qu'il le croyait capable de faire des découvertes, est un document très curieux. Après lui avoir promis de faire son possible pour le contenter, il ajoute :

« Et comme vous pourriez avoir quelque crainte de notre justice, en raison de certaines choses auxquelles vous êtes obligé, par la présente lettre nous vous garantissons

que pour votre venue, votre séjour et votre retour, vous ne serez arrêté, retenu, accusé, cité ni poursuivi pour aucune cause, soit civile, soit criminelle, de quelque nature qu'elle soit. Et par la même lettre nous ordonnons à tous nos tribunaux qu'ils se conforment à cela. En conséquence, nous vous prions et recommandons de venir immédiatement, et n'ayez aucune crainte à ce sujet. Nous vous en serons reconnaissant et tiendrons cela pour un grand service. Écrit à Avis, le 20 mars 1488. *Le Roi.* »

L'homme à qui un roi adresse un pareil sauf-conduit est-il poursuivi pour un crime ou pour un simple délit? On ne peut que se poser la question. Mais ce document montre, d'une manière certaine, que l'esprit du roi Jean II de Portugal n'était pas resté insensible au pouvoir de séduction de Christophe Colomb.

*
* *

En tout cas, il est certain que Colomb s'est vu tout à coup dans l'obligation de quitter le Portugal : « le plus secrètement qu'il put », écrit Las Casas, mais non, comme il l'affirme, par peur que le roi ne le retînt pour obtenir de lui des indications précises sur la position de ses îles. Ce fut une véritable fuite qui ne peut avoir pour motifs que ceux auxquels le sauf-conduit royal fait allusion.

Dès l'échec de ses tentatives auprès du roi de Portugal il avait décidé d'offrir ses services au roi d'Angleterre et ensuite, s'ils n'étaient pas agréés, au roi de France. Ces nouvelles démarches devaient être faites, pendant qu'il poursuivrait ses études à Lisbonne, par son frère Barthélemy. Son instruction était rudimentaire, et elle le restera. Barthélemy était, au contraire, un homme instruit, connaissant le latin et un cartographe et cosmographe de talent. Christophe avait exercé sur lui son don de persuasion, lui avait communiqué son enthousiasme et, jouant sur plusieurs tableaux à la fois, il lui demanda de partir pour l'Angleterre et la France pendant que lui irait en Espagne.

Barthélemy différa pourtant son départ. Il venait de contracter un engagement dans la marine portugaise. Il fit partie de l'équipage des trois caravelles de Diaz qui rentrèrent à Lisbonne en décembre 1487 après avoir découvert

le cap de Bonne-Espérance. Il s'embarqua peu après pour l'Angleterre.

Tout ce qu'on sait de son séjour à Londres est qu'il fit des ouvertures à Henri VII, obtint une audience, lui présenta une mappemonde dont il était l'auteur, et que le roi déclina ses propositions.

Il passa trois ans à Londres où il vécut de son métier de cartographe. En 1491, nous le trouvons en France au service d'Anne de Beaujeu, fille aînée de Louis XI, laquelle avait été régente du royaume pendant les huit années précédentes. Fort de cette protection, il en était encore à multiplier les démarches pour faire agréer les propositions de son frère par le jeune roi Charles VIII lorsqu'il apprit, en 1493, que la grande entreprise était réalisée : Christophe, de qui il était sans nouvelles depuis plusieurs années, venait de découvrir l'archipel d'Antilia.

CHAPITRE III

Les déboires et la réussite de l'homme d'une idée fixe.

Christophe Colomb arriva à Séville à la fin de janvier. Les Rois Catholiques en étaient partis quelques jours auparavant, le 20, pour aller mettre le siège devant Loja, et le Père Juan Pérez avait repris le chemin de la Rabida. Il se rendit chez Juanoto Berardi à qui il était recommandé par un de leurs compatriotes de Lisbonne. Le banquier, qui devait plus tard être l'un des bailleurs de fonds du Découvreur, l'écouta avec bienveillance, lui fit les mêmes objections que le Père de Marchena et le présenta à Don Enrique de Guzman, deuxième duc de Medina-Sidonia, propriétaire d'immenses domaines en Andalousie et du port de San Lucar de Barremeda. L'autre grand et riche seigneur dont on lui avait parlé à la Rabida résidait à Séville à cette époque : don Luis de la Cerda, cinquième comte de Medina-Celi, premier duc de ce nom, seigneur de Puerto de Santa Maria et de Cogolludo, comte de Clermont et de Talmont en France, descendant du roi Alphonse le Savant. Chez lui, l'accueil fut meilleur. Il promit au pauvre étranger errant d'examiner attentivement ses propositions et, en

attendant, il lui offrit l'hospitalité dans son palais. Colomb passa, en divers séjours, près de deux ans chez le duc de Medina-Celi.

Il convient de repousser ici, sans plus tarder, les affirmations d'une histoire mensongère dont la responsabilité remonte à Colomb lui-même. Il a écrit que pendant sept ans, de 1485 à 1492, il a « souffert du froid et de la faim », que, « pendant sept ans tout le monde le repoussa », qu'il fut « la risée de tous et qu'un pauvre moine seul eut pitié de lui ». Renchérissant là-dessus, le dix-neuvième siècle a fait de lui le type accompli du héros romantique supérieur à son temps de toute la hauteur de son génie et, à cause même de ce génie, vivant dans la misère, méconnu, bafoué, insulté par les foules. Cette légende veut aussi que Colomb, homme de science et de progrès, ait été persécuté par des moines plongés dans « les ténèbres du moyen âge », et effrayés par ses audaces. La vérité est qu'il n'y eut de la part des religieux, comme de celle des laïques, ni persécution, ni méchanceté, ni hostilité têtue. Il y eut exactement l'opposé. Ses premiers protecteurs furent des moines aussi savants que pieux auprès desquels il n'était qu'un pauvre ignorant.

En attendant que la nation l'adopte et accepte inconsidérément d'être diffamée pour qu'il soit grandi, Colomb est adopté et choyé par l'un de ses patriciens de sang royal. Le duc de Medina-Celi est enthousiasmé par les projets de son hôte au point de lui offrir de faire, à lui seul, tous les frais de l'entreprise, c'est-à-dire de mettre à sa disposition trois ou quatre caravelles avec leurs équipages et la somme d'argent nécessaire. Colomb a donc pleinement réussi dès sa seconde démarche, moins de deux mois après son débarquement dans un port espagnol ! Non ; par ses exigences il décourage la bonne volonté de Medina-Celi. Il veut être amiral et vice-roi, titres qu'un grand vassal ne peut conférer. Dans ces conditions, l'affaire ne peut être traitée qu'avec la reine.

Le duc ne congédie pourtant pas Colomb. Il continue de l'héberger dans son palais, jusqu'à ce que la reine, à qui il écrit pour le recommander, puisse le recevoir.

*
* *

Au commencement de l'année 1486, on apprend que la cour est à Cordoue. Colomb s'y rend aussitôt ; il y avait été

précédé par la recommandation de Medina-Celi et par une lettre du prieur de la Rabida au confesseur de la reine. Loin d'avoir quitté Séville définitivement, il y a, pour ainsi dire, élu domicile chez le duc où il viendra, jusqu'en 1492, faire quelques séjours assez longs.

Les Rois Catholiques avaient quitté Cordoue la semaine précédente, mais comme ils devaient y retourner dans un assez bref délai, quelques grands personnages de leur suite y étaient restés, parmi lesquels Hernando de Talavera, prieur du monastère de Notre-Dame de Prado, confesseur de la reine, et Alonso de Quintanilla, trésorier de la Couronne, à qui la reine avait donné des instructions en lui transmettant la lettre de Medina-Celi. A peine a-t-il quitté le duc, que Colomb trouve d'autres protecteurs ; Quintanilla l'héberge en attendant que le Trésor subvienne à ses besoins, si bien qu'il se considère comme au service des Rois Catholiques à partir du 20 janvier 1486, date de son arrivée à Cordoue, c'est-à-dire avant même de les avoir vus. Le voilà donc délivré de tout souci du pain quotidien à gagner, sans avoir aucun travail à fournir en retour, et cela jusqu'à la dernière semaine de 1489 ; ce qui fait déjà, en vérité, cinq années d'aisance et d'oisiveté sur les sept pendant lesquelles il prétend avoir été repoussé de tous et souffert de la faim et du froid.

Ni à Séville ni à Cordoue, il ne se vante d'une origine aristocratique et illustre : il y reviendra beaucoup plus tard et par de vagues allusions. Les précisions ne seront formulées, pour l'histoire, que par son fils et Las Casas. Fréquentant de grands seigneurs, il craint, s'il se vantait comme dans la librairie du Père Antonio, que ses supercheries ne soient percées à jour. Au reste, avec son intelligence et son entregent, il s'adapte vite au nouveau milieu élégant et chevaleresque qu'il fréquente. Il s'est affiné ; il a belle prestance. L'humble froc monacal avec lequel il a débarqué à Palos en pèlerin, est remplacé par un costume d'une coupe parfaite que lui a fait le tailleur du duc de Medina-Celi aux frais de celui-ci. C'est un cavalier qui ne déplaît pas aux femmes. Il séduit une jeune fille de bonne maison mais sans fortune, Beatriz de Arana. Il voudrait bien l'épouser, mais, hélas ! lui affirme-t-il, il a déjà une femme légitime de qui il est séparé, qu'il ne veut plus revoir et qui vit encore à Lisbonne. Beatriz devient sa maîtresse et lui donne un fils, Fernand.

Colomb l'abandonne presque aussitôt. Il ne la reverra jamais plus, mais il prendra l'enfant.

Les jeux de l'amour sont d'agréables passe-temps qui ne lui font pas oublier ni même négliger un seul jour sa mission. Les femmes tiennent peu de place dans son existence. On ne lui en connaît que deux qui disparaissent, l'une morte, et l'autre délaissée peu après la naissance d'un enfant. Son échec en Portugal et les entretiens de la Rabida l'ont convaincu qu'il ne suffit pas, pour réussir, de se vanter de tout savoir et de répéter obstinément des affirmations sans base. Dès qu'il s'est aperçu que le Père Antonio de Marchena est un vrai et grand savant, il s'est tenu, en causant avec lui, dans une réserve prudente, il a cessé de mettre en avant sa propre science, afin de ne pas découvrir son ignorance. Mais il sait fort bien qu'un jour viendra où des cosmographes de Castille chargés d'examiner ses propositions lui poseront toute sorte de questions auxquelles, pour le moment, il ne pourrait répondre.

Aussi est-il pris d'un désir ardent de connaître à fond toutes les sciences utiles à l'art de la navigation et dont un découvreur ne peut se passer. Il veut apprendre dans le plus bref délai possible, en moins d'un an, ce que des savants comme les Pères de la Rabida ont étudié depuis leur adolescence, depuis trente ans et plus, et étudient encore. Après avoir appris un peu de latin, il va dévorer avec avidité tous les livres qui lui tomberont sous la main, sans jamais rien digérer complètement. Cet autodidacte accueille également, sans examen ni esprit critique, les thèses scientifiques les plus justes, celles qui méritent une sérieuse discussion, et les fables les plus folles, les contes les plus absurdes. Nous l'avons vu rêver sur une page de Jean de Mandeville décrivant le paradis terrestre : elle s'est incrustée dans sa mémoire et, son imagination aidant, il en tirera, lorsqu'il sera en vue du Nouveau Continent, le plus fantastique chapitre de géographie qu'on puisse concevoir.

De ses premières lectures, il ne lui reste pour ainsi dire rien ; elles ne servent guère, en somme, qu'à aggraver la confusion qui règne dans son esprit et à lui fournir des motifs de rêve. Il est assez intelligent pour se rendre compte que son langage scientifique si mince ne s'accroît point. Et pourtant, le temps presse : il lui faut une doctrine géographique et cosmographique vite, vite ! Une doctrine bien coordonnée,

dont toutes les parties se tiennent, ne peut se tirer de la lecture rapide d'un grand nombre de livres dont les uns contredisent souvent les autres. Il vaut mieux s'assimiler la substance de deux ou trois auteurs qui, inconnus des gens du monde, fassent autorité chez les savants. Il retient quelque chose — le pis, naturellement — du *Livre des merveilles*, de Mandeville, s'arrête davantage à la *Relation* de Marco Polo, étudie longuement et annote l'*Historia rerum* de Pie II. Mais son livre de chevet, celui qu'il ne connaîtra que plus tard, après son premier voyage, et dont il couvrira les marges de notes est l'*Imago mundi* du cardinal Pierre d'Ailly. Il faut y joindre la Bible, — sa Bible, bien entendu.

L'*Imago mundi* est un trésor pour un autodidacte pressé de réunir un fonds qui lui permette de jeter de la poudre aux yeux des personnes qui ne sont pas spécialisées dans l'étude de l'histoire sainte, de la cosmographie et de la géographie, et même d'impressionner les hommes de métier au cours d'une conversation : ce livre abonde en citations d'auteurs de l'antiquité et de Pères de l'Église. Colomb les en extrait soigneusement, les catalogue, les cite à son tour, ou nomme leurs auteurs et les commente. Et il s'arrange pour faire croire qu'il a lu tous ces écrivains dont il parle, alors qu'il n'a jamais ouvert leurs livres. A ces noms, il ajoute ceux de voyageurs, de princes et autres personnages historiques desquels les mêmes ouvrages lui ont donné une connaissance sommaire. Et tous ces noms se retrouvent dans ses lettres, dans ses rapports, dans les relations de ses troisième et quatrième voyages. Il lui arrivera d'insérer dans un de ses écrits une page entière du cardinal d'Ailly.

Dans une seule page il cite, outre le nom du cardinal, ceux de Nicolas de Lira, Aristote, Averrhoès, Sénèque, Alexandre le Grand, Néron, Pline, Ptolémée, Esdras, saint Augustin et saint Ambroise. A ces noms il faut ajouter les suivants dont il encombre ses récits : Strabon, Onésicrite, Néarque, Marin de Tyr, Alfragan, Jules Capitolin, Solin, Avicenne, Bède, Erathostène, Flavius Josèphe, saint Isidore, saint Thomas, et bon nombre d'autres, tous pris dans les œuvres de Pie II et de Pierre d'Ailly, sans compter ceux de la Bible. Avec tant de noms et de citations, surtout lorsqu'on prend celles-ci pour son propre compte, il est aisé de se faire, du moins dans certains milieux, une réputation de savant alors qu'on n'est qu'un primaire gonflé d'orgueil. Nul autre

navigateur et découvreur des quinzième et seizième siècles espagnols et portugais n'a eu recours à de pareilles autorités et ne s'est imposé la tâche de ne pas contredire l'opinion que se faisaient du monde un Aristote ou un Erathostène. Colomb s'entête à ne pas les contredire même lorsqu'il a sous les yeux les preuves de leurs erreurs. De son vivant, à partir de 1500, des cartes circuleront en Europe qui lui donneront un démenti. Il ne voudra pas en démordre, uniquement parce que de l'*Imago mundi* et du *Compendium cosmographiæ* il aura tiré les enseignements suivants dont il a fait des dogmes :

Le monde est petit — il le réduit de moitié — et est composé de six parties de terre et d'une septième qui, seule, est couverte d'eau. Entre l'Espagne et les Indes d'Asie il y a une mer de peu de largeur. Entre l'Espagne et les Indes, il y a des îles à découvrir, auxquelles on peut parvenir en quelques jours de navigation.

Colomb nie, par conséquent, implicitement, l'existence du Nouveau Monde, et il persistera à la nier après l'avoir découvert. Il est, avec une obstination et une habileté qui vaincront tous les obstacles, l'homme d'un livre : l'*Imago mundi*, et d'une idée fixe : Antilia.

Mais, pendant quelques années encore, il n'aura aucune théorie scientifique car il n'y en a point dans les récits de voyage de Marco Polo dont il se nourrit. Il n'aura que l'idée d'aller à Antilia parce qu'elle hante son imagination comme celle de beaucoup de marins et de gens du peuple et que le pilote Alonso Sanchez lui a appris qu'elle n'est qu'à sept cent cinquante lieues des îles Canaries.

* * *

Il fait des connaissances et se ménage des protecteurs, à Cordoue, qui lui seront très utiles. Avant ou peu après le retour des Rois Catholiques, il a trouvé le moyen d'entrer en relation non seulement avec Alonso de Quintanilla et Hernando de Talavera, mais aussi avec le cardinal-archevêque de Tolède, Guzman de Mendoza, le dominicain Diego de Deza, doña Juana Velasquez de la Torre, nourrice du prince Jean, doña Beatrix Fernandez de Bobadilla, marquise de Moya, amie intime, depuis l'enfance, de la reine qui mettait en elle une confiance méritée ; et avec les grands *marranos*

Juan Cabrera et Gabriel Sanchez, — tous personnages qui l'accueillirent bien et auprès desquels il sut se rendre sympathique.

Les Rois Catholiques arrivèrent à Cordoue le 26 mars. Colomb n'eut pas à attendre longtemps pour être reçu de la reine ; l'audience fut courte, de pure forme, mais c'était un premier pas et un premier succès qui permettaient d'espérer une heureuse issue. Isabelle avait trop de graves soucis et d'affaires urgentes à résoudre pour pouvoir étudier elle-même, sur-le-champ, un projet d'expédition maritime. Les opérations de la guerre contre les Maures étaient poussées avec une activité croissante : à peine une campagne était-elle terminée que l'on en engageait une autre déjà préparée. Cinq semaines après le retour à Cordoue, le roi allait partir pour assiéger la ville andalouse de Ronda qui occupe une position stratégique d'une importance considérable, et s'en emparer. La reine se borna à charger Hernando de Talavera de soumettre les propositions à une commission composée par lui-même et de lui adresser un rapport.

C'est alors que commence, d'après la légende colombienne, le calvaire en Espagne du génie incompris, bafoué, persécuté par des moines fanatiques, prisonniers de la Bible, et par des courtisans ignorants et méchants. Talavera, président de cette commission, qui repoussa les propositions du futur Découvreur, est particulièremet mis à mal par cette légende qui le présente sous les traits les plus noirs. Or le prieur de Notre-Dame de Prado fut un des plus grands et des plus nobles serviteurs de sa patrie et de l'Église, un des conseillers les plus écoutés de la reine qui n'aurait pas fait de lui son confesseur s'il avait eu le caractère vil et l'esprit borné qu'on lui prête. Quand Christophe Colomb comparaît devant une junte de cosmographes et de marins et leur expose en termes vagues son projet de découvrir des îles, il n'y a d'autre prisonnier de fausses conceptions bibliques et d'autre ignorant que lui-même. Au reste, ce projet ne fut pas, cette fois, examiné à fond. Talavera, qui n'avait aucune animosité personnelle mais, au contraire, de la bienveillance à l'égard de l'étranger qui lui était recommandé par un moine érudit et respecté, et les autres membres de la commission furent d'avis qu'il ne fallait songer à aucune entreprise de découverte tant que la guerre contre les Maures ne serait pas terminée.

C'était si peu un refus et un congé définitifs que Colomb reste à la cour et que nous le retrouvons avec elle à Salamanque, pendant l'hiver de 1486-87. C'est là que l'histoire place la fameuse conférence où Colomb présenta ses projets et soutint une âpre discussion avec des moines professeurs de mathématiques, d'astronomie et de cosmographie de l'Université de cette ville. Colomb veut leur prouver d'abord que la terre est ronde. Et cela suffit pour provoquer un scandale. Il faut lire le récit de ces débats dans la *Vie et voyages de Christophe Colomb* par Roselly de Lorgues :

« ...Quelques membres de la junte objectèrent à ses déductions des passages des Saintes Écritures qu'ils appliquaient fort mal, et des fragments tronqués de quelques auteurs ecclésiastiques contraires à son système. Des professeurs « cathedraticos » établirent par majeure et mineure que la terre est plate comme un tapis, et ne saurait être ronde, puisque le Psalmiste dit : « Étendant le ciel comme une peau », *extendens cælum sicut pellem;* ce qui serait impossible si elle était sphérique. On lui opposait les paroles de saint Paul, comparant les cieux à une tente déployée au-dessus de la terre, ce qui exclut la rotondité de ce monde. D'autres, moins rigides ou moins étrangers à la cosmographie, soutenaient qu'en admettant la rotondité de la terre, le projet d'aller chercher des régions habitées dans l'hémisphère austral était chimérique, puisque l'autre moitié du monde restait occupée par la *mer ténébreuse*, ce gouffre formidable et sans limite ; et si, par bonheur, un navire lancé dans cette direction, parvenait à toucher aux Indes, jamais on n'en pourrait avoir de nouvelles, parce que cette prétendue rotondité de la terre formerait un obstacle insurmontable à son retour, quelque favorables qu'on supposât les vents.

« Quand il répliquait par des motifs tirés de l'expérience et de la nautique, on lui ripostait par l'autorité de Lactance et de saint Augustin condamnant l'opinion absurde de ceux qui croient aux antipodes ; et l'on réconfortait les auteurs ecclésiastiques du témoignage des païens : on objectait Épicure et le grave Sénèque.

« ...Colomb, sentant bien que, dans cette junte, où le nombre des théologiens l'emportait de beaucoup sur celui des marins et des cosmographes, les inductions purement scientifiques ne suffiraient point à ses juges, se décida, malgré le danger d'être soupçonné d'hérésie, à discuter enfin

les textes mêmes des Écritures et l'opinion des commentateurs.

« L'ardeur de son apostolat parut alors le transfigurer aux yeux de son auditoire. La majesté de sa personne, l'éclat de son regard, l'illumination de son front, la pénétrante sonorité de sa voix donnaient à l'autorité de cette parole convaincue une persuasion irrésistible pour toute âme élevée. La poésie et la majesté des livres saints électrisaient son cœur ; l'énergie de son langage s'ennoblissait par la grandeur du sujet ; et il tournait contre ses adversaires, en les développant avec magnificence, ces mêmes textes sacrés dans lesquels ils avaient cru lui montrer sa condamnation.

« ...Les esprits méticuleux, les scolastiques opiniâtres trouvaient singulièrement présomptueux à un marin de contester malgré l'opinion de saint Augustin et de Nicolas de Lira. Et on répandait même une vague rumeur qui devenait dangereuse dans ce pays où l'Inquisition, établie depuis peu, déployait l'activité de ses nouveaux ressorts... »

Pendant que ce débat sur la rotondité de la terre se déroule dans une salle de l'illustre Université de Salamanque, et que des moines fanatiques songent à dénoncer l'hérésie au tribunal du Saint-Office, le peuple, au dehors, se gausse de l'étranger :

« Les muletiers et les nourrices savaient au moins qu'un étranger prétendait prouver que la terre est ronde comme une orange, et qu'il y a des pays où les hommes marchent la tête en bas ; de plus, qu'en continuant de naviguer tout droit au couchant on reviendrait par l'orient. Le public s'étonnait peut-être que l'on traitât si sérieusement une pareille facétie. »

Dans cette scène, qui est une des plus célèbres de l'histoire du monde, Christophe Colomb apparaît comme un des premiers génies de la Renaissance fermant les portes du moyen âge scolastique. Les historiens anticléricaux en ont tiré tout le parti qu'on peut imaginer. Les catholiques, comme Roselly de Lorgues, l'ont développée et ne se distinguent de leurs adversaires qu'en ce qu'ils plaident les circonstances atténuantes pour les moines : quant au fond ils sont tous d'accord.

Or, la conférence de Salamanque n'a pas eu lieu. Nul historien ou chroniqueur contemporain n'en fait la moindre mention, pas même ceux qui ont accueilli et popularisé tant

d'autres épisodes de la légende colombienne. Christophe Colomb lui-même, qui en a tant inventé, n'a pas songé à celui-là. Il apparut pour la première fois en 1619 dans une *Histoire de la province de San Vicente de Chiapa* et fut aussitôt incorporé dans l'histoire du Découvreur.

Si cette conférence avait eu lieu, les rôles auraient été renversés. D'abord on n'aurait pas perdu plusieurs heures à discuter sur la rotondité de la terre ; la question n'aurait pas même été posée ou, du moins, pas une voix ne se serait élevée pour soutenir la négative, pas même celle d'un des théologiens de cette Université qui a été un des foyers de la science les plus justement célèbres du moyen âge. *Mundi formam omnes fere consentiunt rotumdam esse.* Si, en matière de science nautique et cosmographique quelqu'un avait invoqué l'autorité de Lactance, de saint Augustin et de Nicolas de Lira, c'eût été Colomb, — et c'est ce qu'il s'entêtera à faire, plus tard — et non les marins et cosmographes, ni même les théologiens de Salamanque. Et si, chose invraisemblable, quelqu'un avait parlé du « gouffre formidable et sans limite » qu'est la mer ténébreuse, des monstres effrayants qui la peuplaient « auprès desquels les cyclopes, les lestrigons, les griffons, les hippocentaures n'avaient que de bénignes physionomies », s'il avait parlé d'une main crochue et noire, celle de Satan! s'élevant de l'abîme à la surface et prête à entraîner sous les gouffres les navigateurs assez téméraires pour braver les eaux du *Bahr-al-Talmet*, — il aurait été accueilli par un éclat de rire de toute l'assistance. En l'an 1487, il y a longtemps que le Bahr-al-Talmet des Arabes, la mer ténébreuse, c'est-à-dire l'océan Atlantique, n'est plus un épouvantail pour personne : les navires portugais et espagnols le sillonnent et le cap de Bonne-Espérance vient d'être atteint. Les Portugais entrent dans l'océan Indien aux cinq mille îles, sans se soucier des théories d'Erathostène, d'Onésicrite et d'Alfragan, et sans se demander s'ils ne tournent pas le dos au paradis de Mandeville et aux îles où Salomon trouva de l'or pour construire le temple de Jérusalem.

Marius André.

(A suivre.)

Jaco et Lori [1]

CHAPITRE IV

OU L'ON EST, SANS TRANSITION, CONDUIT D'UNE ÉCHOPPE AU PARNASSE.

CEPENDANT il n'y avait pas de pain à la maison. Eugénie vendit les hardes du savetier, puis ses outils. Bientôt il ne resta plus que le buste de Marat et les brochures qui avaient enflammé l'esprit du héros. Mais personne ne voulut acheter l'Ami du peuple, ni l'Évangile de la justice sociale, car la foi était morte dans le faubourg.

Eugénie prit alors une grande résolution. N'ayant rien à manger, elle eût été libre de me mettre à la broche. Elle eut la délicatesse de n'en rien faire. S'avisant que j'avais une valeur marchande, que d'ailleurs elle s'exagérait, elle délibéra en elle-même sur le meilleur moyen de monnayer le favori des tyrans. Sans deviner les réflexions qui creusaient son front d'un sillon douloureux, je pressentais que du nouveau se préparait pour moi et que je n'avais plus longtemps à demeurer dans ce réduit.

Un jour enfin, ayant repassé son jupon et peigné ses cheveux, elle me prit entre ses bras, franchit la porte et se dirigea vers les beaux quartiers. Nous parcourions dans la sécurité les rues où la guerre civile sévissait deux semaines plus tôt. Me souvenant de ma peur, je

(1) Copyright 1926 by Jacques Bainville. — Voir *la Revue universelle* du 15 décembre 1926.

me réjouissais à la vue de l'ordre. J'étais heureux de rencontrer des patrouilles et des factionnaires. Nous croisâmes une colonne de prisonniers hâves et abattus. Des passants leur tendaient le poing et Eugénie tourna la tête pour ne pas les voir. Possédée d'un souci mercantile, elle reniait la révolution et son unique désir était de me vendre au plus haut prix.

Nous marchâmes longtemps sans qu'Eugénie jugeât opportun d'offrir son perroquet. Enfin je revis des avenues élégantes et de nobles édifices, tout un Paris dont le sordide Ménilmontant semblait à mille lieues. Nous atteignîmes la Seine et bientôt, avec un grand coup au cœur, je reconnus les Tuileries.

Qu'il est amer, dans l'infortune, de retrouver les lieux où l'on a connu le bonheur! Familier de ce palais, je passais maintenant devant ses portes comme un esclave chargé de fers qui sera mis tout à l'heure à l'encan. Peut-être, derrière ces murs, ma perruche gémissait-elle de mon absence. Peut-être me voyait-elle par ces fenêtres, elle-même impuissante et captive. Ces idées m'agitèrent à l'extrême, et je poussai des cris perçants. Les oreilles de l'officier qui commandait le corps de garde en furent frappées comme d'un bruit séditieux. Un sergent s'élança vers Eugénie et, la prenant brutalement par le bras, lui enjoignit de me faire taire et de s'éloigner au plus vite sous peine d'être conduite en prison. Eugénie obéit sans mot dire. Et j'admirai combien peu de temps suffit à changer toutes choses, puisque au château où j'avais vu naguère le peuple triomphant et l'autorité en déroute, le peuple à son tour était humilié et la soldatesque arrogante.

Eugénie poursuivit son chemin tandis que j'attachais sur les Tuileries de longs regards. Insensible à l'affront qu'elle venait de subir, la veuve du héros songeait que sa route était déjà longue et qu'elle n'avait pas encore trouvé d'amateur pour sa marchandise bigarrée et parlante. En vain essayait-elle de mettre en valeur mon plumage et ma prestance, de provoquer la récitation de mon répertoire. Personne ne prenait garde ni à elle ni à moi.

Nous errions sur une vaste place où un peuple immense et silencieux regardait une cérémonie dont la pompe se déroulait à ce moment. Au pied d'un grand pilier couvert d'inscriptions bizarres était élevé un autel. Trois évêques y officiaient. Des messieurs ceints d'écharpes, des généraux en uniformes assistaient, rangés sur une estrade, à ce service funèbre. Tous se levèrent lorsque parut un char conduit par six chevaux qui, balançant un noir catafalque, venait de l'Arc de Triomphe. De ce jour, sans doute, date le culte des victimes inconnues. Amis et ennemis, fanatiques de la révolution et défenseurs de

l'ordre étaient mêlés sur cette voiture. Qui sait? Mahuchet y voisinait peut-être avec le bourgeois valeureux qui l'avait abattu. Les morts furent bénis indistinctement et salués avec respect au nom de la République. La société avait gagné la partie et elle était belle joueuse. Eugénie, parmi la foule muette qu'une troupe bien armée tenait à distance, contemplait ce spectacle d'un œil morne où je crus lire pourtant une amère ironie.

La cérémonie ayant pris fin, nous fûmes chassés par la police pour livrer aux élus du peuple un tranquille passage. Eugénie dut fuir avec son fardeau. Après avoir traversé un pont, nous nous trouvâmes sur l'autre quai. L'après-midi s'avançait, Eugénie songeait avec inquiétude qu'elle n'avait encore rencontré aucun acheteur et parfois elle jetait sur la Seine des regards qui m'alarmaient. Elle se décida enfin à tenter la chance et à aborder des passants bien mis. Mais, soit qu'au lendemain d'une insurrection ils eussent peur d'une femme du peuple, soit qu'ils se méprissent sur ses intentions, tous se hâtaient sans vouloir l'entendre.

Eugénie commençait à traîner des pas découragés. Bientôt elle se laissa tomber sur un banc. La journée menaçait de se terminer sans résultat et j'augurais mal des suites de cet échec. Retourner dans la sombre échoppe me semblait une solution grosse de périls ou plutôt c'était une solution impossible. Il m'apparut que, si je n'y mettais du mien, je resterais pour compte. Et me souvenant de l'adresse avec laquelle j'avais su, dans la volière de Rio, attirer l'attention de Françoise, je résolus de saisir la première occasion de me faire remarquer.

Nous étions devant un monument précédé de quatre lions de pierre, surmonté d'une coupole, en tout assez semblable à une église civile, d'où sortaient à cet instant des hommes corrects et de respectable allure. Les uns parlaient avec enjouement, les autres avec gravité. Ils avaient cet air de distinction et de politesse que j'avais vu aux personnes du château si, en général, ils n'en avaient pas l'élégance. Mais, porté vers les aristocraties, j'en reconnus une d'un nouveau genre. L'envie me vint de m'attacher à quelqu'un de ces messieurs.

Après avoir causé devant les lions, ils se séparèrent et l'un d'eux marcha vers nous. C'était un homme robuste, de taille moyenne, dans la force de l'âge. Ses cheveux rejetés en arrière lui donnaient un air inspiré auquel il joignait une expression d'intelligence pratique qui manquait à Jean Mahuchet. Il avait ce qui sépare d'un révolutionnaire mystique un poète académicien. Je le trouvai intéressant et noble. Aussi, dès qu'il fut près de nous, je me dressai sur

mes pattes, inclinant plusieurs fois la tête. Et, de tout ce qui meublait ma mémoire, je débitai ce qui me sembla le plus convenable en ménageant mes effets. Ayant constaté avec plaisir que le promeneur fixait les yeux sur moi, je lançai alors, de ma diction la plus pure, l'alexandrin que j'avais appris sur la *Belle-Poule* et que je tenais en réserve pour les grandes circonstances : « Sire, vous reviendrez dans votre capitale ! »

L'effet de ces douze syllabes fut magique. Il dépassa mes espérances. Le poète, s'approchant de notre banc, dit à Eugénie qui en resta stupide :

— *Ornis*, oiseau, augure. Madame, ce perroquet annonce les temps qui vont venir. Les poètes aussi prophétisent les tempêtes et les résurrections. Ils sont récompensés quand leurs vers passent de bouche en bouche jusqu'à nos frères inférieurs.

Il ne doutait pas qu'Eugénie m'eût appris à prédire le retour du fameux capitaine. Et la veuve du savetier, avec l'astuce que développe l'appétit du gain, se garda de le détromper.

— Il est très intelligent, lui dit-elle. Il sait encore beaucoup de belles choses et ferait honneur aux plus grandes maisons. Par malheur je ne suis qu'une pauvre femme. La révolution m'a laissée sans ressources et je serai bientôt contrainte de me séparer de mon pauvre Jaco. Pourvu du moins qu'il tombe chez des personnes qui l'apprécient !

L'amorce me parut grossière. Mais M. Victor Hugo avait été flatté et il était de bonne humeur.

— Ce serait dommage, dit-il, qu'un perroquet si remarquable finît à la foire. Il ne sera pas dit que j'aurai abandonné mon récitateur. Je sais ce qu'on doit à ses interprètes et je veux en même temps assister l'infortune.

Je m'étais hâté de me poser sur sa manche tandis que, de l'autre main, il fouillait dans sa poche. Il en tira trois francs qu'il remit à la veuve tombée du haut de ses espérances, car elle avait mis dans sa tête de ne pas me céder à moins d'un louis. Elle balbutia quelques mots que le poète prit pour un remerciement et il s'éloigna après l'avoir saluée.

Quoique je fusse humilié de la somme misérable dont le grand homme m'avait jugé digne, je fis taire mon amour-propre sur lequel l'emportait la satisfaction. Je rentrais dans la belle société. Et n'imaginant pas encore de combien de mondes une grande ville comme Paris se compose, ne me représentant pas non plus tout ce que la révolution avait troublé dans les relations et les habitudes, je me figurais qu'entrant chez un pair de France académicien je

n'étais pas loin de retrouver ma perruche. C'est pourquoi, plein d'espoir je me frottais amicalement à la poitrine robuste de M. Victor Hugo.

Naturellement curieux de toutes choses, je l'étais de voir l'intérieur d'un poète si fameux. Nous arrivâmes dans un logement assez vaste, meublé avec un art qui flattait mes goûts. Il y avait là des porcelaines de Chine, des laques du Japon, des verreries de Venise, un luxe, une fantaisie, une couleur qui me jetèrent dans le ravissement et je me sentis tout de suite chez moi. Je fus d'ailleurs admirablement reçu. Deux femmes, la mère et la fille, m'accueillirent par des caresses. « Il sait au moins un de mes vers, dit en riant le poète, chargez-vous de lui apprendre les autres. » La mère était encore belle, si quelque argent paraissait au casque de ses cheveux noirs, et la fille, dans l'éclat de la jeunesse, répétait sa beauté.

Rien ne me sembla plus uni et plus heureux que cette famille. « La royauté du génie, me disais-je, est supérieure à l'autre. Ici on ne trouve ni les intrigues des cours ni ces alarmes qui assiègent les trônes. Je suis dans la tour d'ivoire et dans les sphères sereines. »

Ayant vu des personnes de tous les rangs et de toutes les sortes, je garde de mon passage dans cette maison, du goût pour les gens de lettres. Ils sont parfois moins ennuyeux que le reste des hommes. Disposant d'un vocabulaire plus étendu, leurs idées sont un peu plus nombreuses et leurs propos souvent plus variés. Je les ai rencontrés en grand nombre chez M. Victor Hugo et je me sentais presque des leurs. Je connais leurs défauts qui sont considérables et dont le principal est la jalousie. Ce n'est pas ce qui distingue leur corporation. Hésiode disait, il y a vingt-huit siècles, que l'aède porte envie à l'aède et le potier au potier. J'ai vu, dans la maison de M. Victor Hugo, bien des signes sordides de l'envie littéraire. J'ai vu aussi comment un coup d'aile la chassait. Ce n'est pas vainement que des humains vivent de poésie et d'images lyriques. Il leur arrive d'en être élevés au-dessus d'eux-mêmes et, si leur cœur n'est pas toujours mieux placé, ils ont plus de chance d'échapper à la vilenie quotidienne. Je me rappelle qu'il vint un soir une espèce de bohème à longs cheveux et fort râpé. On le nommait Henri Mürger. Mme Hugo lui proposa une partie de cartes où elle perdit à dessein. Le pauvre homme s'en alla avec un peu d'argent et du baume dans le cœur. On lui avait parlé de ses livres. On avait vanté son talent. Sur la porte, on le chargea de mille amitiés pour Mimi et pour Musette. Peut-être cette façon de faire la charité n'est-elle pas originale. Mais là, elle prit une ingéniosité, une délicatesse, un charme que je n'ai

pas retrouvés ailleurs. Pour cette gracieuse aumône, pardonnez beaucoup aux gens de lettres et à l'égoïsme de M. Hugo.

Après peu de mois, je commençai pourtant à m'apercevoir que le poète n'était pas aussi vertueux que je l'avais cru et que cette famille était moins harmonieuse qu'il ne m'avait semblé d'abord. A des paroles chargées d'allusions, à des silences encore plus éloquents, je sentais qu'on avait des choses à se reprocher. M. Hugo sortait presque toujours seul et régulièrement. On ne l'interrogeait pas et il ne donnait pas d'explication sur l'emploi de son temps, ce qui à la fin me fit penser qu'il avait deux ménages. Et Mme Victor Hugo affectait d'ignorer cette vie en partie double, d'où je conclus que, pour une raison mystérieuse, elle avait perdu le droit de se plaindre. De nos jours, un de vos ministres qui adore les lettres, a percé des secrets dont je ne pressentais qu'une partie.

Je me figurais encore, avant d'avoir vécu dans la familiarité du génie, que les poètes produisent sous le coup de l'inspiration, qu'ils composent des vers quand ils sont saisis par le transport divin. Je m'aperçus bientôt de mon illusion. M. Hugo avait de la méthode. L'inspiration, disait-il, vient par le travail et par l'habitude. Il lisait beaucoup, car l'écrivain le plus magnifiquement doué qui voudrait tirer tout de son propre fonds n'en tirerait pas grand'chose. Il faisait des vers chaque matin, avec la régularité d'un comptable. Cette part donnée à la littérature, il lui restait du temps pour l'amour et pour la politique aussi.

Il y a autant d'écrivains qui voudraient être hommes d'État que d'hommes d'État qui voudraient être écrivains. M. Victor Hugo se croyait destiné à un grand rôle, comme son émule M. de Lamartine. Et je me réjouissais inconsidérément qu'il se dévouât à la chose publique. Car, sachant que le roi Louis-Philippe l'avait fait pair de France, je le croyais, dans ma naïveté, resté fidèle à la monarchie déchue. Je persistais ainsi à calculer que j'avais des chances de retrouver ma perruche. Je ne tardai pas à découvrir mon erreur.

La mode n'était plus à la royauté bourgeoise et nous avions bien annoncé que l'empereur allait rentrer dans sa capitale. M. Victor Hugo aimait que je récitasse cet alexandrin par lequel nos relations s'étaient nouées. On parlait beaucoup, en ce temps-là, du neveu du grand capitaine et, un matin, le poète composa un appel aux électeurs qui me sembla beau et même irrésistible. Le rédacteur de *l'Evénement* auquel M. Hugo lut à haute voix ce manifeste en fut aussi content que moi-même. Les périodes admirablement balancées flattaient mon oreille qui commençait à se former au beau langage et aux secrets de l'antithèse : « Il est un nom qui résume tous les sou-

venirs du passé, toutes les espérances de l'avenir ; c'est le nom de l'homme que le peuple a le plus aimé, c'est le nom de Napoléon. Quand le peuple écrit ce nom, il fait plus que d'écrire, il signe ! »

Si j'eusse été électeur et si le droit de suffrage m'eût été accordé, — ce qui lui manquait pour être vraiment universel — mon vote fût allé au fils de la reine Hortense. M. Victor Hugo put se dire avec orgueil qu'il avait, en vers et en prose, fait plus que personne pour l'élection du prince. Je pensais donc que nous allions parvenir aux grandeurs et, en effet, on parla pendant quelques jours d'un portefeuille de ministre destiné à mon maître.

Mais bientôt il ne fut plus question pour nous d'habiter un ministère, et, dans la maison de la rue La Tour-d'Auvergne, l'élu du peuple fut traité sans respect. A mon sens, ce changement annonçait de nouveaux orages et j'eus soin, désormais, pour ne pas m'exposer à une disgrâce inutile, d'exclure de mes récitations les vers bonapartistes de M. Hugo. Au surplus, on ne s'occupait guère de l'oiseau prodige. J'en avais pris mon parti, je me laissai vivre et j'attendis les événements.

Ils ne tardèrent pas à venir et même ils se précipitèrent. Entre le poète et l'élu du peuple s'était ouverte une lutte à mort. L'un d'eux devait y succomber. Depuis le jour où, de moitié avec le rédacteur de *l'Evénement*, j'avais eu connaissance de l'appel aux électeurs, le prince-président avait dû se souiller de plus de crimes que Néron et Commode. Je l'entendais comparer tous les jours à Mandrin, à Cartouche, à Schinderhannes et à quelques autres brigands fameux. Je jugeai, dans ma prudence, que ces excès de langage nous vaudraient des histoires avec l'autorité. Une nuit, enfin, les coups de sonnette qui retentirent, les allées et venues de la maison, des visites rapides d'hommes essoufflés et anxieux m'apprirent que le duel final s'engageait. M. Victor Hugo sortit. Il ne devait plus reparaître que deux fois entre des descentes de police pour embrasser sa femme et ses enfants.

Il était dit que vos révolutions politiques ne cesseraient pas d'agir sur mon destin. Cependant, un coup d'État est une révolution qui se passe avec peu de tumulte et qui respecte l'ordre, si elle bouscule les lois. J'entendis bien encore quelques-uns de ces bruits de fusillade auxquels j'étais devenu sensible. Mais je ne courus cette fois aucun péril. J'eus la satisfaction d'apprendre que M. Victor Hugo n'avait pas succombé comme Jean Mahuchet. Il avait même échappé à ses ennemis et, dans ces circonstances, il s'était bien trouvé d'avoir deux ménages.

Quelques semaines s'écoulèrent, remplies par des apprêts qui

annonçaient un départ. Mme Hugo et sa fille se disposaient à rejoindre l'exilé sur la terre étrangère et je sentis que je ne serais pas non plus de ce voyage-là. Qu'allais-je encore devenir? On faisait des malles, on y rangeait des vêtements et du linge. Quant aux meubles, aux objets d'art, ils étaient examinés, classés, étiquetés par un petit homme aux yeux couverts de lunettes qui reposaient sur un nez plus crochu que le mien. M. Mannheim fouillait la maison, palpait les bouddhas et les madones, flairait les émaux, les armes anciennes, les livres et les tapisseries et mettait des doigts profanateurs sur tant de choses sacrées par le génie et la gloire. Je m'étonnais qu'on le laissât faire. Enfin, son inventaire terminé et soucieux de ne pas commettre d'oubli, il demanda si je devais être porté sur le catalogue.

Cette idée fit sourire les deux femmes au milieu de leur chagrin. Elles m'offrirent, pour ses peines, à l'expert qui les remercia, alléguant que je pourrais causer des désastres dans son magasin de la rue de la Paix, rempli de fragiles curiosités.

— Eh bien! monsieur Mannheim, dit Mme Hugo, nous mettrons donc Jaco aux enchères. Cela vaudra peut-être mieux pour lui que d'être laissé en souvenir au concierge.

Si j'étais peu tenté d'orner la boutique de M. Mannheim, où du moins j'aurais vu du beau monde, je frémis d'horreur à l'idée de retomber du Parnasse dans la loge. Le catalogue de M. Mannheim, bien qu'il me livrât au hasard, était hautement préférable. J'y figurai sous le numéro 257, avant la batterie de cuisine, avec cette mention flatteuse : « Magnifique kakatoès des Indes occidentales, pourpre, azur et or, conforme à la description de Levaillant et remarquablement instruit. »

Quelques jours plus tard, par le ministère de Me Ridel, commissaire-priseur, eurent lieu les enchères. Ce n'était pas sans anxiété que j'attendais mon tour. Me Ridel, assisté de M. Mannheim, faisait des prodiges de valeur. Il excellait à exciter l'émulation et à reconnaître le moment où il convenait d'abattre son petit marteau d'ivoire. On se disputait chaudement les reliques du poète et je commençais à entrevoir de ma seconde mise à l'encan une issue favorable. Sans doute je ne pouvais compter sur des convoitises semblables à celles que fit naître, après la célèbre Bible peinte, le magnifique Ronsard où l'école romantique tout entière avait inscrit son hommage à Victor Hugo. Mais le numéro 257 se comporta bien. A l'appel et sur la mise à prix de vingt francs, — le chiffre qu'avait rêvé Eugénie, — je pris mon air le plus animé et le plus aimable, tandis que Me Ridel faisait valoir mes mérites.

— Vingt-cinq francs! fit une voix dont le timbre me plut d'abord.

L'amateur qui avait mis l'enchère était un beau vieillard plein de force et de santé. Sous son abondante chevelure blanche, il avait des traits taillés en pleine chair, un grand diable de nez, une bouche humide et sensuelle. Je reconnus le peintre Albéric Lemoine, familier de la maison. Ayant pris goût aux artistes, je fis aussitôt des vœux pour qu'il restât le plus offrant et dernier enchérisseur.

Cependant Me Ridel, agitant son marteau, sollicitait du regard l'assistance.

— Vingt-cinq francs, disait-il, un magnifique perroquet qui a eu l'honneur d'appartenir au premier poète de ce temps et qui plaît à son plus grand peintre... Vingt-cinq francs, une fois...

— Trente, fit une voix que je reconnus aussi, car c'était celle de Mme Paul Meurice, fidèle amie de Mme Hugo.

— Trente-cinq, répondit Albéric Lemoine. Ne me souciant pas de loger chez des journalistes, race errante et misérable, je fis des vœux pour la victoire du peintre qui poussa jusqu'à soixante francs.

Ce chiffre fut répété par Me Ridel avec insistance et volubilité. Mais les enchères prirent fin, quelques efforts que le commissaire-priseur eût tentés pour en provoquer d'autres. Alors, ayant prononcé dans le silence : « Une fois, deux fois, trois fois, » il laissa retomber son marteau et dit rituellement : « Adjugé. »

J'admirai que, payé trois francs par M. Victor Hugo après les journées de juin, je fisse trois louis après le 2 décembre. Je pensai un moment à Jean Mahuchet et à la triste Eugénie dont j'avais été la suprême ressource. Mais, aux gueux la besace. Je n'aimais pas la misère. J'étais dégoûté du sentiment et de la politique. Devant moi s'ouvrait une nouvelle vie. Je suivis Albéric Lemoine avec joie.

. . . .

CHAPITRE VI

OU DE GRANDS EFFETS S'ENGENDRENT DE PETITES CAUSES

Après avoir bu encore quelques gorgées du vin ensoleillé qui lui rendait la force et la mémoire, le kakatoès reprit son récit dans les termes suivants :

« Je ne puis évoquer la partie de mon existence que je vais vous raconter maintenant sans qu'une musique endiablée saute dans ma vieille tête. Si jamais on a su ce que c'était que le plaisir, ce fut en ces années-là. Je puis dire que je ne m'y suis pas ennuyé un seul jour. J'en oubliai quelquefois ma perruche, devenue plus que jamais introuvable. J'étais saisi dans un tourbillon de fêtes conduites par

un musicien dont j'aime mieux ne pas prononcer le nom car il passait de mon temps pour avoir le mauvais œil. On ne compte plus le nombre des théâtres qui ont brûlé, des chanteurs, des chanteuses et des chefs d'orchestre qui sont morts subitement après une représentation de ses parodies mélodiques. Semblable au preneur de rats de la légende, qui, aux sons de sa flûte, noya la ville dans la rivière, on eût dit que, sur ses rythmes obsédants, il menait à sa perte une société.

Vous devinez tout de suite comment j'ornai un jour l'hôtel de Rose de Saint-Germier, célèbre courtisane du second Empire. Je vous dirai seulement en peu de mots comment Claudia, compagne d'Albéric Lemoine, s'était élevée aux grades supérieurs de la galanterie.

Après la mort du peintre, la pauvre fille s'était trouvée riche de sa seule beauté. De son séducteur, elle avait recueilli un maigre héritage que des parents de province accourus à la curée lui disputèrent. Dans la mythologie, Albéric Lemoine n'avait pas fait fortune et la vente de son atelier n'attira pas la foule. Cependant, en dépit d'un testament en bonne forme, il fallut, pour éviter un scandale, donner de l'argent aux âpres neveux campagnards. Claudia tenait tête à ces difficultés avec un courage admirable lorsqu'un billet laconique annonça l'arrivée de Petrus Dufour.

Le père prodigue revenait tête basse. Il ne demanda pas d'explications. C'était lui qui devait en fournir. Il avait vécu comme un doge et gaspillé son bien dans les prodigalités qu'exigeait la comtesse Moncherino. Il avait conspiré pour la liberté italienne et dépensé des sommes qui, au lieu d'aller aux chemises rouges de Garibaldi, étaient restées dans la poche d'un aigrefin entretenu par l'aventurière. Enfin, ruiné, trompé, bafoué, le couple l'avait dénoncé à la police autrichienne qui l'avait logé sous les plombs de Venise comme Silvio Pellico.

Claudia accueillit sans un reproche le père coupable et repentant. Et elle fut soulagée de n'avoir de comptes à rendre à personne au prix de ce nouveau malheur.

Par quelle suite de métamorphoses nous passâmes de l'atelier de la rue Pigalle à l'hôtel des Champs-Élysées, c'est ce que je ne saurais vous dire en détail, sinon j'en aurais pour huit jours. Tout cela se fit comme dans un rêve où passait Petrus Dufour hébété, ruminant les souvenirs et les parties obscures de ses tribulations amoureuses auxquelles il s'obstina jusqu'à son dernier jour à chercher un sens qui ne fût pas humiliant.

Claudia avait reçu du ciel le sortilège qui rend les hommes fous

d'amour et le don fatal qui les conduit à la ruine et au désespoir. Les mères prient pour que leurs fils ne rencontrent pas de pareilles femmes sur leur chemin. Une des premières victimes de la fée était capitaine et marquis. Éperdument amoureux, Saint-Germier fit tout ce qu'il plut à Claudia de lui ordonner et vendit pour elle la terre qui était son patrimoine. Alors, n'ayant plus rien à attendre du capitaine, elle le congédia. Le pauvre garçon alla se faire casser la tête à Sébastopol et Claudia s'empara de son nom.

A un visage sur lequel toutes les nuances de l'émotion semblaient se peindre, comment Claudia joignait-elle une si parfaite insensibilité? Je croyais quelquefois qu'elle en voulait de ses infortunes à l'autre sexe et qu'elle se vengeait sur lui. Cette idée même était étrangère à son indifférence. Elle ne s'attachait à personne ni à rien. Follement désirée, follement aimée, son cœur plein d'industrie restait toujours absent. Le jour vint où elle parut au théâtre. Ennoblissant de poésie l'opérette bouffonne, elle s'y montra comme ces déesses dont elle avait appris chez Albéric Lemoine la démarche et le port. Les foules l'acclamèrent. Elle incarnait une époque de plaisirs. Son nom volait sur les lèvres des hommes. Les rois la désiraient de loin dans les pays barbares et il leur semblait que l'amour de Claudia leur livrerait Paris.

Je dois dire que Claudia fit connaissance de l'Europe dans de mauvaises conditions. Ce fut par la Russie qu'elle aborda Cosmopolis. Le prince Polivanof était un grand seigneur qui paraissait généreux. Claudia se promit beaucoup de cette noble conquête. Son ambition, en ce temps-là, était d'accéder au collier de perles, car elle faisait tout par étapes et gradations. Polivanof se garda de refuser le joyau. Il fut convenu qu'il y mettrait soixante mille francs, somme qui paraît risible en ce moment-ci, mais qui était considérable alors, et jour fut pris pour l'achat du collier.

J'ai connu cette histoire par l'éclat qu'en fit ma maîtresse dans la rage et l'humiliation d'avoir trouvé plus habile qu'elle. On était allé chez le joaillier en renom, on avait pesé des perles, on en avait fait jouer l'orient, mais le collier qui plut à Claudia dépassait le prix fixé et Polivanof ne parut pas disposé à aller plus loin.

— Eh bien! dit-elle, nous réfléchirons.

Le lendemain, seule cette fois, Claudia revint et, ayant demandé le secret, offrit ce marché. Elle retenait le collier sur lequel s'était porté son choix, elle versait à l'instant le surplus et, quand la personne qui l'avait accompagnée se présenterait, il serait entendu que le joaillier, ayant consenti à baisser son prix, cédait les perles pour soixante mille francs. L'affaire conclue et l'argent compté, Claudia,

s'applaudissant de sa ruse, dit à Polivanof que le marchand était devenu raisonnable et qu'elle avait obtenu un rabais. Le prince parut se réjouir beaucoup de lui rapporter ce qu'elle désirait, promit d'aller faire l'emplette, y alla en effet, mais garda le collier et ne donna plus jamais de ses nouvelles.

Ces mésaventures ne laissent pas d'arriver à de telles femmes. Claudia fut irritée de la sienne qui l'atteignait dans son amour-propre. Peu sensible à l'argent perdu, elle ne supportait pas l'idée qu'un homme eût l'avantage sur elle. Elle jura vainement de tirer vengeance du boyard. S'étant calmée, elle désira surtout que l'histoire ne s'ébruitât pas et qu'il n'en fût pas question dans les petits journaux.

A quelque temps de là, Claudia connut deux personnages destinés à tenir autant de place dans sa vie que dans sa maison.

De grands effets s'engendrent parfois de causes imperceptibles, et de ce que Claudia se croyait la cheville un peu forte des conséquences importantes devaient résulter. Attentive aux détails et à l'harmonie de sa beauté physique, ma maîtresse eût beaucoup donné pour que, dignes du reste, on pût dire de ses jambes, à la façon du poète oriental, qu'elles étaient comme des colonnes d'or sur des socles d'argent. Elle avait enfin, après de longues recherches, trouvé le seul artiste qui sût la chausser. M. Hilger était un modeste bottier pourvu d'un fort accent tudesque, soigneux, docile, discret surtout, plus utile que la meilleure des habilleuses. Il entra dans la confiance de la Saint-Germier comme un confesseur non de l'âme mais du corps. Peu à peu il se rendit indispensable, se chargeant des commissions délicates, montrant en toutes choses, et principalement dans les petites, un zèle et une complaisance inépuisables. M. Hilger par ici, M. Hilger par là. J'entendais prononcer son nom tout le long du jour et je finis par répéter, à l'exemple de ma maîtresse : « M. Hilger est si commode ! » A peine savions-nous qu'il avait une femme et une fille quelque part. Un beau matin, il s'installa chez nous et devint comme notre factotum.

Claudia (je ne pouvais m'accoutumer à l'appeler autrement) n'accordait aucune attention aux jeunes hommes ; et si elle eut une préférence désintéressée, ce ne fut pas comme les autres filles de théâtre : l'on reconnut dans son choix la marque d'une bonne éducation.

Des hommages qu'elle avait reçus jusque-là, il n'en n'était pas qui lui eussent été plus agréables que ceux de M. de Chèvreval. A la vérité, ce gentilhomme était sur le retour, mais il avait des manières incomparables qui sont perdues aujourd'hui et qui étaient celles

de l'ancienne société. Quiconque a connu ce mélange d'extrême naturel et d'extrême politesse a l'impression de ne plus coudoyer que des malotrus. C'est surtout avec les femmes que les façons de M. de Chèvreval étaient belles à voir, car elles joignaient aux apparences du respect et à des égards délicats une telle certitude de vaincre qu'on ne pouvait assister à plus belle partie. M. de Chèvreval avait à Paris une situation unique. Ayant, depuis longtemps, dévoré son patrimoine, il apprenait aux jeunes gens à manger le leur. Dans son petit appartement, orné d'un portrait du comte de Chambord, de deux pistolets qui avaient servi à un duel célèbre et de quelques beaux meubles, restes d'une ancienne opulence, il vivait d'un chou et d'une rave. Grâce à l'emploi judicieux de ses maigres ressources, il lui restait assez pour figurer dans la vie parisienne. C'était lui qui donnait au plaisir la note du bon ton. Et si ses opinions légitimistes lui interdisaient d'aller aux Tuileries, il fixait l'attention des souverains eux-mêmes. L'impératrice avait été assez bonne pour s'inquiéter un jour de savoir si la petite pension que lui faisaient des parents de province était servie régulièrement.

En distinguant Claudia, M. de Chèvreval la consacrait. Il se fit l'ordonnateur de ses fêtes. Par lui l'hôtel de la courtisane devint le rendez-vous de tout ce qu'il y avait d'élégant dans Paris. C'était une faveur d'être prié à ses soupers et j'eus le plaisir de voir là des gens du monde et des gens de lettres, des hommes politiques et des diplomates, si bien que le second Empire tout entier passa sous mes yeux.

Pardonnez-moi cette naïveté ou cet orgueil, mais je me sentais toujours enclin aux grandeurs. J'aimais la conversation de M. de Chèvreval et je m'instruisais par lui dans la généalogie. J'admirais la manière qu'il avait d'abattre son monocle. Je goûtais aussi ses opinions. J'avais vu jusque-là des Français qui aimaient l'Italie ou la Pologne. Il me parut distingué d'être du parti de l'Autriche. M. de Chèvreval avait été tenu sur les fonts baptismaux par le prince de Metternich et il parlait avec vénération de son parrain. Souvent s'adressant à moi, il me disait que je lui rappelais ce grand politique qui, réfugié à Bruxelles après sa chute et dégoûté du monde, n'avait plus voulu d'autre société que celle d'un perroquet. Parfois, devant Petrus Dufour, toujours à ses amers souvenirs, et devant M. Hilger, qui ne perdait jamais un mot, il développait ses conceptions. Il déplorait au même titre Solférino et Sadowa et ses paroles ranimaient une flamme chez le père de Claudia qui protestait vaguement, tandis que M. de Chèvreval répliquait avec une dignité ironique : « Mon cher monsieur Dufour, l'Italie est une perfide sirène.

Elle porte malheur. Rappelez-vous toujours ce que M. de Metternich a dit de l'Empereur Napoléon : il est heureux, mais il périra sur l'écueil italien. »

Nous entrions dans l'année où Claudia, la vie parisienne, le régime et votre pays, devenu le mien par adoption, connurent leur apogée. On a dit que Paris fut, par l'Exposition, l'auberge de l'Europe. Claudia était une de celles que faisait le mieux valoir le bouchon. Il vint jusqu'à des têtes couronnées. C'est alors que M. de Chèvreval prit de l'importance, tandis que, d'autre part, l'occasion de se révéler fut fournie à M. Hilger.

Un jour, je vis de grands apprêts pour un de ces soupers dont notre gentilhomme-servant était l'âme et qu'une sorte de légende entourait. La maisonnée parlait mystérieusement d'un invité nouveau qu'on appelait l'archiduc. J'étais curieux de connaître ce personnage dont le titre n'était pas ignoré d'un ancien familier des Tuileries. Il vint, conduit par le filleul du prince de Metternich, et je fus heureux de revoir des révérences, une étiquette dont l'altesse, bon enfant, voulut bientôt qu'on se dispensât. Si M. de Chèvreval était admirable dans le rôle, pour lequel il semblait né, de chef du protocole et d'introducteur des Habsbourg, Claudia, de l'avis unanime, réussit à se surpasser. Elle ne laissa pas partir l'archiduc qu'il n'eût envie d'être encore invité.

La présence de l'archiduc allait changer beaucoup de choses dans la maison. Je puis dire que nous étions devenus officiels. Sans rien abdiquer de ses doctrines, M. de Chèvreval fréquentait maintenant les ministères. Il était réservé, mystérieux et donnait à Claudia de véritables instructions où revenait souvent le mot d'alliance. L'argent coulait à flots chez nous et ne tenait pas seulement aux libéralités de l'archiduc qui, du reste, faisait très bien les choses. Les fonds secrets se répandaient aussi. Bref, nous collaborions à une entreprise par le succès de laquelle la face de l'Europe pouvait être changée, et, comme M. de Chèvreval, je me sentais plus important.

On ne remarquait pas assez l'espèce d'inquiétude qu'en éprouvait M. Hilger. Le bottier factotum qui, sans en avoir l'air, écoutait toujours de toutes ses oreilles, marquait de la présence de l'archiduc une vive contrariété, plus vive encore lorsque la satisfaction de M. de Chèvreval révélait que notre grande affaire était en bonne voie. Toujours attentif et obséquieux, M. Hilger prenait une assurance qui n'échappait pas à mon regard observateur. Sa modestie me semblait moins naturelle et, je ne sais pourquoi, il me parut que lui non plus ne devait pas manquer d'argent.

Nous touchions au port et l'archiduc, esclave de Claudia, était

gagné à la cause de l'alliance lorsqu'un jour M. Hilger, rendant quelques comptes à ma maîtresse, lui parla de nouveaux visiteurs illustres qu'avait attirés l'Exposition et du désir que l'un d'eux avait de l'approcher. Claudia ne prêta d'abord qu'une oreille distraite à ces propos. M. Hilger revint à la charge. Il peignit celui qu'il appelait avec respect M. le comte comme un personnage utile à connaître et intéressant à tous les égards. A l'appui de ses dires, il apporta bientôt un écrin qui enfermait deux pierres de toute beauté. Claudia, je rougis de l'avouer, ne résista pas à la tentation. Elle se prêta au rendez-vous que M. Hilger se chargeait d'arranger en recommandant qu'elle eût soin, sur toute chose, que l'archiduc n'en sût rien et M. de Chèvreval moins encore.

Il vint un gros Prussien, vulgaire et jovial, dont le principal souci ne me parut pas être les plaisirs de l'amour. Il avait peu de savoir-vivre. Sa conversation manquait de grâce mais il l'égayait parfois d'une brutalité savoureuse. Il posait à Claudia des questions pesantes qui me gênaient moi-même et auxquelles elle répondait avec son aisance ordinaire et la facilité qu'elle avait de se mettre à tous les tons. Le comte voulut savoir comment elle se tirait d'affaire dans sa vie compliquée de courtisane. Amusée et mise en confiance, Claudia répondit que depuis longtemps, chaque matin au réveil, elle avait l'habitude de s'asseoir sur son lit, puis, la tête entre ses mains, de récapituler l'emploi de cinq ou six journées d'avance et d'en voir, pour ainsi dire, toutes les heures. Le comte parut extraordinairement réjoui d'apprendre une recette qui, disait-il, devrait être inscrite en lettres d'or dans le cabinet des ministres et hommes d'État dont les occupations étaient aussi variées et aussi nombreuses que celles de Mme de Saint-Germier. Mis en veine de confidence et de cynisme, il raconta à son tour qu'un de ses procédés infaillibles était de dire de temps en temps la vérité, ce qui passait pour une boutade. Alors on ne le croyait pas. Il avait le bénéfice de cette incrédulité et, plus tard, le mérite de la franchise. Claudia dit que c'était un fort bon système, qu'elle l'avait déjà appliqué, mais qu'à l'avenir elle s'en servirait plus souvent.

Je n'aimais pas cet homme au gros rire qui fut tout de suite avec Claudia dans une sorte d'harmonie naturelle. Je vis bientôt qu'ils s'entendaient comme larrons en foire aux dépens de mon cher M. de Chèvreval. Le comte parut d'ailleurs rarement. M. Hilger, bien stylé, donnait les instructions à sa place. Par des propos négligemment jetés, Claudia répandait le doute dans l'esprit de l'archiduc. Elle le dégoûtait d'une alliance dans laquelle votre pays n'eût apporté qu'une aide fragile au sien. En même temps, elle se faisait capricieuse,

comme si elle eût été la France elle-même sur qui on ne pouvait pas compter.

Le pauvre archiduc n'y comprenait rien. Mais il se refroidissait à vue d'œil pour Claudia et pour l'alliance. Cependant M. Hilger surveillait ce manège. Il le dirigeait et le nourrissait aussi. Le petit bottier, qui trottait toujours modestement, faisait maintenant des opérations de Bourse, où, par un étonnant hasard, il ne cessait pas d'être heureux. Il semblait posséder des secrets sûrs et parfois il associait Claudia à ses fructueuses combinaisons. J'ai assisté par lui aux origines d'une grande fortune. Cela me parut si facile et si simple que je me demande pourquoi il en est parmi vous qui manquent de ce papier que d'autres amassent comme s'il se multipliait tout seul entre leurs doigts.

Certains hommes ont le don d'attirer l'argent, de même que certains connaissent l'art de charmer les oiseaux. Il en est au contraire qui le mettent en fuite et chez lesquels il ne semble même pas qu'il consente à rester. Mais ces mystérieuses images, qui sont le signe de la puissance, transforment ceux qui s'en assurent la possession. De même que le papillon sort de la chenille, je vis s'opérer une merveilleuse métamorphose. M. Hilger prenait, sans qu'on sût pourquoi, de l'autorité. Il en prenait sur Claudia et sur M. de Chèvreval lui-même. L'auréole de la richesse brillait à son front et pour cette raison, les paroles qu'il prononçait revêtaient un caractère d'oracles. M. Hilger était maintenant si riche que non seulement Claudia fut à lui, mais qu'étant venu le dernier il régna bientôt seul dans sa maison. Ma belle maîtresse prenait de l'âge. Il était temps pour elle de faire une fin.

Il y avait longtemps que l'archiduc avait disparu, et M. de Chèvreval avait assisté au naufrage de son grand dessein. Inutile et vaincu, il restait dans la maison somptueuse comme on l'y gardait, c'est-à-dire par habitude. Parfois, ombre qui rencontrait une autre ombre, il échangeait quelques mots avec Petrus Dufour.

— Et votre Italie? demandait comme autrefois le vieux gentilhomme. A quoi le lamentable amant de la comtesse Moncherino retrouvant la force d'un sarcasme suprême, répondait :

— Elle va, mon Dieu, aussi bien que votre Autriche.

Le dialogue de ces deux ruines avait quelque chose de sinistre. Et sur un des rythmes bouffons du musicien au mauvais œil, je scandais parfois, quand j'étais seul dans la vaste galerie : « Cela finira mal, finira mal, finira mal. » Cependant, il s'en fallut de peu que cela ne finît très mal aussi pour moi.

CHAPITRE VII

QUI, PAR UN TOURBILLON D'ÉVÉNEMENTS TERRIBLES, ABOUTIT A LA FORTUNE D'UN ÉPICIER

Un certain mois de juillet, M. Hilger, ayant réussi le plus beau de ses coups de bourse, éprouva le besoin de respirer l'air du pays. Quelques jours plus tard, Claudia s'en alla aux eaux non sans avoir commandé de tout ranger dans la maison qui resta sous la garde de Joseph le maître d'hôtel. Ces départs ressemblaient à des fuites. J'eus une impression sinistre de la solitude où je demeurais et encore une fois je fus envahi de pressentiments.

Sur mon perchoir doré je repassais les trente ans de ma vie déjà pleine d'aventures. Je songeais au nombre et à la grandeur des événements qu'il avait fallu pour que je fusse là, à la diversité des personnes que j'avais rencontrées, à toutes celles qui avaient disparu, à l'écoulement rapide des choses, et je me disais que la figure de ce monde passe. Je pensais aussi à ma perruche et je commençais à désespérer de la revoir. Car il me semblait démontré que deux perroquets inhumainement séparés l'un de l'autre pourraient vivre un siècle à Paris sans jamais croiser leurs routes.

Rien ne se prend plus vite que l'habitude de la société et il est dur de descendre du salon à l'office. Je dus me contenter de la compagnie de Joseph, qui était sans doute stylé, mais dont les goûts sentaient la canaille. Il avait coutume d'aller au café et même, pour étonner ses amis, il m'y mena un jour.

Tous les soirs, avant et après le dîner, d'un bout de la France à l'autre, dans les villes et dans les villages, des millions de citoyens se rendent à ces tavernes. Ils y remuent des cartons coloriés, couverts de crasse et tachés de graisse. Ou bien ils dessinent de longs chemins avec de petits morceaux d'os marqués de points noirs. Ou bien encore ils agitent des dés dans un cornet et déplacent des ronds sur des planches quadrillées. Tels sont les exercices intellectuels du peuple français dans sa portion la plus nombreuse et la plus influente.

C'est là que je fis la connaissance d'Hyacinthe Godard qui devait un jour me sauver la vie. Ce personnage effronté, qui portait une vilaine barbe mal plantée à son menton, m'accueillit par des quolibets de mauvais goût. Il ne manqua pas d'y mêler les farces qui courent le monde et par lesquelles le vulgaire tente de ramener à sa bassesse la noble famille des psittaques. Je sus que ce Godard

tenait épicerie dans le quartier et je compris pourquoi les artistes et les hommes du monde que j'avais fréquentés jusqu'alors employaient le nom d' « épicier » comme le dernier terme du dédain.

Cependant l'assistance cessa bientôt de s'occuper de moi et se mit à remuer les cartons graisseux tout en parlant des événements du jour. Ces hommes étaient très excités quand le nom de Bismarck revenait dans leurs propos et Joseph causa une grande sensation lorsqu'il raconta comment et en quelles circonstances il avait vu chez nous le gros Prussien qu'on appelait Monsieur le comte. Le maître d'hôtel était vaniteux. Jouissant de son effet, il raconta toute l'histoire sans omettre un détail. Inconscient de son imprudence, il ne prévoyait pas les ennuis qu'allait nous attirer son indiscrétion. Comme il avait fini par élever la voix, un joueur de dominos, à la table voisine, s'écria que la Saint-Germier était une espionne et qu'il fallait en finir avec les traîtres et les vendus. Quand Joseph comprit le mal qu'il avait fait, il était trop tard pour rattraper ses bavardages pernicieux.

Il rentra avec moi, qui, plus perspicace, étais encore plus inquiet que lui. Je ne doutais pas que, par les hommes du café, l'affaire de Claudia ne dût, le soir même, être connue de toute la ville. Mes anxiétés s'accrurent lorsque je remarquai que nous étions suivis par un autre joueur et son camarade qui n'avaient rien dit pendant cette scène mais qui avaient écouté attentivement. Lorsque nous fûmes entrés dans la maison, je les vis se promener quelque temps sous nos fenêtres et, les jours suivants, il en revint d'autres qui leur ressemblaient comme des frères. Je ne puis dire avec quel malaise je sentais l'œil de la police peser sur moi bien qu'elle fût là surtout pour nous protéger.

Il y avait dans l'air cette électricité qui précède les grands événements. Les gens ne se possédaient plus. On s'arrachait les journaux. On disait partout : « C'est la guerre ! » Un soir nous entendîmes de loin une grande rumeur. Bientôt un cortège qui occupait tout un côté de notre avenue s'approcha. Cette foule chantait un hymne que je n'avais pas entendu depuis de longues années mais qui ne cessait de promettre aux Français, avec une incroyable assurance, que le jour de gloire était arrivé. De temps en temps, le cri « A Berlin ! » coupait les strophes belliqueuses. Mais, arrivés devant notre demeure, quelques-uns des enfants de la patrie la désignèrent avec des gestes violents. On cria alors : « A bas l'espionne ! A bas les traîtres ! » et des pierres vinrent briser nos carreaux.

Nous étions exposés à des sévices plus graves si une police vigi-

lante et tutélaire n'avait défendu notre porte. Toutefois, Joseph était plus mort que vif. Le lendemain, il décida de quitter Paris, et, fort embarrassé de ma personne, quoique je fusse bien moins indiscret que lui, il décida de me mettre en pension chez Hyacinthe Godard. Le jour même j'y fus porté.

L'enseigne de la maison révélait le goût dominant de son maître. C'était un rébus, ce cousin du calembour. On y voyait un homme grossièrement peint qui, armé d'une scie, coupait une tige de blé. En grosses lettres d'or, on lisait au-dessus de cette image : « A l'épi scié, ancienne maison Pruvelot, Godard successeur. » La vue de ce ridicule portique, qui annonçait l'esprit du lieu, m'aurait rendu triste jusqu'à la mort si, dans la boutique aux aromates, le parfum de la cannelle ne m'eût réconforté. Mais les satisfactions matérielles compensaient mal les dégoûtantes familiarités que prenait avec moi mon propriétaire nouveau.

Hyacinthe Godard continuait son commerce avec bénéfice au milieu d'une émotion publique dont il prenait sa juste part. Avec le poivre et le sucre, il débitait au client des nouvelles qui étaient invariablement excellentes pour nos armées. Un jour, un de nos généraux avait franchi le Rhin. Un autre jour, les cavaliers du roi de Prusse étaient tous tombés dans une carrière. Ces informations étaient farcies de patriotiques jeux de mots par l'épicier qui, d'avance, fêtait la victoire avec la bonne, tandis que l'épouse légitime, siégeant au comptoir, y méditait ses affronts.

Zoé Godard, née Pruvelot, me rappelait Eugénie. C'était une aussi triste créature et seulement plus maniérée. Sa cinquantaine était sèche et sans grâce. Ses lèvres pincées, d'où sortaient des paroles méprisantes, ses gestes, ses regards, tout en elle était reproche et acrimonie. Elle se regardait comme la victime de l'injuste sort qui l'avait rendue compagne de l'épicier auquel son père l'avait cédée avec le fonds. Asservie par la caisse et la passion de compter les profits, l'épouse ne pouvait se venger de ses outrages que par les mines de son dédain. Le dégoût que lui inspirait Godard me l'eût rendue sympathique, n'eût été la haine égale que lui causait l'obligation de me nourrir, ce qui révélait une nature dénuée de poésie.

. . . .

Dans l'arrière-boutique où le ménage prenait ses repas sur une toile cirée qui représentait les scènes principales de la Révolution française, Zoé, un jour ne se contint plus. L'épicière offensée s'écria que c'en était trop et que Virginie devait à l'instant franchir le seuil de la demeure. Une dispute atroce suivit où Godard, au comble

de la fureur, se levant tout à coup de sa chaise, saisit sa femme par les cheveux. Une perruque filasse resta comme un trophée entre ses mains. Un crâne plus chauve qu'un œuf apparut. Tandis que Zoé s'efforçait de cacher cette nudité ridicule et que Virginie ricanait, Godard, sûr de son effet, hurlait en agitant le scalp :

— Vas-tu te taire, vieille tondue?

Cette scène, aussi horrible que burlesque, reste associée dans ma mémoire au grand événement qui s'accomplit le même jour. Tandis que Zoé, ayant rajusté sa perruque, dévorait sa honte à la caisse et que l'épicier jouissait de sa victoire, des bruits sinistres se répandirent à travers la ville. Le jour de gloire que l'hymne promettait aux enfants de la patrie n'était pas arrivé. L'armée avait capitulé en rase campagne. Le prince qui avait refusé un portefeuille à M. Hugo avait rendu son épée au roi des Prussiens. Et il me parut évident que, sans les noires intrigues de Claudia et de M. Hilger, tous ces malheurs ne se seraient pas produits.

J'en étais là de mes réflexions lorsque je vis Hyacinthe Godard occupé à enlever des lettres qui, sur les glaces de son magasin, annonçaient au client qu'il fournissait de gruyère et de chocolat une altesse impériale. D'autres citoyens se livraient ardemment au même labeur, grattant les aigles et les abeilles de tous les monuments publics et privés.

Godard, qui avait fort chaud, achevait d'effacer les traces d'une recommandation devenue compromettante et il en rangeait avec soin les signes dorés qui pouvaient à l'occasion resservir, lorsqu'un vieillard entra dans l'épicerie. Sa tenue ne manquait pas d'une certaine dignité. C'était M. Pruvelot, beau-père et prédécesseur. Il manifestait l'émotion la plus vive. Il annonça avec consternation que la République venait d'être proclamée et il reprocha à son gendre d'avoir déjà fait disparaître les marques de la confiance dont un membre de la famille régnante honorait la maison. Mais Hyacinthe Godard fut cynique.

— Que voulez-vous, dit-il. Quand on est dans le bocal !...

C'était une de ses expressions favorites. Elle voulait dire ce jour-là qu'un citoyen qui vend des cornichons n'est pas libre de choisir ses opinions philosophiques.

— Godard, répondit sévèrement M. Pruvelot, si vous êtes dans le bocal, sachez que je n'y ai jamais été. Sachez aussi que je ne suis pas républicain et que je ne le serai jamais. Les événements nous préparent de sombres jours. Dieu veuille que nous ne revoyions pas pire qu'en 1848 !

Je me souvenais aussi de cette terrible époque, et M. Pruvelot

eut mes suffrages. Il relevait dans mon estime la corporation épicière. Cependant Hyacinthe Godard se plut à contredire le père de la chauve Zoé et à tourner ses craintes en dérision. Ils se disputèrent sur le tribun Gambetta, dont le nom, prononcé par l'un avec emphase, faisait horreur à l'autre. Et Godard, patriote et républicain, assurait que ce grand homme était sorti d'une épicerie pour sauver la France, comme Jeanne d'Arc autrefois de la maison d'un laboureur.

Dès qu'il fut seul, il passa aux choses sérieuses. Il commanda de grandes quantités de lard, de harengs saurs, de riz, de haricots et d'autres produits alimentaires qu'il entassa discrètement dans tous les espaces libres de sa demeure, depuis la cave jusqu'au grenier, comme pour se préparer à soutenir un siège ou à traverserr les jours de famine d'une révolution. Partout, comme Pélion sur Ossa, des caisses s'empilèrent. Le lit de Zoé fut resserré entre des montagnes de marmelade et de morue sèche, de même que le grabat de Virginie. J'habitai moi-même au fond d'une vallée odorante. Le versant de cacao me semblait une nouvelle Espagne et le versant de café une Arabie.

Au milieu de ces aménagements, les mauvaises nouvelles se succédaient. La fortune nous était contraire et nul ne parlait plus d'aller à Berlin. L'armée ennemie se rapprochait de jour en jour et commençait d'investir la cité. Une angoisse m'étreignait et j'enviais silencieusement ceux qui avaient pu fuir. Quant à Hyacinthe Godard, il s'étourdissait de ses propres paroles et de l'espoir d'un gain fabuleux. M. Pruvelot reparaissait quelquefois, toujours digne et sévère, vouant à l'exécration le nom de Gambetta et celui de la République et annonçant que toutes les calamités allaient fondre sur nous.

Il me manquait d'avoir vu un siège. Celui de Paris me montra avec une grande force comment l'héroïque peut se marier au bouffon. Il n'était pas d'idée saugrenue qui ne trouvât créance dans ce peuple malheureux privé de communication avec le dehors. Le goût de la déclamation reparaissait aussi et, comme à toutes les grandes heures de votre histoire, les gens péroraient sans fin. La boutique de l'épicier était elle-même le théâtre de scènes touchantes ou burlesques. On y parlait de la sortie en masse. On écoutait avec ferveur un voisin, M. Félix Lestar, auteur dramatique, ingénieur marron, orateur et publiciste qui avait inventé une machine capable d'exterminer l'armée prusienne en deux heures et que l'état-major éconduisait par jalousie.

— En deux heures, répétait M. Félix Lestar. Et il étalait ses

épures sous les yeux de Hyacinthe Godard qui accusait le général Trochu de repousser cette invention admirable pour ne partager avec personne la gloire de débloquer Paris, comme le promettait son fameux plan.

Cependant les subsistances devenaient rares. On commençait à faire queue aux portes des magasins. Et Hyacinthe Godard, affichant une austérité républicaine, répétait en débitant sa marchandise les formules sonores dont les Parisiens étaient nourris.

— Égalité pour tous, disait-il. Le brouet noir comme à Sparte.

En secret, avec une sage lenteur, il écoulait à des prix toujours plus élevés ses provisions illicites. Et le bruit ne tarda pas à courir dans le quartier qu'il accaparait les vivres. Mais il répondait à ces soupçons en redoublant de civisme et en exhibant la machine de M. Félix Lestar.

Puisqu'il était écrit que je devais subir le siège, je n'étais pas trop mal tombé. Partout on se repaissait de chiens et de rats, tandis que Hyacinthe, Zoé, Virginie et moi-même ne manquions de rien. Je m'abandonnais à cette demi-quiétude qui est assez douce au milieu des malheurs publics, lorsqu'un matin l'épicier, lisant son journal, annonça que les animaux du Jardin des Plantes allaient être livrés à la consommation. Dépecés, mon frère l'éléphant et ma sœur la girafe serviraient de pâture aux Parisiens affamés. Godard fut d'avis qu'on n'épargnerait pas les perroquets. Il en fit toutes sortes de farces et, déclarant que j'étais comestible, mit aux voix la question de savoir si je serais bouilli ou rôti.

La cruelle Zoé entra tout de suite dans cette facétie horrible. Estimant que je coûtais cher à nourrir, elle opina que les bouches inutiles devaient être supprimées. D'ailleurs elle avait entendu dire que les kakatoès avaient la chair aussi tendre qu'un poulet, volaille de plus en plus rare et qui coûtait cent francs pièce, quand il arrivait encore d'en trouver. Pleine d'enthousiasme, accumulant les détails et les précisions, elle décida que je serais mangé en famille le prochain dimanche et que M. Pruvelot serait invité.

Plus barbare que celui de Thyeste, ce festin réjouissait d'avance l'épicière. Alors, passant de l'alarme à la fureur et ne me possédant plus, je m'élançai sur elle, je labourai ses épaules de mes griffes, et, après avoir arraché sa perruque de mon bec puissant, je m'écriai, comme je l'avais entendu dire à son époux :

— Vas-tu te taire, vieille tondue !

A ces mots, et tandis que Virginie fuyait pour cacher son fou rire, la gaieté de Godard fut si forte qu'il s'en tint longtemps les côtes. Et comme sa femme, altérée de vengeance, menaçait de

m'égorger sur-le-champ, il étendit sur moi une main secourable et défendit qu'il fût attenté à mes jours. Ainsi cet épicier cupide, qui ne craignait pas de s'enrichir des désastres de la nation, était capable de générosité, pareil à ces despotes qui, pour un mot d'esprit, accordent la grâce d'un condamné à mort.

L'aventure avait bien tourné, quoique j'eusse couru grand risque de rendre mon cas plus grave. Et si j'avais flatté Godard dans ses parties les moins nobles, c'était sans calcul et par un mouvement irréfléchi. Néanmoins je sus gré à l'épicier de m'avoir arraché à la casserole. Je me promis de le payer de retour et de lui prouver ma reconnaissance si l'occasion s'en présentait.

A peine étais-je remis de cette alerte que j'eus à passer par d'autres émotions. J'avais fini par oublier les Prussiens, et mon maître, tout à l'ivresse de vendre sa marchandise avec un énorme profit, les oubliait presque autant que moi lorsqu'ils se rappelèrent à nous de la manière la plus importune. Cent fois le jour, des coups violents déchiraient l'air. Des obus, semant la mort, éclataient de toutes parts. Un jour l'un d'eux tua une femme devant la boutique, à trois pas de M. Félix Lestar qui entrait chez nous à ce moment-là.

— Les misérables ! s'écria-t-il.

Et il ne parlait pas des artilleurs de M. de Bismarck mais de Trochu et de son état-major. Car il ajouta aussitôt :

— Les vendus !

En deux heures, avec sa machine, il aurait obligé le roi de Prusse à tourner casaque. Mais personne ne voulait l'entendre. On sacrifiait le peuple dont le jour allait tout de même venir. Et, laissant sa machine, il exposa un autre plan, celui d'un gouvernement vraiment révolutionnaire. Il l'appelait la Commune. Et la Commune obligerait les criminels à rendre des comptes. Elle redresserait tous les torts.

Hyacinthe Godard acquiesçait mollement et je sentais que ce mot de Commune lui faisait peur. Mais il n'avait pas la conscience pure. Il supputait les sommes qu'il avait gagnées par son commerce clandestin, celles qu'il gagnerait encore et qui lui permettraient, après fortune faite, de se retirer des affaires. Cette idée lui donnait le courage de braver le bombardement. Elle lui enlevait celui de contredire Félix Lestar. Au surplus, par ces temps troublés, et quand on était dans le bocal, la prudence conseillait d'avoir des amis partout. Félix Lestar était une bonne caution auprès de la démocratie. Cette pensée enhardit cet homme sans scrupules au point qu'il se mit à vendre ses dernières boîtes de conserves au poids de l'or.

L'affreux siège touchait à sa fin et l'avidité de Godard en était accrue. Un jour, il exigea un tel prix d'un peu de jambon qu'une femme le suppliait de lui vendre pour son enfant malade que la malheureuse sortit, hors d'elle-même, accusant l'épicier d'affamer le pauvre monde. Elle eut tôt fait d'ameuter le quartier. Des gens de mauvaise mine s'attroupèrent, huant l'accapareur. Quelques-uns des plus exaltés entrèrent dans la boutique, prêts à faire un mauvais parti à Godard balbutiant et blême, tandis que Zoé défaillait au comptoir.

Je reconnaissais les prologues de la révolution et je n'en augurais rien de bon pour l'avenir. Toutefois, j'avais acquis l'expérience des époques agitées. Je savais comment il convient de parler au lion populaire. Et comme l'un des plus violents parmi les envahisseurs menaçait Godard de la colère et de la justice du peuple, je me souvins du vocabulaire de Félix Lestar et je criai éperdument : « Vive la Commune ! »

La servante Virginie, qui, seule avec moi, n'avait pas perdu la tête, comprit mon astuce. Elle représenta aux manifestants qu'ils étaient chez un honnête patriote, un ardent républicain dont le zèle était attesté par son perroquet, irrécusable écho de ses convictions généreuses. La foule fut ébranlée. La judicieuse distribution de quelques victuailles fit le reste. Notre sang-froid et notre reconnaissance avaient sauvé la maison.

Cependant Godard ne dormait plus. Il se voyait tantôt écharpé pour crime d'accaparement, tantôt recherché comme complice des communards. Dès que l'armistice le permit, il se munit d'un laissez-passer, mit son magot en lieu sûr, et, suivi de Zoé, se réfugia en province, me laissant avec le commerce des épices sous la garde de Virginie.

JACQUES BAINVILLE.

(*A suivre.*)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LA LEÇON DE GENÈVE

Si les auteurs de Locarno avaient simplement reconnu la possibilité d'établir une politique d'entente avec l'Allemagne en y mettant le prix, ils auraient découvert une fois de plus l'Amérique. L'originalité de la conception est de prétendre obtenir de la manière douce l'acceptation des rigueurs du traité de Versailles, de combiner le maintien intégral du nouveau statut européen réalisé au détriment du Reich avec le maintien de la sécurité fondée sur la collaboration d'une Allemagne satisfaite. C'est là qu'il faut en revenir toutes les fois que l'on doit apprécier une expérience du système. Les faits répondent-ils aux prévisions?

Tout contribue à donner à l'épreuve de Genève un caractère particulièrement concluant. Le problème de la sécurité s'y présente sous les aspects les plus variés. Le moment est-il venu de constater que l'Allemagne a pleinement exécuté les clauses militaires du traité? Peut-on mettre un terme au régime de contrôle interallié qui doit être maintenu aussi longtemps que les conditions de désarmement ne sont pas remplies? Comment fonctionnera le mécanisme d'investigation de la Société des Nations qui doit apporter une garantie permanente contre le retour des préparations d'agression? Convient-il d'appliquer un régime spécial à la zone démilitarisée du Rhin?

A tous ces points d'interrogation qui ne peuvent être esquivés s'en ajoutent de plus troublants encore. Il y a dans le monde d'autres

éléments de préoccupation qui ne procèdent pas directement de la combinaison Versailles-Locarno, qui s'y rattachent pourtant parce qu'ils affectent les rapports des puissances. Aveugle qui ne voit pas que la bonne volonté allemande ne saurait aller jusqu'à résister à la tentation de diviser les anciens alliés et de rompre l'équilibre.

Précisément, à la veille de la réunion de Genève, on a vu se manifester des perturbations de ce genre. Des malentendus ont éclaté entre la France et l'Italie. Il y a plusieurs mois déjà, nous avons mis en garde contre cette crise, que l'on voyait venir, en disant qu'à défaut de l'entente cherchée avec la France, M. Mussolini serait entraîné par le jeu de bascule traditionnel de l'autre côté des Alpes. De même, à défaut d'un accord méditerranéen, l'Italie devait subir l'attraction de l'aimant balkanique. Les invites à Berlin et le pacte de Tirana n'ont pu surprendre que ceux qui se sont mis un bandeau sur les yeux.

Le réveil de l'Adriatique ne s'est-il pas manifesté dès l'ouverture de la liquidation de la guerre? Naguère, pour éviter de s'affronter dans la mer « amarissime », les Savoie et les Habsbourg n'avaient trouvé de meilleur expédient que l'alliance. C'est vers la même solution que l'Italie et la Yougoslavie ont paru s'orienter après l'alerte de Fiume. Quelle a été la première manifestation de la diplomatie fasciste? Offrir aux Serbes un règlement que M. Nintchitch a eu la sagesse d'accepter. Les accords du 27 janvier 1924 n'enlevaient pas seulement la douloureuse épine de Fiume, ils amorçaient une politique d'étroite collaboration. Des conventions complémentaires étaient signées à Nettuno en juillet 1925. Soudain la roue tourne. Les mois passent. Belgrade ne ratifie pas les accords de Nettuno. Au début de mars dernier, avant l'Assemblée de Genève, M. Nintchitch passe à Rome. M. Mussolini, qui vient de prononcer le retentissant garde à vous du Haut Adige, propose une véritable alliance défensive. Le ministre yougoslave préférerait une combinaison moins accentuée et surtout une entente à trois avec la France. Il vient à Paris, juste le temps de se voir proposer un pacte analogue à ceux que le gouvernement français a conclus avec les Polonais et les Tchèques et pour assister à une chute de M. Briand. J'ai rarement vu un homme plus troublé que le ministre yougoslave en face de la révélation brusque de la fragilité de la politique française, balancé entre les instances de la Consulta et les réticences du Quai d'Orsay. Tout cela aboutit, après l'Assemblée de mars, à un projet de pacte franco-serbe rédigé mais tenu en réserve. M. Nintchitch refuse prudemment de s'engager avant que la situation soit précisée du côté de l'Italie.

Elle s'est précisée et de quelle manière ! Trouvant porte close à Paris, M. Mussolini s'est tourné vers Berlin. Au projet de pacte franco-serbe, il a opposé le coup de Tirana. Combinaison bien caractéristique. Les Puissances n'ont rien à dire puisque, dès 1921, la conférence des Ambassadeurs a reconnu les intérêts particuliers de l'Italie en Albanie. Ceux qui peuvent se plaindre sont les Serbes, qui perdent à la fois les avantages de l'accord avec l'Italie et ceux de l'installation à Tirana d'une de leurs créatures, Ahmed bey Zogou. La démission de M. Nintchitch souligne la double faillite. Échec dont la France subit directement la répercussion. Pour être demeuré confidentiel, le pacte franco-slave n'en a pas moins créé une solidarité que la presse italienne souligne et qui apparaît plus encore dans la parade italo-allemande.

Menace de lutte dans les Balkans, menace de dissolution du bloc allié, tension entre l'Italie et la France allant jusqu'aux mouvements de troupe : il ne manque plus, pour compléter le gâchis, qu'une initiative malencontreuse de M. Chamberlain. Le chef du Foreign Office est un esprit généreux mais un tantinet enclin aux chimères. N'a-t-il pas imaginé de faire intervenir l'Allemagne pour fondre la glace entre Paris et Rome. On ne comprend pas bien ce qui s'est passé à Genève si on néglige ce fait que la préparation de la réunion du Léman a été dominée par la préoccupation de cette conférence à quatre.

La diplomatie française a vu tout de suite le danger de constituer l'Angleterre, et à plus forte raison l'Allemagne, arbitre des relations franco-italiennes. A-t-elle discerné aussi exactement que, pour écarter le danger, il ne suffisait pas de refuser une conférence séparée et de tenir M. Mussolini à l'écart? La conférence à quatre s'est tenue à Genève. La participation de la Belgique et la substitution de M. Scialoja à M. Mussolini n'ont pas modifié sensiblement le caractère insolite d'un aparté qui a littéralement supprimé la session du Conseil.

Le phénomène mérite d'autant plus d'être constaté qu'il a des chances de se renouveler. Quiconque a entendu M. Chamberlain à son passage à Paris garde l'impression très nette que, pour cet homme d'État, la formule du règlement des grands problèmes par un Directoire des grandes puissances ne répond pas seulement à un concours de circonstances, mais à une nécessité permanente. Par cet expédient, l'Angleterre se flatte d'échapper aux inconvénients d'une entente franco-allemande et aux risques d'un conflit franco-italien. Peut-être le concept s'inspire-t-il d'une tradition assez obstinée pour résister aux plus dures leçons. Ce qui est certain, c'est qu'elle supprime pratiquement la Société des Nations. Ce qui est plus grave, c'est qu'elle paralyse toute velléité de résister aux entraînements

de Locarno. Ces deux conséquences sont clairement apparues à Genève.

Impossible de concevoir un escamotage plus complet du Conseil. Condamnés pendant une longue semaine à rester bouche close et même à l'écart du sanctuaire, les délégués secondaires n'ont même pas tenté de chercher une distraction à leur oisiveté ou simplement de rappeler leur existence. Dieu sait pourtant si M. Benès et M. Zaleski ont des raisons de prétendre ne pas être tenus à l'écart d'un débat portant sur l'intention manifeste de l'Allemagne de remettre en question toutes les frontières autres que celle du Rhin. Abstention d'autant plus surprenante que le Conseil entier est logiquement qualifié pour prendre l'affaire en mains.

Quelle était, en effet, la question essentielle de la session? C'était l'organisation du futur régime d'investigation de la Société des Nations qui doit remplacer le contrôle interallié. La suppression même de ce contrôle ne regarde pas Genève, mais la Conférence des Ambassadeurs, seule qualifiée pour constater que le Reich a rempli les clauses militaires du traité. Entre le passé et l'avenir, il n'y a qu'un trait d'union : la nécessité de ne pas supprimer le contrôle d'hier avant d'avoir préparé celui de demain. La transition est scabreuse si l'Allemagne, prise d'un beau zèle, met les Alliés dans le cas d'être obligés de proclamer sa bonne volonté. Par contre, la réserve devient le plus sûr moyen de pression contre l'Allemagne rétive qui escompte les effusions de Genève pour échapper aux rigueurs du Comité de Versailles.

N'est-ce pas exactement ainsi que le cas s'est présenté? Comme par hasard les Puissances s'avisent, à la veille même des conversations de Genève, que de graves irrégularités subsistent dans l'exécution des clauses militaires. On raconte qu'un officier en voyage dans la région des lacs de Mazurie a découvert un réseau d'abris bétonnés de 50 kilomètres qui transforment la région de Kœnigsberg en une base d'offensive contre la Pologne. Du coup, pour ne pas laisser aux continentaux le monopole de la protestation, les Anglais se rappellent que certaines fabrications industrielles permettent la préparation indirecte de la guerre sous-marine.

On peut discuter l'opportunité de ces constatations qui montrent le parti que l'Allemagne a su tirer des adoucissements imposés au contrôle depuis le début de l'ère locarnienne. On peut faire observer très justement que ce n'est pas une politique de prétendre soumettre indéfiniment une grande nation à des servitudes économiques et militaires, que ce n'est pas en tout cas la politique de Locarno. Il n'en reste pas moins que l'Allemagne est accusée formellement

de fraudes au moment même où elle se prépare à réclamer sa libération à date fixe. Elle est prise en défaut. Nous avons donc un moyen de manœuvre, sinon pour maintenir un régime condamné, du moins pour préparer des garanties futures dont l'efficacité ne soit pas limitée à une seule frontière. Nous avons la chance de pouvoir lutter sur le terrain de Versailles qui n'admet pas les distinctions subtiles de Locarno entre l'est et l'ouest. Nous avons cette autre chance que si l'on discute à Genève, la décision est à Paris. Bien loin d'être un inconvénient, comme certains l'ont dit, la manœuvre combinée de la Conférence des Ambassadeurs et du conseil de la Société des Nations peut être efficace, à condition de se retenir sérieusement à l'ancre que l'on a fait mouiller pour retenir contre la dérive.

Que font M. Briand et M. Chamberlain? A peine débarqués à Genève ils se laissent entraîner à promettre à M. Stresemann tout ce que celui-ci demande : révision du règlement d'investigations de la Société des Nations, conformément aux réclamations allemandes ; ajournement de la surveillance permanente de la zone démilitarisée du Rhin. Plus encore, ils prennent l'engagement, dès le 6 décembre, de ne pas se séparer sans avoir fixé la date de la cessation du contrôle interallié. Du premier coup, sans même une tentative de résistance, le câble est lâché à Genève.

En revanche, à Paris, l'ancre tient et même s'incruste. Il est arrivé ce qui était facile à prévoir. Ayant obtenu d'avance toutes les satisfactions futures, les Allemands cherchent à sauver le plus possible du passé. Quel succès s'ils peuvent se dégager du contrôle tout en conservant des moyens d'armement, des forteresses et même en amorçant le recours à l'arbitrage pour l'interprétation des innombrables équivoques du traité de Versailles.

Ainsi s'explique le conflit aigu qui a surgi le 21 décembre entre le général von Pawels et la Conférence des Ambassadeurs. M. Stresemann joue sur le velours. Pour déranger sa manœuvre il ne faut rien de moins qu'un désaveu infligé à M. Briand. M. Poincaré ne peut pas renouveler le coup de Cannes. Tout le lui interdit et son programme intérieur d'union avec les gauches et plus encore le fantôme de « Poincaré la guerre ». Comment, d'ailleurs, pourrait-on troubler la politique de réconciliation au moment même où les couronnes d'olivier du prix Nobel consacrent la solidarité des auteurs de Locarno? Comble d'ironie! Cette consécration intervient le jour même où l'Allemand se fait prendre en flagrant délit de violation des traités, l'Anglais et le Français en flagrant délit d'impuissance à prévenir des armements. Les hommes qui bénéficient de tels paradoxes ont la partie belle. M. Briand ne se gêne pas pour envoyer promener ses

collègues de Paris. Il refuse de remettre en discussion la date de la cessation du contrôle. Tout au plus accepte-t-il de faire endosser une formule qui ne supprime pas du tout les menaces d'arbitrage, mais les tient seulement en réserve. Telle est l'issue de la bataille, chaude mais brève, qui s'est livrée entre le Conseil des ministres de Paris et le Conseil des Cinq de Genève. Bataille de mots et de mots très vifs, mais de mots seulement. Pas un instant la réalité d'un redressement politique n'a été en cause. Dès lors le succès de Genève est assuré.

Les Allemands en ont dressé le bilan avec ostentation. M. Stresemann obtient le dessaisissement radical de la Commission Walsch et la disparition de la Conférence des Ambassadeurs à la date du 1er février. Il paralyse d'avance les futures investigations de la Société des Nations. Les enquêteurs devront respecter les lois allemandes présentes et futures, notamment celle qui punit de dix ans de réclusion toute communication de renseignement militaire à un étranger... L'Allemagne a fait admettre le maintien dans leur état actuel des fortifications de l'Est et des possibilités de fabrication de matériel. La discussion est limitée aux travaux futurs et aux constitutions de stocks. Versailles s'efface définitivement derrière Locarno. La discrimination entre la frontière du Rhin et les autres est confirmée avec une netteté qui provoque les appréhensions légitimes de tous les Polonais sans distinction de partis. Voici donc une nouvelle fissure dans le bloc des Alliés. Ce n'est pas tout, M. Stresemann a trouvé moyen de préparer, à Genève même, un accord avec l'Italie tout en se posant en modérateur des emballements fascistes. C'est du grand art. Il bénéficie également de l'ajournement de la question des sanctions. On n'en a pas soufflé mot à Genève. C'est pourtant une affaire singulièrement délicate. N'a-t-elle pas créé des malentendus continuels entre la France et l'Angleterre? Le contrôle de la Société des Nations est désarmé tant que l'on n'a pas décidé comment les sanctions seront prises. Sera-ce à l'unanimité ou simplement à la majorité du Conseil? La France n'a même pas osé formuler sa thèse. En pareille matière, c'est aller au-devant de nouvelles capitulations.

Avons-nous épuisé la liste des succès de M. Stresemann? Non. Le ministre allemand ne quitte pas Genève sans emporter l'assurance que l'évacuation anticipée de la Rhénanie sera prochainement envisagée. M. Chamberlain a reconnu lui-même qu'on en a parlé. Nous savons ce que cela veut dire. Dans le style locarnien, une conversation, c'est une promesse.

SAINT-BRICE.

LES LETTRES

M. HENRI DEBERLY

L'ATTRIBUTION du dernier prix Goncourt illustre de façon assez caractéristique la crise d'inflation romanesque que de nombreux témoins ont dénoncée depuis plusieurs mois comme un des plus grands maux dont souffre aujourd'hui notre littérature. Deux candidats principaux se sont disputé le prix : M. Henri Pourrat, qui ne l'a manqué que de très peu, et M. Henri Deberly qui a été l'heureux élu. Or, ces deux écrivains, de talents très différents, ne sont, croyons-nous, ni l'un ni l'autre de véritables romanciers, ou, comme on dit maintenant, des romanciers nés. Nous avons parlé naguère de l'œuvre de M. Henri Pourrat assez longuement pour qu'il n'y ait pas à y revenir aujourd'hui (1). C'était justement à propos du livre pour lequel il était candidat au prix Goncourt, le *Mauvais Garçon;* et nous avons tâché de montrer qu'il y a en M. Pourrat un poète, un admirable animateur de légendes et de paysages, mais que dans ses livres, riches de tant de qualités profondes, il est difficile de discerner celles que l'on exige d'un roman. Ces qualités-là, les livres de M. Deberly les possèdent-ils davantage? Nous en doutons ; et nous allons dire pourquoi, en analysant brièvement, non seulement le livre qui lui a valu le prix, mais les principaux de ceux qui l'ont précédé.

*
* *

Une première faute que M. Henri Deberly n'évite pas assez, quoiqu'elle paraisse moins dans son dernier roman, c'est de diriger

(1) Voir *la Revue universelle* du 15 novembre 1926.

de trop près les actes de ses personnages et les péripéties de leurs aventures. La technique du roman a fait l'objet de débats assez copieux pour que nul n'ignore plus qu'un véritable romancier ne mène pas ses personnages où il veut. C'est lui qui est mené par eux. Avions-nous besoin, d'ailleurs, que les romanciers nous fissent voir les coulisses et la machinerie de leur théâtre pour penser que le personnage d'un bon roman doit être aussi indépendant qu'il est possible de l'auteur qui l'a inventé? Selon la loi de crédibilité posée par M. Paul Bourget, le lecteur qui s'abandonne à une fiction romanesque doit trouver les gestes du pantin dont il suit les ébats assez conformes aux réalités de la vie pour oublier les ficelles et celui qui les tire. A plus forte raison ne supporte-t-il pas que le meneur du jeu passe la tête devant le décor pour jeter son mot dans le récit. C'est ce qui est arrivé parfois à M. Deberly. Et il a mêlé ses goûts et ses opinions assez souvent à ceux de ses héros pour qu'il ne soit pas indiscret de parler un peu de lui à propos de son œuvre.

La chronique n'a pas laissé ignorer, au lendemain du prix Goncourt, que M. Deberly est d'excellente et vieille bourgeoisie, enracinée depuis des siècles dans la même province. Il suffisait d'avoir lu trois pages de cet écrivain pour être sûr que ce n'est pas un rustaud. Mais il semble bien que du milieu social dont il est issu, il ait été porté à observer sans indulgence les petits travers. — sinon les grands vices, — plutôt que les aspects sympathiques. De même que M. Mauriac, par exemple, est un catholique qui ne réprime pas des mouvements d'impatience contre certaines disciplines et certaines rigueurs des milieux où il a été formé, M. Deberly est un aristocrate qui s'arrête, pour s'en irriter, à des étroitesses d'esprit ou de caractère qu'il a rencontrées autour de lui. Qu'il le veuille ou non, quand il dresse un personnage de race, l'impeccable distinction qu'il lui donne ne va pas sans quelque ridicule, qu'il note impitoyablement, au détriment de sa noblesse et de sa grandeur. Mais il y a plus ; les principes mêmes, dont a la garde ce conservatoire social qu'est la bourgeoisie, ne sont pas épargnés par M. Deberly, surtout dans ses premiers livres. L'*Impudente* est l'histoire d'une gouvernante qui parvient à évincer de son foyer la mère de l'enfant qui lui a été confié ; mais cette excellente intrigue romanesque se double de la peinture, fort bien faite d'ailleurs, d'une famille où un chef indigne exerce à faux une autorité qu'il dénature au point d'en faire une tyrannie anarchique et odieuse. Dans l'*Ennemi des siens*, l'homme qui mérite ce nom est encore un père de famille ; ses préjugés le rendent coupable, à son insu, des catas-

trophes qui fondent sur sa maison : une de ses filles est séduite et abandonnée, l'autre se suicide pour échapper au déshonneur. Que M. Deberly ait peint des caractères de mauvais pères, des cœurs secs, égoïstes, sans amour, ce n'est pas le reproche qu'on lui fait. Les meilleurs héros de roman n'ont pas, le plus souvent, des âmes séraphiques. Mais on voudrait qu'il ne parût pas les avoir choisis pour céder au plaisir de soutenir une thèse qui serait, en l'espèce, de montrer les tares de toute une classe de la société. Quand il lui arrive en outre, ainsi que nous l'avons noté tout à l'heure, d'introduire dans l'analyse d'un caractère un avis tout personnel sur quelque question politique ou sociale, son crédit de romancier s'en trouve atteint, et nous pouvons nous demander si tout un personnage, tout un épisode n'a pas été composé à seule fin d'étayer un parti pris. Ce qui fournirait un thème excellent à un satiriste, mais ce qui est le pire soupçon qui puisse peser sur une œuvre d'analyse psychologique. Ajoutons que la sévérité de M. Deberly pour certaines faiblesses le pousse parfois à écrire une page qui paraît d'autant plus scabreuse qu'elle est inutile, et qu'elle fait tache dans des livres de très haute tenue.

Cependant, après un troisième roman, *Pancloche*, dont M. Robert Kemp a parlé ici quand il a paru, et où M. Deberly nous montre des gens du peuple qui ne valent pas mieux que ses gens du monde, voici le *Supplice de Phèdre*, le livre couronné par l'Académie Goncourt. La personne de l'auteur en est beaucoup plus absente que des ouvrages précédents. Ce n'est pas son moindre mérite. En outre, M. Deberly y a traité un des sujets qui conviennent le mieux à son talent : un drame très resserré, noué entre un petit nombre de personnages, comme celui qui faisait la valeur de l'*Impudente*. Tous les journaux en ont rendu compte. On sait qu'il s'agit de la légende de Phèdre transposée dans le monde moderne. Hélène Soré est la seconde épouse d'un vieux capitaine au long cours, la jeune belle-mère du fils de celui-ci. Quand elle s'est mariée, c'était beaucoup pour remplacer la mère absente auprès de l'enfant, pendant les voyages du père. Elle l'a vu grandir. Elle a dirigé son éducation. A l'âge où il devient étudiant et où il fait ses débuts dans le monde, le cœur aveugle de la jeune femme ne discerne pas sous l'empire de quel sentiment sa tutelle devient de plus en plus étroite et jalouse. Un jour arrive enfin où la passion qui la dévore éclate à ses yeux et la fait reculer d'horreur. Peu importe comment finira le drame. L'essentiel du roman est là : la transition insensible qui a changé l'affection maternelle en amour incestueux. M. Deberly en a marqué les nuances avec autant de science que d'art. Entre

l'autorité de l'éducatrice et les exigences de l'amante, il a su établir un passage graduel qui rend la formation du monstrueux sentiment plus terrible peut-être que le coup de foudre d'un amour fatal. Aussi ce roman est-il sans doute le meilleur qu'il ait écrit. Pourquoi donc, et ce n'en est pas plus frappant, mainte page où nous admirons l'art du psychologue nous paraît-elle aussi froide? Pourquoi ces personnages, dont les caractères sont non seulement vraisemblables, mais expriment une vérité profondément fouillée, sont-ils si peu vivants? Nous touchons ici à l'un des caractères de l'art de M. Deberly qui s'accordent le plus mal avec la qualité de romancier.

Cet art est tout intelligence, mais il n'est guère que cela. Comme un chimiste soumet un corps aux épreuves de la chaleur ou de l'acide pour en examiner les réactions, M. Deberly fait passer les cœurs de ses héros à travers les réactifs des passions. Certes il n'invente pas plus les circonstances de ses drames que le chimiste ne crée la flamme sous la cornue. Il les emprunte, lui aussi, au monde vivant. Mais les opérations qu'il combine ainsi dans le domaine du cœur semblent moins une peinture de la vie qu'une série d'expériences où l'amour et la haine, l'envie et l'orgueil seraient maniés, dans une atmosphère de laboratoire, par un savant plein d'adresse. Cet analyste du cœur humain observe, il ne crée pas. Il est probable que si on lui demandait d'où il a tiré maint trait révélateur d'un caractère ou d'une passion, il répondrait que c'est un cas qu'il a connu, bien plus, qu'il lui a fallu l'affaiblir en le rapportant, conformément à la vieille loi qui n'accorde pas au vraisemblable les limites du vrai. La suite riche et variée que composent tant de remarques si justes n'en est pas moins détachée de la vie, comme les fragments de chair et d'organes qui se succèdent sous la loupe de l'anatomiste. Seuls échappent aux inconvénients de ces constructions trop purement intellectuelles les caractères où la tête domine de haut le cœur et les sens. Par deux fois notamment, dans l'*Impudente* et dans l'*Ennemi des siens*, M. Deberly a dessiné de très intéressantes figures de ces amoureuses auxquelles M. Paul Bourget donnait le nom de « cérébrales » dans sa *Physiologie de l'amour moderne.* Et puis cet écrivain possède assez son métier pour bâtir des récits excellemment composés et très attachants, ce que tous les romanciers ne se donnent pas la peine de faire aujourd'hui. On regrette d'autant plus qu'il y manque cette part d'invention qui va au-devant des données de la nature pour les renforcer, et qui transforme les immobiles reflets du monde réel en créatures de l'art, douées elles-même de vie et de mouvement.

*
* *

Tant de réserves au sujet d'un écrivain de talent doivent surtout montrer à quel prix on estime son œuvre. Notre conclusion sera que si M. Deberly, au lieu de faire des romans, avait écrit des essais d'analyse psychologique sous forme de caractères ou de portraits, il n'y aurait sans doute plus de reproches à lui adresser. C'est un genre, au contraire, qui conviendrait parfaitement à sa manière concise et dépouillée, à son style sèchement limpide. Il est vrai que s'il n'avait pas écrit de romans, il n'aurait pas obtenu le prix Goncourt et conquis la notoriété qu'il mérite. Mais n'avons-nous pas dit en commençant que c'est la plaie de ce temps que tous les écrivains doivent se faire romanciers pour réussir, même si ce n'est pas leur carrière?

André Rousseaux.

La Vie des Termites.

Un livre comme cette *Vie des Termites*, que M. Maurice Maeterlinck donne pour pendant à son admirable *Vie des Abeilles*, offre cent fois plus de sujets de méditation et d'occasions de dispute que tous les romans d'une année. Quel chagrin de voir presque tous les jeunes écrivains d'aujourd'hui absorbés par un genre littéraire aussi creux et aussi médiocre.

Voilà une des leçons qu'on recueille de la *Vie des Termites*, dont les deux cents pages sont, d'ailleurs, chargées de sucs bien plus merveilleux. Au début, l'auteur propose deux maximes dont on ferait bien, aussi, de s'inspirer : « Je suis resté fidèle au principe qui m'a guidé dans l'œuvre précédente, qui est de ne jamais céder à la tentation d'ajouter un merveilleux imaginé au complaisant, au merveilleux réel. Étant moins jeune, il m'est plus facile de résister à cette tentation, car les années apprennent peu à peu à tout homme que la vérité seule est merveilleuse. » Ensuite : « Les ornements vieillissent d'abord et plus vite... Seuls les faits strictement exposés et les réflexions sobrement, nettement formulées, ont chance d'avoir demain à peu près le même aspect qu'aujourd'hui. » Il est bon de recopier ces banalités, puisque tout le monde les oublie. Le nom et l'exemple de Maeterlinck devrait leur rendre un peu de lustre, et les faire plus persuasives.

Donc, *la Vie des Termites* n'est pas une histoire romancée. L'auteur a lu tout ce qui a été écrit sur ce sujet. On trouve une bibliographie complète à la fin du livre. M. Maeterlinck cite sans cesse Koënig, père de la termitologie, Smeathmann et Hagen, les grands maîtres, Hawiland, Savage, Grassi, Lespès, Silvestri, Sjostedt,

Froggatt. Il a travaillé sur leurs textes. Il n'a pas observé lui-même. On ne trouve pas de termitières dans nos climats. Et quand on est devant une termitière, les difficultés ne font que commencer. L'étude des abeilles est facile, en comparaison de l'étude des termites. L'abeille vit en pleine lumière, et dans des ruches qu'on ouvre sans peine. Le termite vit dans les ténèbres, dans de minces couloirs cimentés contre lesquels il faut employer la poudre.

Ce sont peut-être les plus misérables des créatures. Ils sont faibles et mous. Ils n'ont, — sauf les adolescents et les adolescentes du « vol nuptial » qui ne s'élancent au jour que pour mourir, — ni ailes ni yeux. Ils vivent donc dans le noir, la chaleur et l'humidité. Au-dessous de 20 degrés et au-dessus de 36 degrés, ils meurent. C'est pour cela qu'on ne les rencontre qu'aux pays tropicaux ; mais comment conservent-ils humides leurs obscurs cerveaux, alors que le soleil dessèche tout alentour? On ne sait pas. Livingstone croit qu'ils ont un secret pour combiner l'oxygène de l'air et l'hydrogène des végétaux dont ils se nourrissent, de façon à reconstituer l'eau à mesure qu'elle s'évapore. Les termites, on en a plusieurs signes indiscutables, sont des chimistes et des biologistes plus forts que nous, sur certains points.

Il y en a quinze cents espèces. Quelques-unes vivent dans des troncs d'arbres. La plupart construisent leur abri. Le dôme, proportionnellement à leur taille, est grand comme le dôme de Saint-Pierre de Rome. Le monument entier correspond à un monument humain de 700 à 800 mètres. Les galeries souterraines sont d'une étendue et d'une complexité prodigieuses. C'est là que les termites entassent leurs provisions de vivres. Beaucoup de termites morts, ou qu'on laisse mourir quand ils ne rendent plus de services. Et puis, la cellulose des plantes. Mais les termites ne peuvent pas digérer directement la cellulose. Ils la digèrent en deux temps. D'abord, en la faisant absorber par des parasites protozoaires qu'ils entretiennent dans leurs intestins. Secondement, en assimilant les résidus, chimiquement modifiés, de la digestion des protozoaires. Ce n'est pas un petit prodige...

M. Maeterlinck, sans pousser très loin un parallèle qui pourrait être bien amusant, explique que la société termite est une société communiste. L'idéal soviétique est l'idéal termite. Tous esclaves, tous malheureux, tous peinant et mourant pour le bien commun. Voici le détail :

Il y a les ouvriers. Ils travaillent sans cesse. Avec leur salive agglutinante et des débris de bois, et des grains de terre, ils bâtissent, ils réparent, ils consolident la termitière. Ils creusent les garde-manger, et les emplissent. Ils sont capables de manger eux-mêmes, ce qui, vous le verrez, est un privilège. Ils mangent le bois et leurs détritus. La société termitière est avare, sordide, et fait servir les aliments plusieurs fois.

Il y a les guerriers. Comme les ouvriers, ils sont aveugles. Ils ne mangent pas. On leur donne la becquée. Comment pourraient-ils manger? On leur a fait pousser sur la tête des mandibules cornées qu'ils ont peine à soulever, et qui sont placées devant leurs bouches. D'autres ont une tête en forme de poire, avec un canal, une espèce de seringue d'où ils lancent un liquide collant, où se prennent les pattes des ennemis, vite immobilisés. Quand tout est calme, les guerriers se laissent nourrir. A l'approche du danger, ils accourent sur les points menacés, bouchent les ouvertures, font claquer leurs mandibules, jettent, à l'aveugle, leur liquide poisseux, et meurent en combattant. Comment savent-ils que l'ennemi vient? D'où part l'appel aux armes? On ne sait pas. Mais les termites, paraît-il, ont une sorte de langage ; des crépitements, des tic-tac, un chant *rythmé*... Et ils savent aussi danser : « Une danse convulsive où, sur les tarses immobiles, le corps agité de tremblements se balance d'avant en arrière avec une légère oscillation latérale. »

Fainéants, bien nourris, câlinés, les insectes complets, les adolescentes et les adolescents ailés et pourvus d'yeux, mènent douce vie dans les galeries, jusqu'au jour où, sur un mystérieux signal, ils s'élancent en essaim, par les ouvertures qu'on leur a préparées. Ils montent vers le soleil, dans un doux bruissement d'ailes. C'est le vol nuptial. On ne comprend rien au vol nuptial des termites, qui n'aboutit presque jamais à des unions. Les petites bêtes meurent presque tout de suite. Les chats, les oiseaux s'en gorgent. Les fourmis s'en repaissent. Les hommes les font griller. Elles ont goût d'amandes. Il semble que le vol nuptial soit un immense sacrifice inutile. Mais de tous ces morts, il reste parfois une reine. Et un roi.

La reine pond de dix à trente millions d'œufs dans l'année. Quand elle est fatiguée, on la laisse mourir. Et puis on la mange. Et on en crée une autre.

Tels sont les termites faibles et dévorants. Ils détruisent tout, intérieurement, — puisqu'ils ne supportent pas la lumière, — poutres, arbres et jusqu'aux métaux qu'ils rouillent avec leur salive, avant de les percer. En une nuit, d'un vêtement, ils laissent les boutons. A Sainte-Hélène, ils ont détruit entièrement la ville de Jamestown, en 1840. En 1879, ils ont avalé en peu de temps tout un navire espagnol. Au siècle dernier, une des plus petites espèces, le *termes lucifugus*, a failli s'installer dans la Charente-Inférieure. Un vaisseau de Saint-Domingue en avait apporté quelques-uns. Ils minèrent la moitié de la Rochelle. Des maisons s'écroulèrent. Il fallut étançonner l'Arsenal et la Préfecture. Les archives municipales furent réduites en poussière. Voyez ce que font déjà, en Chine, les bolchevistes. C'est tout à fait pareil.

ROBERT KEMP.

L'HISTOIRE

PHILIPPE-ÉGALITÉ, Mme DE STAËL

Un ouvrage nouveau, conduit par M. Amédée Britsch avec toute la rigueur de la science (*La Jeunesse de Philippe-Egalité*, Payot, éditeur), a dégagé la figure vraie de ce prince, plus malheureux et plus égaré que réellement coupable. L'historien, mettant en œuvre des pièces inédites et criblant à leur aide l'innombrable littérature éclose des pamphlets, a distingué avec bonheur la vérité de la calomnie. Il s'est tout d'abord, non sans raison, attaché aux origines. Louis-Philippe-Joseph d'Orléans était l'arrière-petit-fils du Régent. Par sa bisaïeule, Mlle de Blois, fille de Louis XIV et de Mme de Montespan, il descendait directement du grand roi. Sa mère, Henriette de Bourbon-Conti, descendait du premier prince de Condé, oncle d'Henri IV. Elle était sœur de ce galant et brave prince qui s'empara, en 1744, du comté de Nice, battant les Piémontais à Château-Dauphin et à Coni. Nul n'était donc plus Bourbon que le futur Égalité, et si l'on songe qu'il épousa une autre Bourbon, laquelle était doublement sa cousine, Mlle de Penthièvre, petite-fille du comte de Toulouse, on se rendra compte de la qualité du sang de France qui coulait dans les veines de son fils, le roi Louis-Philippe. Ce roi ayant, à son tour, épousé une Bourbon, Marie-Amélie de Naples, rien de plus bourbonien que ses fils, descendants de Louis XIII, deux fois descendants de Louis XIV par leurs aïeux et aïeules paternels, et une troisième fois descendants du même roi par leur mère. Ainsi, comme l'observe M. Britsch, la branche cadette était plus

Bourbon que la branche aînée — fait, d'ailleurs, suffisamment traduit et affirmé par la ressemblance physique : le duc de Nemours, entre autres, n'était-il pas le vivant portrait de Henri IV?

De si magnifiques rameaux ne pouvaient sortir d'un tronc taré. Philippe-Égalité, grand-père de ces princes sympathiques, intelligents et beaux, Orléans, Joinville, Nemours, Aumale, fut, en réalité, victime d'une diffamation que M. Britsch relève et suit, pour ainsi dire, à la trace. On lui imputa des scélératesses qu'il n'avait point commises et ses moindres faiblesses devinrent des crimes. Rien n'était, à vrai dire, plus ingrat que le rôle des princes de la famille royale, destinés à orner le trône sans l'éclipser. S'ils étaient, comme les Orléans, de sang ardent et d'intelligence vive, ils devaient bouillir et se consumer dans l'inaction. Comme dédommagement, on ne leur laissait guère que la fortune, avec tout ce qu'elle entraîne de dangers et peut-être précisément à cause de ces dangers...

Tant qu'il ne songea qu'à la fête, du reste, nul n'attaqua le duc de Chartres (c'est le titre qu'il porta jusqu'à la mort de son père, en 1786). Les Parisiens étaient contents de le voir, conduisant lui-même ses chevaux, se divertissant ou se livrant à de menues espiègleries. C'était assurément le plus populaire des princes. Mais il s'avisa de servir et de là vint tout le mal. Exposé à recueillir l'héritage d'une haute dignité, celle de grand amiral, il prétendit s'en rendre digne en apprenant les choses de la mer. Ce fut le premier prince du sang que l'on vit comme volontaire à bord d'un vaisseau. La guerre de l'Indépendance américaine le trouva à la tête d'une division dans la flotte d'Orvilliers. A la bataille d'Ouessant, le 27 juillet 1778, le duc de Chartres commandait l'escadre bleue, chargée de la partie la plus difficile de la manœuvre. On connaît le résultat du combat : une quinzaine de vaisseaux anglais désemparés et l'amiral Keppel profitant de la nuit pour regagner Plymouth. Si ce n'était pas une grande victoire, c'était, du moins, une première revanche pour une marine longtemps malheureuse. Ainsi en jugea le public, lorsque le duc de Chartres apporta la nouvelle à Versailles. Il fut alors l'objet d'acclamations enthousiastes. Mais ce succès et cette popularité même ne manquèrent pas d'exciter l'envie. Orvilliers, dans son rapport, insinua que si la victoire n'avait pas été plus complète, la faute en était à l'escadre bleue, qui n'avait pas compris ou n'avait pas exécuté à temps les signaux. Toute une campagne de libelles et de chansons, stipendiée par les ennemis du prince, ceux, entre autres, qui comptaient lui enlever la place de grand amiral, retourna complètement l'opinion. On alla jusqu'à suspecter le courage de Chartres, qui s'était pourtant battu au premier rang.

Cette campagne eut un effet cruel pour le duc : à la veille de s'embarquer pour l'Amérique, le 20 juillet 1779, il reçut une lettre de la reine qui, lui épargnant la « forme sévère d'un ordre », ne lui en notifiait pas moins, de la part du roi, défense de se joindre à l'armée... Défense de délivrer l'Amérique, défense de partager la gloire de Lafayette et de Rochambeau !...

S'étonnera-t-on que le prince ait été découragé et qu'il ait même conçu quelque dépit contre Marie-Antoinette, en laquelle il vit, à tort, l'inspiratrice de sa disgrâce? Réduit à l'inaction et à ses conséquences, le duc de Chartres devint la proie de l'intrigue et de la calomnie. Ce fut, entre le Palais-Royal et Trianon, la guerre de libelles. Le plus célèbre fut celui qu'un or mystérieux solda à Théveneau de Morande : *Vie privée ou Apologie de T. S. prince Mgr le duc de Chartres*. Le plus piquant ou le plus triste de l'affaire fut que les pamphlets contre la reine n'eurent pas d'autre source. Errements déplorables et annonciateurs de catastrophes : « La société de l'ancien régime, dit on ne peut mieux M. Britsch, a fini dans cette rage de médisance et de calomnie qui accompagne d'ordinaire les grands changements. »

*
* *

Vers ce même temps, Germaine Necker, après s'être jetée à la tête du beau Fersen, épousait tristement le baron de Staël, ambassadeur de Suède. On ne lit plus guère Mme de Staël et, à l'avenir, on la lira sans doute moins encore. Tous ses livres, si prônés de son vivant, ne durent guère leur succès qu'à sa notoriété et à son rang dans le monde. Ce sont des improvisations brillantes, des conversations écrites, avec des morceaux à effet, beaucoup de poncif et encore plus de fatras. Le plus beau des dons de Mme de Staël, l'éloquence, a péri avec elle, car tous ses contemporains s'accordent à lui reconnaître un extraordinaire talent de parole. Elle s'y était exercée fort jeune, en un temps où les réputations se faisaient uniquement dans les salons, et ne tenaient parfois qu'à un ou deux mots heureux. Temps aimable et frivole, où les Duclos, les Rivarol, les Chamfort parlaient leurs livres beaucoup plus qu'ils ne les écrivaient. Mme de Staël se distingua de ces légers Français précisément parce qu'elle substitua l'éloquence à l'esprit, qu'elle n'avait pas. Il y eut toujours en elle un reste de lourdeur allemande.

On l'a dit : le plus beau des romans de Mme de Staël est celui qu'elle n'a pas écrit, c'est sa vie. Cette vie, on commence seulement à la bien connaître, et le volume que vient de lui consacrer M. Joseph Turquan (*Madame de Staël*, Émile-Paul, éditeur), fait d'une habile

confrontation de textes et de pièces inédites, en donne pour la première fois, peut-être, une idée complète. Ce n'est pas que le personnage y gagne, hélas ! Quelle soif de domination, quel égocentrisme et, si l'on ose dire, quel débordement du moi ! Il faut que Germaine triomphe universellement. Les ambitions, elle les a toutes : l'ambition politique, l'ambition littéraire, l'ambition sentimentale. Il faut qu'elle dompte sans relâche les esprits et qu'elle enchaîne les cœurs. Dès que paraît un homme célèbre ou simplement en vue, vite, elle l'attache à son char. Elle entend que nul n'échappe à son emprise : sinon, c'est un ennemi. Son salon n'est qu'un auditoire attentif, et l'admiration est le seul sentiment qu'on y tolère. L'amitié et même l'amour n'y jouent qu'un rôle effacé et muet. Un des élus tend à l'idole la branche de laurier qu'elle brandit pour faire valoir ses bras ; il amorce, ensuite, en quelques mots le discours qu'elle doit prononcer. C'est une dictature et même une prétention à la royauté, car — peut-être à cause de Fersen — Mme de Staël va jusqu'à se poser en rivale de la reine. Aussi pousse-t-elle de toutes ses forces à la Révolution. A la prise de la Bastille, elle croit son heure venue, et elle va régner, en effet, par son père. Puis, après la chute de Necker, elle s'efforcera de faire et de défaire les ministres. Elle en fera au moins deux : Narbonne et Talleyrand : l'un, la sottise incarnée (comme, d'ailleurs, le beau Fersen) ; l'autre, l'homme le plus immoral, mais le plus fin politique de son temps et peut-être de tous les temps. Ce contraste montre l'indifférence de Mme de Staël pour la valeur des hommes, si tant est qu'elle ait jamais discerné cette valeur : la sienne ne lui suffisait-elle pas, au reste, et n'était-ce pas assez que les hommes qu'elle prônait fussent ses esclaves dociles? « Toutes les autres créatures, a dit le comte Molé, n'étaient à ses yeux que des matériaux et des moyens d'agir sur le genre humain.[1] »

Cependant, elle manquait du principal attrait des femmes : la beauté. Elle était laide autant qu'on puisse l'être avec des yeux superbes : car tout le monde reconnaît qu'elle avait des yeux superbes. Leur éloquence lui servit à obtenir ce que semblait interdire son aspect, mais ce fut au prix de tout ce qui fait le vrai charme de son sexe. Il ne lui en coûta, du reste nullement, et d'impétueux instincts se joignirent à l'orgueil philosophique, au sentiment qu'elle avait de son génie, pour la convaincre qu'elle était au-dessus de la morale vulgaire. Faut-il qu'elle ait choqué ses peu farouches contemporains pour que ceux-ci aient songé à le lui reprocher? Dans cette *Galerie des Dames françaises*, qui fait suite à la *Galerie des Etats généraux* et dont les rédacteurs peu austères s'appelaient Laclos,

Sénac de Meilhan, Mirabeau, elle est peinte sous le nom de Marthésie, et on y engage ses amis à lui apprendre qu' « il est un charme qu'on nomme la pudeur... »

Mais qui pouvait se flatter de diriger ou de contenir celle que Rivarol baptisait la « Bacchante de la Révolution »? En peu de jours terrassé, aplati devant cette grande et terrible femme au teint jaune, à la taille épaisse, aux épaules et aux bras de portefaix, son mari s'efface et renonce à l'idée de la lutte. Dès la première année de mariage, il se résigne à n'être qu'un mari honoraire. Entre tant de rivaux et de larrons d'honneur, il ne montrera jamais de jalousie qu'envers un autre Suédois, le beau Ribbing. Mme de Staël distingue le mérite, mais lorsqu'il s'accompagne d'un physique avantageux et, autant que possible, d'un beau nom, car, chez elle, la vanité ne perd jamais ses droits. Au surplus, elle a le cynisme ingénu d'une faunesse. Mme Cavaignac, femme du conventionnel, raconte qu'un jour, au musée des Antiques, la baronne dit à un groupe de dames : « Avez-vous vu l'Antinoüs? L'avez-vous admiré? Je ne pouvais m'en arracher. Ah! qu'une femme serait heureuse d'avoir un mari fait ainsi!... » Impression spontanée qui la peint tout entière et qui fait, du reste, « mourir de honte » celles auxquelles elle s'adresse. Mais pour donner une idée du bas-bleu et de sa faculté littéraire de transposition, voici ce qu'une ferveur si directe devient sous sa plume, dans le livre *De l'Allemagne :* « Quelle consolation l'aspect de la beauté ne fait-il pas éprouver! Car la beauté est aussi de l'âme et l'admiration qu'elle inspire est noble et pure... Ne faut-il pas, pour admirer l'Apollon, sentir en soi-même un genre de fierté qui foule aux pieds tous les serpents de la terre? »

Ses expériences successives ou simultanées de « véritable don juan femelle », M. Joseph Turquan les analyse ou les indique. C'est, d'abord, le beau Guibert, l'ex-ami de Mlle de Lespinasse, homme à la mode, stratège et académicien; puis, lorsque Guibert perd la faveur royale — car la faveur n'est pas, non plus, sans influer sur les élans de Germaine — c'est le comte Louis de Narbonne, que rejoignent bientôt Mathieu de Montmorency et Talleyrand. Car, dans l'infidélité, Mme de Staël ne se pique pas d'être fidèle. L'évèque d'Autun était l'intime de Louis de Narbonne, son amant, et l'amant de Mme de Flahaut, son amie. Premier ragoût, mais, surtout, il était évêque, et pas encore excommunié : n'était-ce pas un piment de plus pour la Genevoise? Son premier fils, Auguste, ressemblait à Narbonne; son deuxième, Albert, à Montmorency. Un troisième aurait pu ressembler à Talleyrand, mais, disons-le tout de suite, ce phénomène ne vint pas au monde.

A en croire les contemporains, la graine ne fut pas perdue et, en dehors de Charles de Flahaut, déjà né, le futur prince aurait eu une descendance plus flatteuse encore. Rappelons brièvement les faits. En septembre 1796, Talleyrand, de retour d'Amérique et sans un sol, avait absolument besoin d'une place. Par l'intermédiaire de Mme de Staël, il sollicita celle de... ministre des Affaires Étrangères. Après avoir été, d'abord, ignominieusement repoussée, sa demande finit par être agréée. Le 30 messidor an V (18 juillet 1797), le « citoyen Talleyrand » entrait au ministère des Relations Extérieures, alors à l'hôtel Galliffet, rue du Bac. Il disait aux deux amis qui l'accompagnaient, Benjamin Constant et Boni de Castellane, père du maréchal : « Nous tenons la place ; il faut y faire une fortune immense... une immense fortune... une fortune immense... » Parole qu'il ne devait que trop bien tenir, car Barras évalue à cent quinze millions les sommes qu'il gagna, si l'on peut dire, rien que pendant les guerres de la Révolution...

Talleyrand connaissait fort bien le brave homme qu'il remplaçait, l'ancien conventionnel Charles Delacroix, qui, après s'être fait appeler Delacroix de Contaut, avait retranché la particule jusque de son nom patronymique (parfaitement roturier, du reste) et signait Charles Lacroix tout court. Il était en relations suivies avec lui et... avec sa femme, Victoire Œben, qui n'était plus très jeune, mais encore charmante. Le mari fut nommé ambassadeur en Hollande et partit sur-le-champ pour son poste. La femme resta à Paris et, le 7 floréal an VI (26 avril 1798), elle accoucha d'un fils, qui devait être le grand peintre Eugène Delacroix...

En l'absence du mari, cette naissance fut généralement attribuée au ministre en place. Plus tard, une ressemblance extraordinaire accrédita cette opinion. Si l'on compare un portrait de Talleyrand vieilli et celui de Delacroix au même âge, on ne peut qu'en être frappé. Mme Jaubert, la « marraine » d'Alfred de Musset (la Mme de Léry, du *Caprice*), si liée avec Berryer, cousin de Delacroix, et avec Delacroix lui-même, ne manque pas de souligner cette ressemblance : « Faut-il répéter ce qui se disait à voix basse, que cette pâleur d'une teinte jaunâtre et ce sourire bridé tout particulier pouvaient faire songer au prince de Talleyrand? Était-ce là l'effet de ce que l'on nomme communément *un regard?* » De son côté, Théophile Silvestre, le critique d'art, ami intime de Delacroix, a tracé de lui ce portrait : « Né au cœur de la diplomatie, bercé sur les genoux de Talleyrand... il remplirait mieux que Rubens la plus brillante ambassade. Son maintien est élégant et supérieurement aisé... Il a toute l'habileté, les manières caressantes, les insinuations voilées, les grâces félines

et les mille caprices de la femme... Son humeur est spirituelle et sarcastique plutôt qu'enjouée. Parfois, ses airs de tête sont d'une fierté et d'un cynisme souverains. Sa bouche, d'un dessin redoutable, tendue comme un arc, lance des flèches acérées sur ses contradicteurs... »

Après Maxime Du Camp, M. Paul Flat, dans sa préface du *Journal* si précieux de l'illustre artiste (1), a cru devoir déclarer purement fortuites tant de ressemblances, physiques et morales, et s'élever contre une paternité qu'il qualifie de légendaire. Cependant, par une singulière contradiction, il reconnaît que la prétendue légende n'était pas sans invoquer certains faits, notamment, dit-il, « l'éloignement du père de Delacroix, à l'époque de la naissance de l'artiste, les relations qui existaient entre la famille et le prince de Talleyrand, et ce fait que Charles Delacroix, aussitôt après avoir quitté le ministère des Affaires Étrangères, fut envoyé en Hollande... » N'est-ce pas là plus qu'il n'en faut pour confirmer la thèse combattue? Mais il est d'autres faits, plus caractéristiques encore et que la piété, peut-être mal entendue, de M. Flat l'a engagé à omettre. La naissance d'Eugène Delacroix fut, à tous les points de vue, une surprise. Les époux étaient âgés, le père surtout, et n'avaient pas eu d'enfant depuis vingt ans. Le frère aîné d'Eugène, le général Charles Delacroix, et sa sœur Henriette, mariée à M. de Verninac, avaient, en effet, vingt ans de plus que lui. En outre, le père (présumé) était malade, gravement malade, et d'une maladie qui semblait lui interdire toute espérance de progéniture nouvelle. Peu après son départ en Hollande, Charles Delacroix dut subir une opération assez extraordinaire pour que le chirurgien qui la réussit ne crût pas devoir en garder pour lui le secret. Il jugea bon de la décrire tout au long dans une brochure dont voici le titre : « *Opération de Sarcocèle*, faite le 27 fructidor an V au citoyen Charles Delacroix, ex-ministre des Relations extérieures, ministre plénipotentiaire de la République Française près celle Batave, par le citoyen A.-B. Imbert-Delonnes, officier de santé. Publié par ordre du gouvernement, à Paris, à l'imprimerie de la République, Frimaire an VI. »

On comprend maintenant pourquoi la naissance d'Eugène Delacroix fut généralement attribuée à Talleyrand. Charles Delacroix ne s'y méprit pas — au reste, pouvait-il s'y méprendre? — et n'est-ce pas la véritable cause de l'hostilité qui le dressa bientôt contre son ancien ami et l'amena à dénoncer publiquement ses concussions?

(1) Une nouvelle édition de cette œuvre, presque unique dans notre littérature, et trop peu connue, vient de paraître à la librairie Plon.

Accusations que Lucien Bonaparte reprit à la tribune des Cinq-Cents et qui amenèrent, le 20 juillet 1799, la chute de Talleyrand. Première éclipse de cet astre qui eut de si constants retours, éclipse due à la vengeance d'un mari plus qu'à la jalousie d'un rival et à l'indignation d'un républicain intègre, car, ministre pendant les deux premières années du Directoire, Charles Delacroix avait dû être témoin d'une corruption tout aussi grande que celle qu'il reprochait à son successeur...

Cette infidélité d'un de ses anciens servants à qui, pour le remettre à flot, elle avait prêté vingt-cinq mille livres, nous a un peu détournés de Mme de Staël. Entre temps, elle s'était éprise à Genève du « beau Ribbing », et l'avait amené à Coppet, où se trouvait déjà Narbonne... Un matin, de très bonne heure, les deux hommes sortirent. La baronne ne douta pas que ce ne fût pour se couper la gorge. Ausitôt, affolée, elle lança toute sa valetaille à leur suite. Horreur!... Narbonne et Ribbing, assis côte à côte, pêchaient tranquillement à la ligne!... Seul, M. de Staël-Holstein trouva qu'un des deux était de trop et fit expulser de Suisse son trop galant compatriote.

C'est alors qu'apparaît Benjamin Constant. Cet obscur Vaudois, qui se jette à la tête de Corinne, alors que c'est elle qui a l'habitude de se jeter à celle des hommes, est d'abord froidement accueilli et même cruellement repoussé. Il n'a pas de nom et surtout il ne paie pas de mine : « Qu'on s'imagine, dit Philarète Chasles, un grand corps fluet surmonté d'une petite tête pâle que couronnait l'auréole de vastes cheveux blonds... » — certains disent roux. Mais Benjamin sut jouer la comédie, il feignit de mourir d'amour — *Werther* faisait fureur — et Corinne, assez naïve en somme, ne résista pas à un trait si romanesque. Ce fut la naissance de la liaison la plus tyrannique et la plus orageuse qu'on ait jamais vue. *Adolphe* en donne déjà une idée, mais le *Journal intime* du même auteur la dépeint à nu. La naissance d'une fille, Albertine, plus tard duchesse de Broglie, eut pour effet de la fortifier et de la prolonger. On connaît les fureurs de cette passion, on en soupçonne moins les dessous et les calculs. Si l'amitié d'une femme célèbre fut utile à Constant pour se pousser dans le monde, Mme de Staël, à son tour, n'eut qu'à se louer du talent qu'il lui dédia. Il en avait beaucoup, on le sait, et plus d'une pièce de Mme de Staël porte sa marque, comme *Corinne* porte celle de l'Italien Monti et *De l'Allemagne*, celle de l'Allemand Schlegel. Tous ces collaborateurs recevaient, d'ailleurs, l'hospitalité la plus large et les cœurs n'étaient pas moins unis que les esprits...

Seul, ou presque, un homme ne tomba pas dans les filets magiques,

et cet homme fut le maître du monde. Jamais avances moins discrètes ne furent plus durement rebutées. Napoléon, toutefois, abusa de sa puissance en châtiant à l'excès un dépit qu'il avait fait naître. Mme de Staël avait un peu conspiré contre lui en 1802, au moment du Concordat. Mais était-ce bien sérieux, et la fille de Necker ne prétendait-elle pas convertir la France au protestantisme? Elle n'en fut pas moins exilée. Jusque dans sa retraite de Coppet qui était, il est vrai, le contraire d'une solitude, la police espionnait ses faits et gestes, et non seulement celle de Fouché, mais la contre-police personnelle de l'Empereur. Le préfet de Genève, M. de Barante, trop bienveillant ou trop honnête, fut remplacé par une sorte de sbire nommé Capelle. Les lettres publiées par M. Turquan le montrent acharné sur sa proie, appliqué à la décrier, à lui susciter des conflits et, suivant ses propres termes, à l' « isoler » — procédés qui sont restés familiers à toutes les polices. Mauvais calcul, du reste : en faisant de Mme de Staël une victime, Napoléon lui rendit beaucoup de sympathies qu'elle s'était aliénées.

Toutes ces persécutions ne calmaient pas les ardeurs de celle qui en était l'objet. En 1805, à Vienne, elle s'éprend de l'Irlandais O'Donnell, et cette flambée dure cinq mois. Elle couronne ensuite la flamme du duc de Palmella, et même, dit-on, celle du vieux Bonstetten. En 1807, coup de foudre pour Prosper de Barante, fils de l'ancien préfet de Genève, et futur historien des *Ducs de Bourgogne*. Mais il arrive pour Barante ce qui était déjà arrivé pour Fersen et pour François de Pange : il aime ailleurs, son cœur est pris par la divine Juliette (Mme Récamier), ce n'est que plus tard que Mme de Staël aura son tour...

Sainte-Beuve a divulgué une autre passion, ou, si l'on préfère, un autre caprice de Mme de Staël. A la mort de Fauriel, il publia certains des billets qu'avait reçus d'elle cet érudit et ce lettré, prédécesseur d'Ozanam à la Sorbonne. Ces poulets remontent aux années 1801-1802, c'est-à-dire au fort de la liaison de la femme célèbre avec Constant : « Ce n'est pas que *votre esprit aussi* ne me plaise, écrit-elle, mais il me semble qu'il tire surtout son originalité de vos sentiments... Il me semble que (votre lettre) devait exprimer une douce disposition pour moi... Enfin, vous le savez, les excuses ne sont bonnes que dans la proportion du désir et, quoi que vous me disiez, je croirai toujours qu'un mouvement de plus vous aurait conduit vers moi... J'insiste trop, car je me prépare une peine de plus si vous ne venez pas, l'inutilité de mon insistance... »

Il faut se souvenir que Fauriel était « le plus bel homme de Paris », c'est Stendhal qui le dit, et il ajoute : « Mme de C..., une connaisseuse,

se l'adjugea. » Il s'agit de la belle Sophie de Grouchy, veuve de Condorcet. Cette veuve tôt consolée sortait d'une liaison avec Mailla-Garat, que venait de lui enlever Aimée de Coigny, la *Jeune Captive* de Chénier, déjà deux fois divorcée. Entre la délaissée et Fauriel s'établirent des liens qui ne cessèrent qu'à la mort de la dame — et cette constance explique l'échec de Mme de Staël.

Cependant, les quarante-cinq ans de la baronne allaient bientôt sonner. Dans son exil, elle éprouvait pour la première fois les effets d'une solitude relative. Benjamin s'était marié ; les autres s'éloignaient un à un. Mathieu de Montmorency, « l'ami de vingt années, l'être le plus parfait qu'elle ait connu », est revenu depuis longtemps à la religion de ses pères ; Frédéric Schlegel s'est converti au catholicisme. Le calme de la retraite l'invite à la réflexion, et pour la première fois peut-être, elle pense pour elle-même ; elle n'a vu jusque-là dans la pensée qu'un moyen de briller. Pour la première fois aussi, elle fait son examen de conscience : dans ce tourbillon de désirs et de vanités qui l'a emportée, n'a-t-elle pas défié, non seulement toutes les convenances, mais ces règles éternelles qu'enseignent toutes les morales? La religion... Qu'est-ce que la religion a été jusque-là pour elle? Un sujet de conversation... Toute jeune, elle a troqué le calvinisme de sa mère, l'honnête Suzanne Curchod, contre le philosophisme à la mode, ce prétendu libérateur des consciences qui n'est trop souvent que le débrideur commode et secret des instincts... Les doutes l'assaillent, et la voici en proie à une vague religiosité... Elle lit Fénelon et l'*Imitation de Jésus-Christ*...

Mais un jeune officier paraît... Il a été blessé dans les dernières batailles... La pâleur mate de sa joue, l'ardente douceur de ses prunelles émeuvent la femme mûrissante et la voilà de nouveau saisie... En vain, les objections se pressent : il n'a pas de nom, il s'appelle M. Rocca, et elle serait sa mère... Le Vésuve en éruption se rend-il à un raisonnement? Dernière aventure, d'ailleurs honorablement terminée par un mariage. Une mort précoce ne devait pas tarder à interrompre cette vie agitée : « La mort, dit le comte Molé, allait engloutir ce centre de tous les amours-propres, celle qui tenait tant de place parmi les vanités humaines qu'on ne concevait pas que le monde pût s'en passer... » Rude épreuve pour qui n'a jamais cru qu'à soi et n'a jamais célébré que son propre culte ! C'est avec une terreur sans borne, la terreur du sauvage, que Mme de Staël se sentit mortellement atteinte : « Jamais, dit encore le comte Molé, on ne poussa si loin l'horreur de cesser d'être. »

Ainsi devait finir la fille de Rousseau et la vraie mère du romantisme, la mère aussi de l'internationalisme, car, la première, elle se

vanta de penser « européen », modèle de toutes les émancipations et miroir de toutes les émancipées, rebelle à toute contrainte, impatiente de tout frein, ne connaissant d'autre dieu que son moi, sectatrice des droits illimités et de l'immoralité nécessaire du génie, suivie avec enthousiasme par tous les faux génies du dix-neuvième siècle, beaucoup plus nombreux que les vrais.

PAUL BALLAGUY.

LES SCIENCES

LA MATIÈRE ET LES BASSES TEMPÉRATURES

La notion de température, issue d'une impression sensorielle, est vite devenue une notion précise, grâce à l'invention et à l'emploi du thermomètre, qui, en se basant sur la dilatation des corps échauffés et sur la contraction des corps refroidis, sert à la définir et à la mesurer. Nous partons, dans nos déterminations usuelles, d'un point fixe, le *zéro*, qui est le point auquel s'arrête le mercure du thermomètre plongé dans la glace fondante ; nous y adjoignons un autre point fixe, le point *cent*, qui est celui où s'arrête le mercure quand l'appareil est plongé dans la vapeur de l'eau bouillant sous les conditions normales de pression. L'intervalle entre ces deux points fixes est divisé en cent parties égales dont chacune sert à définir et à mesurer un *degré*.

Mais, les besoins de la science et de l'industrie ont amené les physiciens à prolonger cette division au-dessous de zéro pour les basses températures, au-dessus de cent pour les températures élevées. Les conditions de congélation du mercure, d'une part, d'autre part celles de sa vaporisation, ont amené les savants à mesurer les températures basses ou élevées à l'aide du thermomètre à hydrogène à réservoir de platine iridié qui permet les déterminations aux degrés extrêmes de l'échelle thermométrique.

Mais, quels sont ces degrés extrêmes? Les températures peuvent-elles s'élever indéfiniment dans le sens de l'échauffement, ou s'abaisser

sans limite dans le sens inverse? Nous allons voir rapidement un des côtés remarquables de cette troublante question.

Tout d'abord, examinons ce qui se passe quand on refroidit de plus en plus une masse gazeuse enfermée dans un récipient à la température de zéro, et dont on puisse mesurer à chaque instant le volume et la pression. Les mesures faites par Gay-Lussac ont montré que, pour chaque degré d'abaissement de température, le volume du gaz diminuait de la 273e partie de sa valeur à zéro, si sa pression était maintenue constante, ou que, si son volume était, au contraire, invariable, c'est sa pression à zéro qui diminue de la même quantité. Il résulte de là que, si l'on parvenait à abaisser la température à la température de 273 degrés sous zéro (— 273°), le gaz, si son volume était constant, n'aurait plus de pression, et, si l'on avait maintenu sa pression invariable, n'aurait plus de volume.

La température de — 273° est donc une température *limite*, au-dessous de laquelle les propriétés fondamentales de la matière cesseraient d'être réalisables. On peut s'en approcher indéfiniment, mais sans jamais l'atteindre. C'est une température « asymptote », à laquelle on donne le nom de *zéro absolu*. Le zéro absolu est donc situé, dans l'échelle des températures, 273 degrés au-dessous du zéro usuel de nos thermomètres.

Les savants sont donc à même d'étudier les modifications que ces températures, presque invraisemblables, peuvent faire subir aux propriétés de la matière et aux phénomènes que l'on observe aux températures ordinaires.

Sous l'influence de ces froids considérables, les molécules qui constituent la matière se rapprochent les unes des autres et les intervalles qui les séparent se trouvent par conséquent reduits. Il en résulte que les métaux, par exemple, plongés dans de l'hélium liquide, *conduiront* mieux la chaleur et l'électricité, ou, inversement, que leur *résistance* diminuera. Par exemple, une colonne de mercure contenue dans un tube capillaire et amenée à la température de 4° absolus (—269°) voit sa résistance s'abaisser graduellement et finir par s'annuler complètement : on dit alors que le métal est à l'état de *super-conductibilité*, ou, encore, qu'il est devenu *supra-conducteur*.

Une expérience des plus simples et des plus suggestives en même temps permet d'illustrer cette propriété. On prend une spirale de fil métallique parcourue par le courant d'une batterie d'accumulateurs, et dans le circuit de laquelle est une lampe à incandescence :

on a pris soin de régler le courant de façon que cette lampe brûle au rouge sombre. Cela fait, on plonge la spirale dans de l'air liquide : aussitôt sa résistance diminue et cela à un tel point que la lampe brûle au blanc éblouissant, que son filament est fondu et même volatilisé. Cette super-conductibilité des métaux aux très basses températures est telle qu'on a pu faire passer, dans des conducteurs ainsi refroidis, des courants dont l'intensité atteignait le chiffre prodigieux de 1 200 ampères par millimètre carré sans que ces conducteurs aient donné le moindre signe d'échauffement : c'est bien la preuve que leur conductibilité était surexcitée et leur résistance anéantie.

Les propriétés de la matière relativement à la chaleur sont également modifiées profondément par les grands froids. On sait que, pour échauffer d'un degré un kilogramme d'un corps, le fer par exemple, il faut lui fournir une quantité de chaleur, déterminée pour chaque corps, et que l'on appelle sa chaleur spécifique : cette chaleur spécifique est un des caractères distinctifs de chaque substance, comme la densité ou la dilatation. Or, les études poursuivies au laboratoire de Leyde ont montré que, non seulement la valeur de la chaleur spécifique des corps diminuait rapidement à mesure qu'on les soumettait à l'action d'un froid plus intense, mais encore qu'elle finissait par s'annuler complètement, même avant d'avoir atteint la température de l'hydrogène liquide.

La phosphorescence semble encouragée par les températures très basses : à la température de l'hydrogène liquide, un grand nombre de corps minéraux ou organiques sont phosphorescents, c'est-à-dire que, soumis à l'action de rayons ultra-violets, par exemple, ils prennent le pouvoir d'émettre de la lumière : par exemple, la gélatine, la paraffine, l'ivoire, le celluloïd, qui n'ont pas de phosphorescence visible à la température ordinaire, en acquièrent une à la température de — 180°. Il semble même que, à ces basses températures, à peu près tous les corps deviennent phosphorescents, et le phénomène serait ainsi une propriété générale de la matière.

La vitesse des réactions chimiques diminue très vite à mesure que la température s'abaisse ; mais si l'abaissement est très considérable, l'activité chimique paraît être complètement paralysée et les corps, mis ainsi en présence les uns des autres, ne réagissent plus pour former un composé résultant.

Ainsi, l'acide sulfurique ne réagit pas sur la potasse dès que la température a atteint la valeur de — 100°. Le potassium, qui s'oxyde spontanément à l'air et qui décompose l'eau par simple contact avec elle, peut être plongé impunément dans l'air liquide : malgré

sa prodigieuse affinité pour l'oxygène, sa surface reste nette, et aucune trace d'oxyde ne vient la ternir. Les actions photographiques sont également très ralenties à la température de l'air liquide.

Toutefois, comme nous l'avons dit, le froid ne détruit pas les affinités chimiques : il ne fait que les endormir. Si, par un moyen quelconque, on peut vaincre cette « somnolence atomique », la réaction se produit ; souvent même elle est exaspérée. Ainsi, un charbon de lampe à arc, chauffé au rouge à une de ses extrémités et plongé dans l'air liquide, y brûle avec une telle intensité et un tel éclat que l'on peut arriver à se brûler la main en l'approchant de l'éprouvette contenant l'air liquide, malgré la basse température de celui-ci. On a pu ainsi, comme l'a proposé Georges Claude, réaliser des explosifs violents avec du charbon de bois pulvérisé, mélangé avec de l'air liquide, et enflammé en vase clos avec une capsule de fulminate. L'avantage d'un tel explosif est encore augmenté par le fait que ses éléments sont transportables isolément sans danger et que le mélange n'en est fait que sur le lieu et au moment de le mettre en usage.

Comment le froid agit-il sur les organismes vivants?

Les êtres élémentaires, comme les bactéries, les microbes, etc., qui sont si rapidement et si complètement détruits par l'action de la chaleur dès que la température s'élève au-dessus de 100 degrés, supportent parfaitement les froids les plus intenses et ne perdent rien de leur vitalité. Après avoir été maintenus pendant six mois à la température de l'air liquide, vers — 150°, ces germes ont donné des « cultures » tout à fait normales. Des graines de blé, d'orge, de chènevis soumises pendant six heures au froid de l'air liquide n'ont pas perdu leurs propriétés germinatives : ensemencées, elles ont donné des plantes normales. Ainsi l'action prolongée d'un froid intense, combiné à une dessiccation parfaite, a pour effet de suspendre la vie sans la détruire : c'est une bien troublante propriété des micro-organismes qui pourraient ainsi traverser l'espace intersidéral où règne la température du zéro absolu, et transporter d'un astre à un autre la vie dont ils sont les éléments primordiaux.

Mais, sans aller jusqu'aux basses températures de l'air liquide ou du laboratoire de Leyde, on utilise le froid modéré, correspondant à des températures voisines de zéro degré et légèrement inférieures, pour conserver, intactes de toute décomposition, les matières périssables et, en particulier, la viande et les substances alimentaires.

Dès que ces matières atteignent la température zéro, toutes les

fermentations dont elles pourraient être le siège sont fortement réduites : c'est une conséquence de cette « paralysie » que le froid impose aux processus vitaux et que nous avons signalée plus haut. Aujourd'hui, l'industrie du froid est devenue générale pour le transport et la conservation du poisson et de la viande. Non seulement ces denrées sont conservées dans d'immenses établissements appelés « frigorifiques », mais encore des navires, pourvus de machines à produire le froid, transportent en Europe les viandes abattues en Argentine, au Canada, en Australie même, et amènent à l'état frais, dans nos ports, les poissons pêchés au large et conservés ainsi pendant plusieurs jours.

En médecine, l'action du froid est utilisée, en particulier pour la conservation des vaccins qui, si vite altérés aux températures ordinaires, demeurent intacts pendant des mois s'ils sont conservés entre — 6° et — 10°. Les basses températures peuvent maintenir à l'état de « vie ralentie », pendant plusieurs mois, des cellules séparées de leur organisme ; des tissus ainsi « en sommeil » peuvent même être greffés avec efficacité sur des êtres vivants : de célèbres expériences du docteur Carrel sont basées sur ce principe.

Ajoutons que le froid produit par l'évaporation du chlorure de méthyle est un excellent anesthésique local. Le jet de vapeur, projeté sur une partie d'un membre, la rend absolument insensible, et cette propriété permet d'exécuter, sans absorption d'anesthésiques internes, toutes les opérations de petite chirurgie : ouverture d'abcès, de furoncles, etc...

On voit, par ce que nous venons de dire, combien est importante l'action du froid dans la nature ; et si nous réfléchissons que l'ESPACE intersidéral est à la température du zéro absolu, nous conclurons que c'est le froid qui est la règle dans l'univers, et que la chaleur n'est qu'une exception dont les manifestations sont clairsemées dans l'Infini.

ALPHONSE BERGET.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ANDRÉ RENARD

Si d'autres arrivent en la pleine lumière de l'actualité sous les rayons glorieux du suffrage universel, M. André Renard, par une singulière contradiction de la fortune, ne reprend un rayon de célébrité qu'au moment où la confiance collective de ses concitoyens l'abandonne, et où son étoile, en quelque sorte, s'éteint. M. André Renard, peut-être, se soucie peu de cette ingratitude éphémère du destin. N'est-il pas le maître de l'heure éternelle, et sa chaise curule n'est-elle pas sculptée dans le granit, puisqu'il est secrétaire administratif du parti radical et radical-socialiste, et qu'il est assis sur le trône de Bouffandeau.

Expliquons-nous. Cette actualité brûlante, que nous célébrons au point de consacrer cet article à M. André Renard, a peut-être échappé à certains observateurs superficiels. M. Renard, ancien ministre, vingt ans député, président de son parti et de son groupe parlementaire, secrétaire général de la rue de Valois, c'est-à-dire quelque chose comme pape laïque des Français, vient d'obtenir 6 000 *voix dans la Nièvre, sur* 82 000 *électeurs inscrits.*

Car M. Renard est de la Nièvre. Il est de ce petit département, comme Claude Tillier et Jules Renard. Et certains, sachant l'anticléricalisme étrange du célèbre auteur de Poil de Carotte, *ont pensé, peut-être moqueurs, que cet écrivain avait été tenté, comme tant d'autres, par les lauriers parlementaires, et qu'il avait héroïquement partagé ses heures laborieuses entre l'Académie Goncourt et le ministère du Ravitaillement. Il*

n'en est rien. M. André Renard coulait des jours heureux et sans histoire comme pharmacien à Clamecy, et son souci de la chose publique se traduisait seulement en ceci qu'il avait brigué et obtenu le mandat de conseiller d'arrondissement. Cependant, le parti républicain avait jeté les yeux sur lui pour vaincre la réaction, puissante encore dans la région, et déraciner de son siège le rallié Jaluzot. Jaluzot était le bienfaiteur du pays, et il n'y avait, dans tout le pays de Clamecy, coq faraud de village ni fillette filant la laine qui ne rêvât de devenir, grâce à lui, garçon de caisse ou vendeuse aux grands magasins du Printemps. Pour vaincre un homme comme Jaluzot, il n'y fallut pas moins que l'effort de toutes les Loges et l'effort soutenu de tous les Cafés du Commerce, en tous les chefs-lieux de canton, et aussi l'appui déjà cartelliste des révolutionnaires conscients qui organisaient dans la Nièvre les syndicats de bûcherons en vue de la lutte des classes, et enfin la cordialité bonhomme et familière du pharmacien de Clamecy, conseiller d'arrondissement et dignitaire valoisien.

Aussitôt élu, en 1906, André Renard fut remarqué par Bouffandeau. Bouffandeau qui se connaissait en hommes, et qui avait enseigné la jeunesse dans une école primaire supérieure, cherchait à la République, ou plutôt au régime jacobin et laïque de son cœur, des défenseurs déterminés et clairvoyants, et tremblait de n'en pas trouver assez. Cet homme qui était de la Saintonge, qui avait professé à Douai et qui représentait l'Oise, se défiait des Méridionaux et du Midi, terre promise du radicalisme. Mais ce radicalisme verbal, violent, haut en couleur, parfois étrangement voisin sur sa droite de suspects complaisants, et, sur sa gauche, d'inquiétants socialistes, ne disait rien à Bouffandeau. Bouffandeau, trop injustement décrié, croyait au radicalisme : il est certain qu'à Pourquery de Boisserin, à Bizarelli et à Mandeville, illustres disparus, il préférait Homais, Hégésippe Simon ou lui-même. Il jeta donc les yeux sur Renard qui parlait la langue d'oil, et le signala aux purs de l'Assemblée comme un esprit rassis, pondéré et sûr, en qui l'on pouvait mettre ses complaisances. Ainsi cautionné, Renard fut ministre, et, quand il eut été ministre — ce fut dans un cabinet Painlevé — il présida le groupe radical et radical-socialiste, comme Cazal, et puis, il présida le parti. Président du parti! Moins qu'Herriot, Renard a connu l'enthousiasme des foules, mais combien sa direction était plus prudente et plus sûre. Le parti a déraillé le jour où il acclama Caillaux comme un chef. Hélas! trop primaire pour avoir bien médité le sens profond du précepte antique, et la sagesse du « Connais-toi toi-même », il s'est perdu pour n'avoir pas compris qu'il devait s'en tenir à sa mesure, aux Bouffandeau et aux Renard. A ce moment, — c'était en 1919 — Renard dut prendre

un parti : choisir entre le Bloc national et l'autre. Il choisit le Bloc national. Et il fit bien. Car, grâce à ce choix judicieux, une centaine de radicaux plus ou moins bon teint échappèrent à la lame de fond du 16 *novembre* 1919, *accostèrent sains et saufs au Palais Bourbon, où ils purent attendre en paix, profiter des événements, et préparer le Cartel du* 11 *mai. Ainsi sous des chefs obscurs et prudents le parti prend possession, à l'abri des programmes et de la grande politique, de son destin qui est de répondre aux nécessités de l'heure et de n'être jamais trop ouvertement contre le courant de l'opinion. Personnellement, Renard avait été réélu avec un radical indépendant et deux réactionnaires notoires, comme on dit dans le parti, et il avait écrasé le socialisme et la liste de son compère Locquin.* Prius vivere... *Renard faillit, après ce coup, être vice-président de la Chambre du Bloc national, ce qui n'eût rien ajouté à sa gloire. Mais il ne se représenta pas en* 1924. *Le Cartel eut lieu sous ses auspices, mais sans lui. Il donnait maintenant, du haut de son trône pontifical, des consultations et des conseils, et professait qu'il ne fallait point d'ennemis à gauche, et c'est alors que, Bouffandeau ayant disparu, Renard, qui avait laissé à des astres plus éclatants la présidence du parti, recueillit la modeste et utile attribution du secrétariat administratif permanent. Grâce à quoi on ne s'aperçut presque pas que Bouffandeau était mort : il n'y avait qu'un Français de moins. Ce poste est rétribué, et Renard, ayant ainsi donné sa vie au régime, en recevait le pain de ses vieux jours, ce qui est d'un symbolisme patriarcal et touchant. Mais il n'entendait se dérober à aucun destin, et, une vacance s'étant produite dans la députation de la Nièvre, l'heure de la bataille sonne de nouveau. Il était réservé à M. Renard de montrer la situation curieuse à laquelle il avait amené son parti dans son propre département et que, sur* 82 000 *électeurs, il n'y avait que* 6 000 *radicaux : « Grand parti, dit Archimbaud, qui brûle d'assurer de nouveau les destinées du pays, par sa doctrine propre et ses méthodes propres. » Archimbaud est un peu méridional, ce n'est pas lui qui se laisserait acculer comme Renard à la sévère démonstration des chiffres.*

M. André Renard, qui a donné aux troupes fidèles du radicalisme tant de leçons de tactique démocratique, et qui, d'une main incorruptible et minutieuse, classe, au secrétariat administratif, une documentation précieuse sur les forces du parti, ses ramifications, ses alliances, ses possibilités, et sa clientèle et son avenir, a donc cette suprême infortune de n'être plus prophète dans son pays. Il n'était pas mauvais que cette démonstration de l'impuissance, du discrédit où est tombé le parti radical lorsqu'il prétend affronter une lutte d'idées et de doctrine, fût faite par l'ancien président, devenu secrétaire général du parti. Il

n'était pas mauvais que ce fût un allié notoire du Bloc national devenu, au gré des vents contraires, un prophète, un pontife du Cartel, qui, après le spectacle de tant de tergiversations, d'hésitations, de coalitions successives, donnât l'exemple de ce qu'est le parti radical, dépouillé de sa mystique, de sa clientèle alimentaire, et réduite à ses seules forces morales et doctrinales, dans un pays de sang-froid où, vraiment, les programmes s'affrontent. Il n'était pas mauvais que le bon sens national posât la question comme elle doit se poser, entre les forces de conservation et de défense sociales, et l'armée révolutionnaire, et qu'on vît, en la personne de M. Renard, quelle pauvre chose est devenue vraiment, entre ces forces ardentes qui s'affrontent pour le bouleversement de l'ordre, pour la tradition nationale ou la mystique internationale, ce parti poussiéreux qui essaie de se survivre, et qui ne peut plus même, sans cartel ou sans équivoque, figurer dans une bataille. Ceux qui n'auront pas vu ainsi l'élection de la Nièvre auront été vraiment bien superficiels et bien sommaires. La personnalité de M. Renard, bourgeois important, satisfait, à la fois cordial et sentencieux, désemparé devant un rajeunissement des problèmes, des milieux et des idées, mérite, en cet épisode historique, de retenir un instant l'attention. Certains de ces hommes qui n'ont point de sentiment, qui abandonnent au mépris de la foule les idoles renversées, assurent maintenant que M. Renard n'a pas eu si peu de voix parce qu'il était radical, mais que les radicaux ont eu si peu de voix parce que M. Renard les représentait, M. Renard, usé, démonétisé dans la Nièvre par ses attitudes successives et ses hésitations fatales. M. Renard est-il une idole renversée? Nous ne prétendons point cela, mais il ne faut point non plus contester son vrai mérite. Cet homme démonétisé, le parti, qui en avait fait son président, en a fait un secrétaire général. Le parti a estimé cet ancien ministre effacé et un peu prudhommesque, mais habile à flairer le vent, comme parfaitement représentatif de son esprit. M. Renard a vraiment porté dans son esprit la fortune de l'obédience de Valois. Il est permis, en dépit de son apparence un peu prosaïque, de le considérer comme un symbole, un symbole assez touchant, même, puisque c'est celui d'une chose qui se dessèche, qui s'étiole et qui meurt.

***

Le Théâtre. *La crise : la réponse de l'État.*

Un jour d'été, Jean Plessiers, jeune héros de l'aviation de guerre, monte au grenier du château avec sa fiancée pour chercher des vieux meubles. Dans un bonheur du jour oublié, il trouve un paquet de

lettres qui lui révèlent qu'il est fils non du calme et roturier docteur Plessiers, mais d'un beau gentilhomme aventureux. Féru de préjugés nobiliaires, vaguement réactionnaire alors que le papa Plessiers est un vieux républicain, il maltraite le digne homme qui finit par lui dire : « Tu as appris aujourd'hui que je ne suis pas ton père ; moi, il y a trente-cinq ans que je le sais. J'ai pardonné, je t'ai élevé, je t'aime comme si tu étais vraiment mon enfant. Ne suis-je pas plutôt ton père que celui qui te donna la vie sans y songer et ne s'occupa jamais de toi? » Ce touchant discours ne suffit pas à désarmer Jean. Il déclare qu'il ne peut rester au foyer dans ces conditions et qu'il va repartir pour organiser l'aviation chinoise. Sa famille essaie vainement d'ébranler sa résolution et jusqu'au dernier moment il s'obstine à marquer au docteur Plessiers une répulsion qui désole ce vieillard. A l'instant où le rideau tombe, il se décide enfin à l'appeler « papa » dans un cri du cœur.

Et c'est tout. C'est le *Bonheur du jour*, de M. Edmond Guiraud. En tout temps il fallut ainsi pour le gros public du mélodrame sommaire et sentimental, et tout compte fait, le pire des auteurs n'est pas Georges Ohnet. Le curieux est que cette pièce a été honorée d'une protection particulière par M. le ministre de l'Instruction publique et M. le président de la République. Le comité de lecture de la Comédie-Française, qui n'est pourtant pas difficile, n'avait pas osé l'accueillir. M. Daladier fit recevoir *le Bonheur du jour* à l'Odéon, donna à M. de Féraudy, doyen de la Comédie-Française, l'autorisation exceptionnelle d'aller faire concurrence à la troupe dont il devrait être le premier serviteur, et M. Doumergue vint attester par sa présence également exceptionnelle que cet art était celui qui avait ses préférences. Jugeant les événements de 1914, *le Temps* a écrit : *La France s'est sauvée elle-même*. A l'heure où chacun va répétant que l'art dramatique est au fort d'une crise, tout paraît indiquer qu'il fera bien de se sauver lui-même et de ne pas compter sur l'intelligence de l'État.

*
* *

Le docteur Jean-Louis Marnier (que de médecins dans ce théâtre !) est, à cinquante ans, célèbre, fêté et quelque peu coureur. Il est pourtant surveillé de près, dès la première scène, par une jeune femme. On croit naturellement que c'est sa femme, ou son amie. Pas du tout, c'est sa fille, Frédérique. Mariée elle-même au docteur Pierre Rigaud, elle n'a guère le temps de s'occuper de lui tant elle s'occupe de son père. Naturellement, Pierre Rigaud n'est pas content. Il propose à sa femme d'aller vivre en province, elle refuse. Il la menace, elle résiste. Le soir, en tête à tête, il tente de la convaincre par la tendresse. Au plus fort de l'entretien, on entend la sonnerie du téléphone : c'est le docteur Marnier qui, à trois heures vingt du

matin, demande des nouvelles de sa fille. Justement exaspéré, le gendre sort en déclarant qu'il ne reviendra jamais.

Frédérique se hâte de se réinstaller chez son père. Elle a repris sa vie de jeune fille, elle n'a plus qu'à attendre le divorce, quand elle reçoit la visite d'une belle et riche Américaine qui lui annonce qu'elle va devenir sa belle-mère. En un éclair, Frédérique découvre la vérité : son père n'est qu'un affreux égoïste, qui trouve tout naturel que sa fille se sacrifie pour lui, et qui ne songe pas une seconde à la réciproque. A ce moment précis, Pierre Rigaud vient de rentrer à Paris : il est tout à fait superflu de rester jusqu'à la fin du quatrième acte pour être sûr qu'après quelques petites hésitations Frédérique va retomber dans ses bras.

Et c'est tout. C'est *le Cœur partagé*, de M. Lucien Besnard. La Comédie-Française, qui avait reculé devant *le Bonheur du jour*, a accueilli *le Cœur partagé*. A la vérité, le second ouvrage est un peu moins mauvais que le premier. Mais la différence n'est pas très considérable.

***

Le trait commun à ces deux pièces est le caractère d'archaïsme conventionnel. Dans *le Bonheur du jour*, le docteur Plessiers est le modèle de toutes les vertus. C'est le mélodrame grossier taillé à la serpe pour obtenir l'effet à bas prix. N'insistons pas, puisqu'il n'y a que MM. Daladier et Doumergue qui aient pu être dupes. Mais *le Cœur partagé* a été accueilli avec courtoisie. On attaque à tout propos la Comédie-Française, fût-ce à propos de bottes, et dans le cas présent, il ne s'est trouvé personne pour définir, à tout le moins, la forme d'art que la Comédie-Française couvre de son autorité de premier théâtre d'État.

Le Cœur partagé commence par une choquante équivoque ; et c'est très délibérément que l'auteur a placé cet appât à l'entrée du piège. Le reste du premier acte est une exposition banale. Le second acte est le moins mauvais, bien que la situation frôle à tout instant le vaudeville et l'inconvenance. Le moins qu'on puisse dire est qu'une telle scène n'honore l'art français ni par la vérité ni par la délicatesse.

Cependant, on y peut encore trouver un vague intérêt dramatique, tandis qu'aucune illusion n'est plus permise à partir du moment où paraît l'Américaine : le moins subtil spectateur verra ces tristes ficelles comme des câbles en plein midi, n'importe qui pourra prévoir à partir de cette entrée que l'Américaine va annoncer qu'elle épouse le père, que la fille se rendra compte qu'elle a lâché la proie pour l'ombre, et que le sympathique docteur Rigaud attend dans la coulisse le moment de revenir conquérir sa femme repentante.

Il faut bien écrire qu'on chercherait en vain en tout cela trace de

l'ombre d'une qualité. Au moins, les mélodrames de M. Méré sont solides, bien faits, et le spectateur reste jusqu'à la fin dans l'attente de ce qui va se passer. La pièce de M. Besnard, si faiblement machinée, ne se relève ni par le style, qui est médiocre, ni par la vérité, dont il ne serait pas assez de dire qu'elle est absente : elle est outragée. Rien ne peut être plus faux que le revirement intégral de Frédérique, sans l'ombre d'une nuance, d'une hésitation, d'un regret. Elle chérissait son père depuis l'enfance, elle lui sacrifiait tout, sa jeunesse, son amour même, car elle aime Pierre Rigaud. Il suffit d'une seconde pour que l'or pur se change à ses yeux en plomb vil, Marnier n'est plus bon qu'à jeter aux chiens et Frédérique serait pour lui impitoyable si Rigaud n'intercédait en faveur de son beau-père. Tout est possible dans la nature, il se peut qu'une âme passionnée passe dans un éclair de l'excès de l'amour à l'excès de la haine. Mais il faut renoncer à distinguer le faux du vrai si un revirement aussi sommaire et aussi mécanique n'est pas le modèle de l'artifice injustifié.

Théoriciens, critiques, jeunes auteurs parlent couramment d'une crise de l'art dramatique. Chacun apporte qui sa critique, qui sa formule. Le certain est qu'il y a une crise du théâtre parce qu'il y a une crise généralisée. Nous avons à étudier sur un plan secondaire les effets d'un désordre qui s'étend des idées aux choses, de la politique au cours des changes. Nous allons avoir toute l'année pour l'étudier. Au lieu d'émettre à notre tour des théories, notre rôle de chroniqueur nous indique de suivre la voie analytique. Nous constatons aujourd'hui que les théâtres d'État s'en tiennent à la forme de l'art la plus artificielle et la plus sûrement inféconde. Ce ne sera certainement pas sur eux qu'il faudra compter pour apporter la lumière. La démocratie adopte pour son art officiel le médiocre et le banal, le faux et l'arriéré. Voilà un côté du débat réglé pour n'y plus revenir: ce n'est pas par là qu'il faut chercher la vie.

LUCIEN DUBECH.

La Musique : *Trois aspects du drame lyrique.*

En trois semaines le *Freischütz*, *Gwendoline* et *la Tisseuse d'orties :* cent années de musique, et trois points de repère, les deux premiers à l'Opéra, le troisième à l'Opéra-Comique.

On s'est demandé souvent si le *Freischütz* était bien à sa place à l'Opéra. Théophile Gautier le contestait en 1841, quand il entendit l'adaptation de Berlioz qui pourtant, avec son système de récitatifs adventices, donne à l'œuvre un caractère de « grand opéra ». Saint-Saëns, en 1876, fut du même avis : « Sur une vaste scène, dans une salle immense, l'œuvre s'amoindrit comme un tableau de genre

placé trop haut à l'exposition de peinture... Jamais la disproportion entre le caractère de l'œuvre et le caractère du théâtre n'a paru si frappante... Ce solennel amphithéâtre, dans sa majesté un peu lourde, effarouche la muse sauvage et quelque peu naïve de Carl-Marie. » Mais le souvenir très proche des cavalcades meyerbeeriennes influait sur ces jugements. En fait, un tableau de genre aux dimensions beaucoup plus réduites, comme *l'Heure espagnole* de Ravel, s'est parfaitement adapté au cadre de l'Opéra. A plus forte raison le *Freischütz,* dont trois tableaux sur cinq exigent un déploiement de forces chorales et une machinerie compliquée.

Il est vrai que l'adaptation actuelle, dont j'ai le poids sur la conscience, remplace, à l'exemple déjà ancien de M. Servières, les récitatifs par un dialogue parlé, et revient ainsi, pour la première fois à l'Opéra, à la formule primitive de l'œuvre, telle qu'elle fut conçue par l'avocat-poète Kind, librettiste de Weber : c'est la formule du *singspiel* ou de la « pièce avec chant ». La difficulté d'exécution réside dans ce passage brusque et incessant du dialogue au chant. Les artistes de l'Opéra, qui m'ont fait l'honneur de bien vouloir défendre cette adaptation périlleuse, se sont tirés de ce mauvais pas avec tact et adresse. Ce dialogue est essentiel à l'œuvre, qui n'a de sens et de valeur que sous cette forme où s'équilibrent ce qui se parle et ce qui se chante : c'est méconnaître son esthétique que de remplacer le dialogue par des récitatifs en ce *Freischütz* qui est l'expression la plus parfaite du *singspiel* allemand.

Il est vrai que les récitatifs écrits par Berlioz sur les alexandrins de Pacini pour les représentations de 1841, se bornèrent à ne pas faire disparate avec la musique de Weber. Leur excuse était dans leur discrétion même, ainsi que dans la prétendue rigueur du règlement qui interdisait à cette époque le dialogue parlé sur la scène de l'Opéra. Mais plutôt que de règlement il eût mieux valu invoquer usage et routine, et Berlioz n'en fut que plus méritant d'avoir obtenu que dans la scène de la Gorge aux Loups les répliques de Samiel fussent malgré tout *parlées.* Si le « règlement » cédait sur ce point, une insistance chaleureuse l'eût peut-être fait céder sur le reste, et Berlioz aurait dispensé Wagner d'écrire dans la *Gazette musicale* des 23 et 30 mai 1841 que ces récitatifs ruinent la symétrie de l'œuvre, écrasent les morceaux originaux, en affaiblissent le sens et l'effet, et remplacent la naïveté du dialogue par un ennui déclamatoire.

Comme le *Freischütz,* après mille traverses, *Gwendoline* reprend sa place à l'Académie nationale de musique. Connaîtra-t-elle enfin le terme de ce rude calvaire dont Chabrier ne put se relever? Dès 1884, Lamoureux jouait la *Légende* et un des *Préludes* à ses concerts. Mais la direction de l'Opéra refusa d'accueillir l'œuvre entière. Ce fut le Théâtre de la Monnaie à Bruxelles qui la reçut. *Gwendoline* s'expatrie. On l'entend en 1889 à Carlsruhe, en 1890 à Leipzig, à

Dresde et à Munich, en 1891 à Dusseldorf. Enfin la France retrouve l'enfant perdue, mais ce n'est pas encore Paris qui lui ouvre la porte : c'est Lyon, en avril 1893. Pourtant l'Opéra parisien se décide. Le 20 décembre de la même année, Chabrier, pour ses étrennes de Noël, a la joie de voir enfin représenter l'ouvrage dans le cadre qui lui convient. Trop tard... Il était déjà un mort vivant : la paralysie cérébrale qui le minait depuis trois ans avait déjà fait son œuvre. Chabrier, raconte un témoin, assistait dans une loge à la répétition générale, entre sa femme et ses fils. Quand le second acte fut achevé, le public et l'orchestre se levèrent spontanément pour l'acclamer, « et lui, affaissé, absent, ne savait pas de quoi il s'agissait ». Son librettiste, Catulle Mendès, dut le pousser au bord de la loge et lui montrer d'un geste la salle exultante. Alors Chabrier porta la main à son cœur et pleura. Quelques mois après, il reposait au cimetière Montparnasse.

Gwendoline est née aux temps héroïques du wagnérisme, et d'un wagnérisme plus littéraire encore que musical. Hors des Vikings, des « sagas » nordiques, des guerriers du Walhalla et des belles filles blondes aux longues tresses, il n'était point de salut pour les poèmes d'opéras. L'anecdote ici offerte au musicien est tragique et colorée, et l'on y voit alterner, suivant les fermes coutumes de la dramaturgie lyrique, les ensembles, les duos, les récits, avec, dans la scène de séduction du farouche Harald par la tendre Gwendoline (transposition du mythe d'Hercule filant aux pieds d'Omphale), une échappée vers l'opéra-comique qui fait invinciblement songer, en dépit des grandioses intentions du livret, à une des pages les plus malicieusement poétiques de Claude Terrasse dans les *Travaux d'Hercule.*

Il n'y a nul sacrilège à évoquer auprès de *Gwendoline* le nom d'un des maîtres de la musique légère française. Chabrier est de sa race, et là aussi bien que dans *le Roi malgré lui.* Aujourd'hui que l'horizon wagnérien s'est éclairci et que, pour le contempler, nous sommes sortis de ses brumes, on s'étonne que les contemporains de la première représentation aient situé la musique de *Gwendoline* sous le seul signe de Wagner. Quelques formules n'épuisent pas une œuvre, et l'habit ne fait pas le moine. *Gwendoline* est infiniment plus proche de *Carmen* que de *Tristan.* Par instants éclate une allégresse presque naïve, et partout passe, au milieu de ces Scandinaves assoiffés de carnage, et en dépit de formules désuètes, un grand souffle méditerranéen.

C'est ce souffle-là qui fait vivre l'œuvre, et qui balaie toutes les résistances du poème. Que ce poème vienne à n'être plus qu'un assemblage de conventions « lyriques » — où c'est le véritable lyrisme qui manque le plus, — et le musicien aura grand'peine à réchauffer ce cadavre : tel M. Gustave Doret, excellent compositeur suisse, aux prises avec *la Tisseuse d'orties.* Le grand drame lyrique est mort. Peut-être faut-il le regretter. Mais il faut bien aussi, à chaque occa-

sion, se rendre à l'évidence, et si, comme l'autre, je dis toujours la même chose, c'est que, par malchance, c'est toujours la même chose. Pourtant, M. Doret, qui donna sa mesure avec *les Armaillis*, voici tantôt une vingtaine d'années, a atteint, notamment au second acte, à une hauteur de pensée et à une qualité d'émotion qui méritaient un meilleur emploi. C'est que, dans ce second acte, insoucieux des tyrannies du « genre », il a laissé parler tout uniment son cœur d'Helvète. Il est alors porté par toutes les forces vives de sa race, et son langage prend aussitôt un sens originel, son orchestre rend un son natal. Tout le dialogue passionné entre le Roi et la symbolique Tisseuse d'orties a ce sens, et rend un tel son. Les phrases que chante la tisseuse abandonnent alors d'elles-mêmes la courbe molle ou trop tendue du drame lyrique habituel pour épouser une ligne stylisée, au chant sobre, et d'un accent légendaire, où l'on se plaît à retrouver tantôt Bœcklin, tantôt Ramuz.

Je suis bien assuré que si M. Doret avait conçu son drame dans une autre atmosphère musicale et selon des modes moins éprouvés que ceux d'il y a quinze ans (car *la Tisseuse d'orties* a été composée peu de temps après *les Armaillis*), ses quatre actes auraient tous atteint à la même hauteur. Mais dans les parties réalistes, dans le tragique extérieur de l'action, l'obsession du grand drame lyrique, modèle 1910, est manifeste. L'accent personnel s'y efface devant l'accent international. L'historien se doit de l'enregistrer. Il aura, hélas ! pour les mêmes raisons, à l'enregistrer plus d'une fois encore en cet Opéra-Comique même qui pourtant, si l'on en devait croire les communiqués officiels, se vante d'ouvrir toutes ses fenêtres et de balayer toute sa poussière.

ANDRÉ CŒUROY.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LE COMPROMIS DE GENÈVE. — *La 43e session du Conseil de la Société des Nations s'ouvre à Genève, le 6 décembre. La suppression du contrôle interallié en Allemagne est à l'ordre du jour.*

Le 9 décembre, la Conférence des Ambassadeurs, chargée de donner son avis sur l'état du désarmement allemand, arrête les termes d'un rapport à Genève dont les conclusions sont que l'Allemagne a satisfait à la plupart de ses obligations, mais qu'il y a lieu de procéder à un nouvel examen en ce qui concerne les fortifications de Prusse orientale et la question des exportations du matériel de guerre.

A la suite de ce rapport, les experts militaires alliés et le général allemand von Pawels sont mis en présence. Le général von Pawels demeure intransigeant sur les deux points signalés.

La Conférence des Ambassadeurs, après avoir entendu le maréchal Foch, constate l'insuccès de ses démarches et transmet un nouveau rapport aux diplomates de Genève (10 décembre).

L'accord est conclu, à Genève, le 12 décembre : le départ de la Commission de contrôle interallié est fixé au 31 janvier. L'Allemagne promet simplement qu'elle fera des « propositions » concernant les fortifications orientales. A partir du 31 janvier, le contrôle sera transféré à la Commission de la Société des Nations.

La presse allemande manifeste sa joie. Les journaux polonais sont amers.

Le prix Nobel pour 1926 est attribué à MM. Briand et Stresemann (10 décembre).

FRANCE. — *Débat à la Chambre sur le projet prêté au gouvernement d'affermir le monopole des allumettes (2 décembre).*

— *M. Poincaré refuse à la Chambre d'augmenter les pensions des mutilés de guerre (3 décembre).*

— *Grand discours de M. Poincaré à la Chambre sur le redressement financier : la stabilisation de fait doit précéder la stabilisation de droit. Les conditions de réussite, dit le président du Conseil, se réalisent tous les jours davantage (7 décembre).*

— *M. Malvy est élu président de la Commission des finances de la Chambre en remplacement de M. Henry Simon, décédé (7 décembre).*

— *La Chambre vote l'ensemble de la loi des finances par 410 voix contre 135 (9 décembre).*

— *MM. Coquelle, Carlier et Coutel, candidats de l'Union nationale, sont élus députés du Nord. Ils remplacent un radical et deux socialistes (12 décembre).*

DANEMARK. — *Démission du cabinet socialiste Staunig après les*

élections du 2 décembre au Landsthing, défavorables aux partis de gauche (3 *décembre*).

Grèce. — *Cabinet Zaïmis* (4 *décembre*).

Yougoslavie. — *Crise ministérielle à Belgrade. Le cabinet Ouzounovitch donne sa démission* (7 *décembre*) *pour protester contre le parti italo-albanais du* 27 *novembre.*

— *Mort de M. Pachitch, ancien président du Conseil* (10 *décembre*).

Hongrie. — *Élections à la Chambre des députés. Succès du cabinet Bethlen* (8 *décembre*).

Chine. — *Tandis que les généraux du Nord essayent de se grouper, au Sud, les Cantonais font de nouveaux progrès. Ils s'emparent de Fou-Tchéou le* 3 *décembre, d'Hang-Tchou le* 15. *Ils menacent Shanghaï et les concessions européennes.*

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 34494.